

Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 16038 - 7 F

MARDI 20 AOÛT 1996

FONDATEUR : HUBERT LAFONTAINE - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

L'éclipse de Boris Elstine nourrit les rumeurs sur une opération du cœur du président russe

Le Kremlin affirme que le chef de l'Etat travaille normalement



Le piéton des Balkans

ÉCRIVAIN, après avoir été longtemps éditeur, François Maspéro avait séduit un large public en 1991 avec *Les Passagers du Roissy-Express*, pérégrination en Ile-de-France, le long de la ligne du RER, « pour comprendre un peu notre monde ». C'est dans le même esprit qu'il s'est imposé une nouvelle traversée, plus douloureuse celle-là, au cœur de l'Europe, dans ces Balkans où il lui semblait revivre « de nouveau » les schémas de la barbarie européenne de son enfance. De ce périple, qu'il racontera dans *Balkans-Transit*, à paraître au début de 1997 aux éditions du Seuil, il a retenu pour *Le Monde* le récit en six étapes de son dernier voyage, de la côte adriatique à celle de la mer Noire, en compagnie du photographe Klavdij Sluban.

Lire page 4

Lire page 12



cardiaques graves et qu'il était sur le point de subir une transplantation du cœur en Crimée. Ces informations avaient été démenties, le même jour, par le service de presse du Kremlin. Au plan politique, le général Alexandre Lebed, secrétaire du Conseil de sécurité, n'a pas obtenu, comme il le souhaitait, le limogeage du ministre de l'Intérieur, Anatoli Koulkov, responsable, à ses yeux, du fiasco russe en Tchétchénie. Boris Elstine a confirmé dans ses fonctions, par téléphone, samedi, l'homme qui est considéré comme l'un des « durs » du Kremlin. Dans un entretien recueilli par l'envoyé spécial du Monde à Grozny, le vice-président des rebelles tchétchènes, Saïd-Khazam Aboumoussinov, déclare qu'il n'y a pas d'autre choix que « l'indépendance » pour son pays et qu'à travers le conflit tchétchène « c'est le mal moral de la Russie qui s'exprime ».

Massacres autour d'Alger

Dix-sept jeunes Algériens auraient été égorgés le 15 août au sud de la capitale par un commando islamiste. Soixante-trois personnes, dont des femmes, des vieillards et des enfants, auraient par ailleurs été tués par des islamistes près d'Alger samedi 17. p. 3

Publicis en Amérique latine

Le groupe publicitaire français, déjà première entreprise de son secteur en Europe, accentue son internationalisation en s'implantant au Mexique et au Brésil. p. 14

La Belgique sous le choc

L'arrestation de l'auteur présumé de trois meurtres et de plusieurs enlèvements suscite une intense émotion en Belgique. p. 22

Les sans-papiers dans l'attente

Les Africains sans papiers réfugiés dans l'église Saint-Bernard à Paris ont reçu le soutien de Lionel Jospin. Le PS préconise une médiation. p. 8

Tableaux otages au Japon

Des œuvres de Van Gogh, Renoir ou Picasso, achetées au plus fort de la spéculation, ont été saisies par les créanciers de leurs propriétaires en faillite. On a perdu leur trace. p. 18

Le Burundi isolé

Réunis, samedi 17 août, à Kampala, les ministres des affaires étrangères des pays voisins du Burundi exigent le retour à l'ordre constitutionnel. p. 2

Ross Perot candidat

Contre Bill Clinton et Bob Dole, Ross Perot sera candidat à l'élection présidentielle aux Etats-Unis. p. 5

Tensions en Jordanie

Les émeutes en Jordanie semblent avoir été attisées par des jeunes gens liés au parti Baas irakien. p. 3 et notre éditorial p. 13

Vivre ensemble

Après Valenciennes et Saint-Etienne, notre « série » sur l'état du lien social en France relate une initiative strasbourgeoise. p. 7

Abonnement : 3 DM ; Australie-Guyane, 9 FF ; Autriche, 26 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 350 DR ; Hongrie, 140 F ; Italie, 2700 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DM ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Esc ; Suède, 10 KSE ; Suisse, 9 F ; Turquie, 1 DM ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147-820-700 F



Carnet rose en Afrique australe

SIX MILLE PERSONNES avaient été officiellement conviées, mais c'est finalement plus du double qui, dans une joyeuse pagaille, ont assisté, samedi 17 août, au mariage en secondes noces du président zimbabwéen Robert Mugabe, âgé de soixante-deux ans, avec Grace Marufu, ancienne dactylo des services de sécurité de la présidence, de quarante et un ans sa cadette. Un comité ad hoc avait pris en charge l'organisation de ce qui s'annonçait comme un événement mondial exceptionnel. Las, il ne semble pas qu'il ait su récolter l'argent que réclamait l'occasion. Sceptiques quant à la destination finale de leur participation, de nombreuses entreprises ont refusé de verser leur écot au comité.

Cela n'a quand même pas empêché la fête qui a eu lieu à la ferme présidentielle de Kuitama, à une centaine de kilomètres d'Harare. Parmi les invités célèbres, on pouvait apercevoir Nelson Mandela, discrètement accompagné de Graca Machel, veuve du défunt président mozambicain Samora Machel et officieuse compagne du président sud-africain depuis que ce dernier est séparé de Winnie Mandela. Joachim Chissano, président du Mozambique et témoin du mariage, était également présent, de même que Ketumile Masire, et Sam Nujoma, respectivement présidents du Botswana et de la Namibie.

Le président Mugabe, à qui sa nouvelle épouse a déjà donné deux enfants, était veuf depuis 1992. Secret et puritain, il répugnait jusqu'ici à dévoiler sa vie privée. Sa liaison extra-conjugale avec celle qu'il vient d'épouser était connue de toute la bonne société d'Harare, mais il n'était pas recommandé d'en parler. Deux journalistes du *Financial Gazette* qui avaient écrit avant l'heure que le président s'était secrètement marié à Grace Marufu avaient passé quarante-huit heures en prison. Poursuivis pour « diffamation criminelle », les deux journalistes, ainsi que le directeur de la publication, avaient finalement été condamnés à une amende.

Le progrès, une idée morte ?

FAUT-IL RENONCER à croire à l'idée de progrès, cette idée qui, de Bacon à Condorcet, a animé successivement la pensée de la Renaissance et la philosophie des Lumières avant d'inspirer à la fois, aux XIX^e et XX^e siècles, le libéralisme et le marxisme ? *Le Monde* a invité des philosophes, des politiques, des chercheurs à s'exprimer sur ce thème et nous commençons aujourd'hui la publication de leurs réponses.

Si elle n'est pas tout à fait nouvelle, la question a été relancée, au cours des dernières années, par un double constat : celui de la faillite du « socialisme réel », mais aussi celui des impasses du capitalisme libéral. A gauche comme à droite, les désillusions ont succédé aux espoirs et le scepticisme a en partie remplacé la confiance en l'avenir.

La faillite du socialisme ne date pas de 1989. La plupart des hommes de gauche avaient déjà rompu avec un certain marxisme marxiste qui avait coloré autrefois leur vision du futur. Mais avant la chute de l'Empire soviétique beaucoup continuaient de se dire qu'une fois les héritiers de Lénine et de Staline écartés du pouvoir un socialisme authentique serait enfin possible. Cette ultime utopie s'est à son tour évanouie. Quant aux hommes de droite, ils ont d'abord pensé que la mondialisation des économies allait stimuler la croissance et assurer la prospérité, avant de prendre la mesure de ses conséquences négatives.

Une traversée record



LE TRIMARAN *Fujicolor-II* devait franchir en vainqueur la ligne d'arrivée de la course en équipages Québec-Saint-Malo, lundi 19 août à la mi-journée. Malgré le manque de vent pendant la dernière nuit, Loïck Peyron a conservé suffisamment d'avance sur Francis Joyon (*Banque populaire*) et Paul Vainne (*Région Haute-Normandie*) pour l'emporter et battre le record de la traversée, détenu par Serge Madec depuis 1988.

Lire page 16

International	2	Aujourd'hui	16
France	6	Agenda	17
Société	8	Abonnements	17
Carnet	9	Météorologie	17
Horizons	12	Mots croisés	17
Entreprises	14	Culture	18
Finances-Marchés	15	Radio-Télévision	21

Lire l'article de Thomas Ferenzi ainsi que les points de vue de Jacques Attali et de Pascal Bruckner, page 13

Costa Croisières

AFRIQUE Le chef de la junte burundaise, le major tutsi Pierre Buyoya, a confirmé, samedi 17 août, sa détermination à « faire face » à l'embargo qu'ont imposé à son

pays les pays de la région, auxquels vient de se joindre la Zambie. **LES MINISTRES** des affaires étrangères des pays d'Afrique orientale, réunis samedi à Kampala (Ouganda), ont

de nouveau appelé au rétablissement de l'ordre constitutionnel, avec la « réactivation » du Parlement et des partis politiques. Ils ont décidé d'interdire leur territoire

aux membres du nouveau pouvoir installé, depuis le 25 juillet, à Bujumbura, à l'issue d'un putsch. **LES OPPOSANTS HUTUS** n'ont pas exclu, pour leur part, la formation

d'un gouvernement en exil tandis que le Conseil de sécurité de l'ONU s'apprête à entendre les responsables des ailes modérées des deux principales ethnies.

Les pays voisins du Burundi durcissent le blocus contre les putschistes

Réunis samedi 17 août à Kampala (Ouganda), les ministres des affaires étrangères des pays d'Afrique orientale continuent d'exiger le retour à l'ordre constitutionnel à Bujumbura. Les opposants hutus évoquent, de leur côté, l'idée de constituer un gouvernement en exil

NATROBI

de notre correspondant en Afrique de l'Est
Malgré des déclarations conciliantes du major Pierre Buyoya, les voisins du Burundi continuent de durcir leur position pour obtenir le « retour à l'ordre constitutionnel ». Au moment où le chef de la junte se dit prêt à négocier avec la rébellion hutue à condition qu'elle dépose les armes, et évoque la mise en place d'un Parlement de transition, les ministres des affaires étrangères des pays d'Afrique orientale, réunis, vendredi 16 août à Kampala, en Ouganda, ont décidé d'interdire l'entrée de leur territoire aux membres du nouveau pouvoir issu du putsch du 25 juillet.

La Zambie, qui exploite une liaison maritime avec le Burundi sur le lac Tanganyika, a décidé de se joindre à l'embargo, emboitant le pas à la Tanzanie, à l'Ouganda, au Zaïre, à l'Éthiopie et au Rwanda. Ces pays ont accepté toutefois d'exclure des mesures de rétorsion l'aide alimentaire et médicale, destinée aux quarante-cinq mille Rwandais encore réfugiés au Burundi. Mais les organisations humanitaires craignent qu'une pénurie de médicaments favorise l'émergence de graves épidémies alors que s'annonce la saison des

pluies. Les Nations unies ont évacué de Bujumbura, samedi, vingt de leurs employés « non essentiels », tout en maintenant sur place cent quarante agents.

Recevant, samedi, à Kampala, le président rwandais Pasteur Bizimungu, son homologue ougandais, Yoweri Museveni, a justifié les sanctions, soulignant la responsabilité de l'armée burundaise dans les affrontements ethniques qui ont fait, depuis la tentative de coup d'État d'octobre 1993, près de cent cinquante mille morts. « L'armée n'a rien fait pour défendre le président et prétend aujourd'hui combler un vide », a-t-il déclaré, faisant référence à l'assassinat, par des militaires, de Melchior Ndayizeye, premier président hutu du Burundi, en octobre 1993, et au fait que son successeur, Sylvestre Ntibantunganya, craignait pour sa sécurité, se soit réfugié, le 23 juillet, à la résidence de l'ambassadeur des États-Unis à Bujumbura.

ESSENCE RATIONNÉE

Au Rwanda, où l'essentiel du pouvoir est détenu par l'armée, dominée par la minorité tutsie comme au Burundi, l'attitude des dirigeants vis-à-vis du régime de M. Buyoya est plus ambiguë. Il se



PANCHO

de Kigali ont bénéficié de l'appui des Tutsis du Burundi pendant leurs années de rébellion, avant de s'emparer de la capitale, en juillet 1994. Les observateurs s'interrogent sur la réelle volonté du Rwanda, tiraillé entre deux solidarités – ethnique ou régionale – à appliquer les sanctions. Le nouveau chef de la diplomatie burundaise, Luc Rukindinga, de retour d'une tournée européenne, s'est

ainsi arrêté, samedi, à Kigali, lors d'une escale d'un vol de la compagnie belge Sabena, alors qu'il se rendait à la capitale, en vertu de la décision prise, la veille, à Kampala, le territoire rwandais aurait dû lui être interdit.

A l'image de M. Buyoya qui s'est dit déterminé à « faire face » à l'embargo, la population de Bujumbura, essentiellement tutsie, reste calme et conserve l'espoir que cet isolement ne durera pas. On

note déjà un début de spéculation sur l'essence, alors que les autorités ont sévèrement rationné le carburant : 20 litres par mois, sauf pour les ministres qui ont droit à 50 litres, ce qui leur permet tout juste de se rendre au bureau une fois par jour. Et ce lundi devait débuter la nouvelle journée de travail en continu – de 8 heures à 16 heures – pour éviter aux fonctionnaires de rentrer chez eux à la pause de midi.

RÉSISTANCES

Le président déchu, Sylvestre Ntibantunganya, a réaffirmé sa propre légitimité ainsi que celle du Parlement dissous dont les voisins du Burundi exigent qu'il soit « réactivé ». Pour sa part, M. Buyoya a averti les ambassades occidentales qui accueillent des personnalités de l'ancien régime qu'elles ne devaient pas devenir des lieux de résistance politique.

Le Front pour la démocratie au Burundi (Frodebu), le principal parti hutu, se mobilise : son président, Jean Minani, n'a pas exclu la formation d'un gouvernement en exil ; un de ses responsables a déclaré que, « malgré le discours idéologique du major Buyoya, la pacification n'a pas eu lieu et les massacres continuent de plus belle », affirmant

que cinq mille civils hutus ont été tués depuis le coup d'État, ce qu'il a catégoriquement démenti le porte-parole de l'armée.

Selon nos informations, le Conseil de sécurité de l'ONU s'apprête à entendre des représentants du Frodebu ainsi que des membres – modérés – de l'Unité pour le progrès national (Uprona), le principal parti à dominante tutsie, notamment Adrien Sibomana, un Hutu, ancien premier ministre du président Buyoya de 1989 à 1993, et Anatole Kanyenkiko, un Tutsi, premier ministre de 1994 à 1995.

Jean Hélène

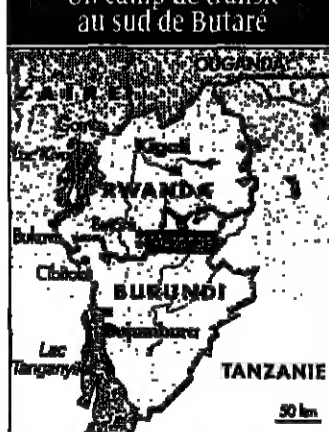
Le major Pierre Buyoya a commenté, samedi 17 août, le rapport de l'ONU sur la tentative de putsch d'octobre 1993 et les massacres qui avaient suivi. Ce rapport, publié mercredi, évoque la responsabilité du chef d'État-major de l'armée burundaise, le colonel Jean Bikomagu, et celle d'« officiers haut placés ». « C'est une bonne chose que la commission d'enquête ait établi un certain nombre de faits et de conclusions, a indiqué le chef de la junte. Il faut traiter le rapport calmement. Des aspects nécessitent des décisions administratives, politiques, ou des poursuites judiciaires. » – (AFP)

« On nous a dit qu'au Rwanda les choses étaient plus calmes... »

BUTARE (Rwanda)

de notre envoyé spécial
Le camp de transit de Musange, au sud de Butare, est une immense salle d'attente posée à flanc de colline. On y passe généralement une nuit, pas deux. L'administration et l'armée rwandaises y veillent. Près des tentes rougies par la poussière, des petites filles dansent en riant aux éclats. Les garçons

Un camp de transit au sud de Butare



30 km

jouent au football avec des ballons de chiffons. Les plus chauceux portent des T-shirt crasseux à l'effigie de Jean Paul II qui datent de la tournée papale de 1990. Chaque famille, soigneusement enregistrée, est rapidement évacuée par camion jusqu'à sa commune d'origine, avec comme seul bagage, le plus souvent, une ration de maïs fournie par le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR). Tout se déroule pour le mieux, jure un fonctionnaire local. Fini le temps où certains de ces « revenants » – des paysans hutus dans les montagnes majoritaires – étaient aussitôt jetés en prison, sur simple dénonciation ! « Pour arrêter quelqu'un, il faut un dossier complet avec des témoignages et des accusations solides, ajoute le fonctionnaire. Maintenant que l'administration est bien implantée, les choses se normalisent, les droits des gens sont respectés. »

Assis sur son sac de maïs, le visage impassible, Jean-Marie pèse ses mots. Deux senti-

nelles en uniforme, fusil en bandoulière, sont postées à deux pas, attendant de surprendre des bribes de conversation. Ce qui l'a décidé à quitter le Burundi ? « On nous a dit qu'au Rwanda, les choses étaient plus calmes... Plus calmes qu'avant ou plus calmes qu'au Burundi ? Le jeune agriculteur hutu a un sourire furtif. « Les militaires burundais ont dit qu'ils ne voulaient plus de nous chez eux, qu'ils avaient trop à faire dans leur pays pour pouvoir continuer à protéger les camps. »

Qu'il s'agisse de départs forcés ou volontaires, la tendance, en tout cas, est nette. Depuis le début du mois d'août, près de 27 000 réfugiés hutus ont quitté le Burundi pour rejoindre leurs collines rwandaises. Le regain de tension au Burundi n'est pas étranger à ce brusque sursaut migratoire. « Si les Hutus quittent le Burundi, c'est que les choses vont mal là-bas et non pas, forcément, que tout est rose au Rwanda », note un observateur. Selon les estimations du HCR, le Zaïre, où demeurent plus d'un million de réfugiés rwandais, n'a enregistré, depuis le début du mois d'août, qu'environ 400 départs.

« Moi, il me suffit d'un seul coup de feu pour savoir si l'Unité est tutsi ou hutu. Souffrir bien sûr s'il s'agit d'un mélange, mais c'est vraiment rare ! », assure Alfred. Né au Rwanda mais ayant grandi au Zaïre, ce jeune mécanicien a décidé de s'installer à Kigali, au lendemain de

la guerre, en 1994. Il appartient à la minorité tutsie. « Ça se voit, non ? », s'esclaffe-t-il presque fier. Mais la victoire des siens ne le réjouit pourtant que très modérément. « Maintenant que le pouvoir appartient aux Tutsis, les Hutus ne sont pas contents. Ils vont vouloir prendre la revanche. Entre Hutus et Tutsis, on ne sait pas partager. Il faut toujours qu'il y en ait un plus fort que l'autre. »

PRESSION SOCIALE

Alfred, lui, ne s'est jamais senti l'âme belléquoise. C'est son père, pasteur dans une paroisse du sud du pays, qui avait découragé, à la fin des années 80, de rejoindre les maquis tutsis du Front patriotique rwandais (FPR). « Il n'a pas eu beaucoup de mal. Il m'a dit qu'en devenant soldat, j'apprendrais à tuer et que c'était le pire qui pouvait m'arriver », se rappelle-t-il. Le regrette-t-il ? « Parfois... mais ça ne dure pas. Son père et sa mère ont été assassinés dans l'église où ils s'étaient réfugiés. « Pour ma sœur aînée, c'est pareil. Je ne connaissais jamais les assassins, ajoute Alfred. Alors à quoi bon me tourmenter ? »

Contrairement à Alfred qui renfile à l'idée de s'installer dans la maison familiale – « Il y aurait trop de mauvais souvenirs » –, François a choisi de rejoindre sa colline natale, où pourtant beaucoup des siens ont péri, victimes des pogroms de l'année 1994. A Kigeme, où il est né, au sud de Butare, les Hutus et les rares Tutsis rescapés tentent de cohabiter. « On vient de boire du vin de banane tout ensemble ! », avoue François avec un rire amer.

A côté de lui, un villageois hutu fixe le sol d'un œil vague. Faustine fait partie des réfugiés récemment revenus du Burundi. Pendant son absence de deux ans, sa maison n'a pas été détruite, contrairement à celle de

François dont il ne reste rien. A son retour, il y a une semaine, il l'a trouvée occupée. Mais Faustine ne se plaint pas. Les autorités communales lui ont trouvé une chambre au village en attendant que les « squatters » tutsis aient le temps de se bâtir un logement. Impossible de protester : la pression sociale est trop forte. Son épouse est en prison à Butare. A-t-elle été accusée de participation au génocide ? Le paysan, gêné, affirme ne pas connaître les raisons de son arrestation. Ils avaient fui ensemble mais, à l'en croire, ils se sont perdus, séparés par les désordres de la guerre.

C'est grâce au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) que Faustine a fini par avoir des nouvelles de sa femme. Elle a reçu une lettre d'elle, une lettre de prison. Elle y croulait avec l'un de leurs fils, âgé d'une douzaine d'années. Ils sont plus de 80 000 dans son cas selon les estimations du CICR. Coupables et innocents mêlés, presque aucun n'a pu, à ce jour, comparaître. Il faudrait, pour cela, que soit promulguée la loi relative aux « infractions consécutives des crimes de génocide, ou d'autres crimes contre l'humanité, commis au Rwanda entre le 1^{er} octobre 1990 et le 31 décembre 1994 ». En attendant, les arrestations continuent au rythme d'environ 800 par semaine.

PSYCHOSE

A Kigeme, comme sur d'autres collines, on n'a pas réussi à enterrer toutes les victimes, trop nombreuses ou méconnaissables. Provisoirement, les ossements ont été réunis, entassés dans deux maisons. « Il y a eu une infinité de morts et une infinité d'assassins. Ceux qui ont tué, on les connaît. C'étaient mes copains, mes amis intimes », s'écrit François en martelant le sol. Silence.

lourd : l'assemblée opine du chef, Hutus et Tutsis mêlés. « Il faut la justice, c'est la seule voie », répètent-ils les uns après les autres. Une même anxiété diffuse règne à Kigali. Les rumeurs qui font état d'incursions répétées de guerriers hutus, à partir du Zaïre, entretiennent la psychose. Certains évoquent le spectre d'un futur « hutuland » qui pourrait s'installer en bordure de la forêt de Nyungwe, dans la région de Cibitoke, en mordant à la fois sur le Rwanda et le Burundi. « Tant que nous n'aurons pas d'autre identité que notre identité tribale, nous serons condamnés à nous entre-tuer », soupire un habitant de la capitale.

Bien que les termes de Hutu et de Tutsi soient bannis des discours officiels, l'obsession du génocide est partout présente. En témoignage cette affiche gouvernementale où l'on voit, dessinés, un couple et ses enfants accroupis derrière un buisson : ils se cachent d'un groupe de paysans hirsutes armés de lances et de machettes, qu'un jeune berger tente de détourner de leurs cibles. « Tout le monde a le droit de vivre », dit la légende. L'avenir dira s'il s'agit d'une bonne résolution ou d'un désirable SOS.

Catherine Simon

Le Tribunal pénal international pour le Rwanda, qui siège à Arusha (Tanzanie), vient d'annoncer la mise en accusation du colonel Théoneste Bagosora, déchu au Cameroun et considéré comme un des principaux responsables du génocide de 1994. André Ntagerura, ancien ministre rwandais des transports, lui aussi en détention au Cameroun, a été également mis en accusation. – (AFP)

Neuf mois pour rétablir la paix et la démocratie au Liberia

MONROVIA

de notre envoyé spécial

Pour la première fois depuis le début de la guerre civile, le 25 décembre 1989, le Liberia se distingue sur la scène internationale autrement que par ses malheurs. A l'issue du sommet qui a réuni, samedi 17 août, à Abuja, la capitale fédérale du Nigeria, les chefs d'État de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédeao), en présence des dirigeants des factions libériennes, c'est une femme, Ruth Sando Perry, qui a été portée à la tête du Conseil d'État libérien, qui tient provisoirement lieu de présidence collégiale. M^{me} Perry devient ainsi la première femme à diriger un pays africain.

Deux mois après la fin des terribles combats qui ont ravagé Monrovia, la capitale du Liberia, cette quinquagenaire aura fort à

faire pour appliquer le calendrier de retour à la paix et à la démocratie mis au point à Abuja. Celui-ci devrait se conclure par l'élection d'un nouveau président, le 31 mai 1997, après le désarmement et la démobilisation des dizaines de milliers de combattants qui ravagent le pays depuis plus de cinq ans. Or, la composition du reste du Conseil d'État demeure inchangée : on y retrouve trois chefs de faction, Charles Taylor (Front national patriotique du Liberia, NPFL), Alhaji Kromah (branche mandingue du Mouvement uni de libération, Uli-mo) et George Boey (Conseil pour la paix au Liberia, LPC), ainsi qu'un représentant de la société civile et un chef communier.

Le prédécesseur de M^{me} Perry, l'universitaire Wilton Sankawulo, qui était, lui aussi, présenté comme une « personnalité indépendante », s'était résolulement rangé aux côtés de l'alliance formée par Charles Taylor et Alhaji Kromah, lors des combats qui les ont opposés, en avril-mai, aux milices krahn fédérées autour de la branche de l'Uli-mo dirigée par le « général » Roosevelt Johnson. Mais la nouvelle présidente, ancien sénateur, a promis, au micro de la BBC, qu'on ne pourrait ni l'acheter ni l'intimider par les armes, et qu'elle attendait de ses collègues « le respect dû à une mère ».

MENACE DE SANCTIONS

Dans les rues de la capitale libérienne en ruines, les changeurs de monnaie n'avaient pas attendu de connaître les résultats du sommet pour faire remonter le cours du dollar libérien qui, dès vendredi, est passé de 78 pour 1 dollar américain à 73. Ces dernières semaines,

un seul incident sérieux a été signalé dans la capitale. Le 10 août, une dispute entre combattants de l'Uli-mo-k a dégénéré en échange de tirs. Contrairement à ce qui s'était passé lors du début des combats d'avril, la force d'interposition ouest-africaine, l'Ecomog, est intervenue rapidement et violemment, faisant plusieurs blessés parmi les combattants et les témoins de la scène.

En ville, les barrières de l'Ecomog ont été renversées et il est désormais théoriquement impossible de faire rentrer des armes à l'intérieur de Monrovia. Mais, malgré les proclamations des chefs de faction, de nombreux combattants sont restés, notamment dans le quartier à dominante krahn qui s'est formé autour du Barclay training center (BTC), caserne qui a servi d'état-major à la coalition de Roosevelt

Johnson. Dans les rues qui entourent le BTC, on vend encore les maigres fruits des pillages qui ont marqué la bataille de Monrovia. On voudrait voir là les dernières manifestations du règne sans partage des enfants-soldats du Liberia. A Abuja, les chefs d'État ont menacé – pour la première fois – d'appliquer des sanctions aux dirigeants de faction qui s'écarteraient des décisions du sommet. MM. Taylor, Boey, Kromah ou Johnson et leurs familles se verraient ainsi interdits de déplacement dans la région, eux qui, jusqu'à une période récente, allaient faire leurs courses ou se faire soigner, qui à Conakry, qui à Abidjan.

Enfin, les États-Unis se seraient engagés à fournir l'aide financière nécessaire au renforcement des effectifs de l'Ecomog, qui devraient passer de 8 500 à 18 000 hommes

dans les deux mois à venir. La Force d'interposition restera, dans son immense majorité, nigérienne et sera toujours dirigée par un général nommé par Abuja. Sami Abacha, le président nigérian, a remercié John Ilienger, le chef de l'Ecomog pendant la crise d'avril, mais a renvoyé sur place le général Victor Malu qui avait repoussé, en 1992, l'assaut de Charles Taylor sur la capitale.

Dans son message d'adieu à ses troupes, le général Ilienger s'est déclaré convaincu que « l'incident d'avril n'était pas sans ses bons côtés ». Pour les milliers d'habitants de Monrovia qui ont vu leurs maisons réduites en cendres ou pillées jusqu'à les rendre inhabitables, les bons côtés – mis à part le départ de l'officier nigérian – sont encore difficiles à discerner.

Thomas Sotinel

مكتبة من الأصل

Le roi de Jordanie veut traiter avec « dureté » les auteurs de troubles

Alors que le couvre-feu a été décrété à Karak où de nombreuses arrestations ont été opérées, l'opposition réclame la démission du gouvernement

AMMAN
de notre correspondante
au Proche-Orient

Bien réel, le malaise politique et social en Jordanie a-t-il été exploité par l'Irak, ou des proches du roi Hussein, pour tenter d'enflammer le pays ? S'il est encore trop tôt pour l'affirmer avec certitude, tous les témoignages recueillis tendent à prouver que les manifestations dans la ville de Karak, située à 160 km au sud d'Amman, où les violences les plus importantes ont été commises, vendredi 16 et samedi 17 juillet, ont été quelque peu organisées.

Depuis une semaine, des jeunes auraient poussé à la révolte une population qui, comme partout en Jordanie, a bien des raisons de se plaindre. Ces jeunes auraient attendu pour agir la Journée du vendredi, jour de rassemblement dans les mosquées pour la grande prière hebdomadaire, et jour où les gens qui travaillent à Amman reviennent chez eux. Commencée spontanément, une manifestation d'environ deux cents personnes aurait ensuite été vite exploitée, certains s'en prenant immédiatement aux bâtiments publics et successivement aux banques. La réaction rapide et très ferme de la police, vite remplacée par l'armée, a alors provoqué des réactions de la population et contribué à l'enchaînement de la violence.

Le couvre-feu a, depuis lors, été instauré à Karak, totalement sous

le contrôle de l'armée. Le roi Hussein, chef d'Etat arabe à avoir plutôt bien accueilli - de briser l'isolement de la Jordanie, le roi Hussein est très embarrassé par ces émeutes : elles viennent lui rappeler que sa politique est incomprise par le pays et qu'elle ne lui a rien apporté jusqu'à maintenant. Car même si des éléments étrangers ont poussé à ces manifestations, tous les ingrédients du mécontentement sont là.

Plus symbolique que réelle, puisque l'augmentation a été compensée financièrement pour tous les Jordaniens, la bataille contre le triplement du prix du pain exprime le ras-le-bol d'une population, désorientée par la politique du roi, depuis la signature du traité de paix avec Israël, en octobre 1994. La popularité du monarque, qui reste malgré tout le recours des Jordaniens, en a pris un coup. Il est significatif que, dans un pays où la personne du roi est généralement inattaquable, des slogans contre sa personne et sa famille aient été entendus lors des manifestations.

Le temps n'est plus où la seule présence du souverain hachémite suffisait à calmer les choses, et son déplacement, samedi, à Karak, a été suivi d'une nouvelle vague de violences, qui montre bien que la population ne se contentera plus de promesses non suivies d'effets.

En 1989, quand l'augmentation du prix de l'essence avait provoqué, dans le Sud, une vague de

violences similaires, le roi avait pu céder sur le plan politique - le retour à la vie parlementaire et la libéralisation du régime - ce qu'il ne pouvait donner en termes économiques. Cette fois, les données sont différentes, et, économiquement comme politiquement, la marge de manœuvre est mince. En discutant les islamistes, qui sont le fer de lance de l'opposition, le roi a tenté de diviser les rangs. Sans grand succès. Dimanche, la coalition de l'opposition, qui groupe, outre onze formations politiques - dont la principale est le Front d'action islamique -, les associations professionnelles, a réitéré ses demandes de démission du gouvernement et d'annulation de l'augmentation du prix du pain.

Fossé
Lors d'une conférence de presse réunie à Amman, le porte-parole de la coalition, Melhem Talli, a affirmé que celle-ci s'est engagée « à agir par les moyens légaux et démocratiques, pour faire tomber le gouvernement, dont la présence est une provocation envers le peuple et une atteinte à la liberté d'expression ». « Le peuple, a-t-il dit, n'est pas disposé à payer le prix des stupidités commises par les gouvernants en renonçant à son pain quotidien, rien que pour permettre au gouvernement d'obtenir des prêts, qui font enrichir les grands responsables de l'Etat ».

Ces demandes ont été rejetées par le roi, qui a laissé entendre qu'il était hors de question d'agir sous la pression. Le renvoi du gouvernement d'Abdel Karim Kabariti paraît d'autant plus difficile que le souverain a cautionné les mesures économiques prises et n'a cessé de louer publiquement « ce gouvernement courageux de jeunes », qu'il a nommé en février, pour faire « une révolution blanche ». Le roi a toutefois affirmé, dimanche, qu'une

Deux massacres, imputés aux islamistes, auraient fait 80 morts en Algérie

Les victimes auraient été interceptées à de « faux barrages »

Quatre-vingts personnes auraient été tuées, la semaine dernière, en l'espace de trois jours, en Algérie, par des commandos islamistes armés, à en croire

les quotidiens saoudien *El Hayat* et algérien *El Watan*. Les victimes auraient été interceptées à de faux barrages.

SOIXANTE-TROIS personnes, dont des femmes, des vieillards et des enfants, ont été égorgées, samedi 17 juillet, par un commando d'une centaine de personnes armées, sur la route qui relie la wilaya (préfecture) de M'Sila à celle de Batna, au sud-est d'Algérie, a rapporté, lundi, le quotidien saoudien *El Hayat*, publié à Londres.

Le journal, qui cite des « témoins », affirme que le commando, qui avait dressé un barrage sur la route, a arrêté deux autobus qui se dirigeaient vers Batna et réclame les cartes d'identité des passagers. Tous ceux qui étaient originaires de Batna ont été « collectivement égorgés », ont ajouté les « témoins » qui se trouvaient à bord de l'un des deux autobus. Selon les mêmes sources, dont le récit n'a été ni corroboré ni démenti par les autorités algériennes, les membres du commando, vêtus d'« uniformes sales », étaient équipés de fusils de chasse, de poignards et de haches. C'est la première fois, note *El Hayat*, que des autochtones ont tués sur la base de leur appartenance à une région. Certaines sources n'excluent pas que l'objectif du massacre soit de « provoquer une sédition entre les tribus ».

« ÉGORGÉS UN A UN »

De plus, le quotidien algérien *El Watan* a rapporté, dimanche, que dix-sept jeunes Algériens, ont été égorgés, jeudi, près d'Aln Oussera, à 200 kilomètres au sud d'Alger, par un commando islamiste, qui les a accusés de ne pas avoir rejoint les rangs de la rébellion. L'autocar à bord duquel se trouvaient les victimes a été intercepté, selon *El Watan*, à un « faux barrage », par une dizaine d'hommes armés de fusils de chasse, de couteaux et de haches, à Sidi-Liadjal, un hameau isolé dans cette région de hauts plateaux.

Après avoir contraint les voyageurs à descendre, le commando a isolé tous les passagers de plus de dix-sept ans. Les plus vieux ont été autorisés à reprendre leurs places dans l'autocar. Les autres ont été conduits vers un buisson et « égorgés un à un avec une sauvagerie in-

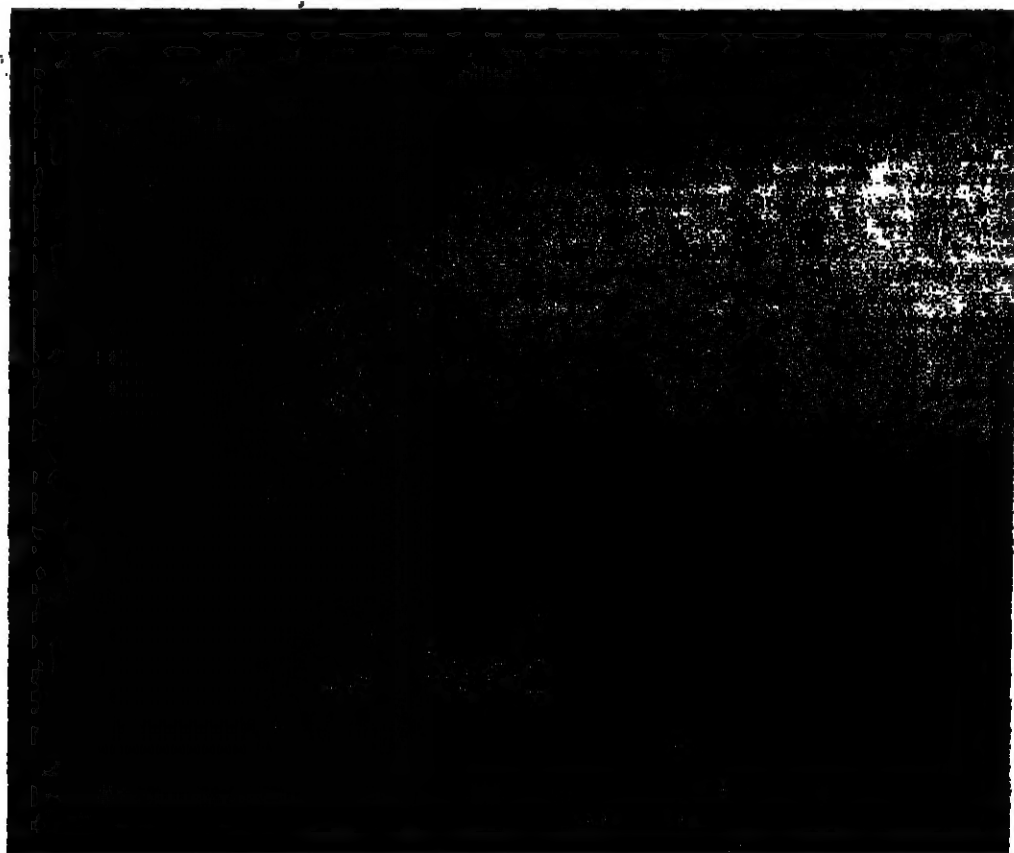
qualifiable ». Les autres passagers « gardent encore dans leurs oreilles les cris et supplications que lançaient les jeunes à leurs bourreaux ».

Ce n'est pas le premier crime du genre. A travers le pays, de nombreux jeunes ont été assassinés pour avoir refusé de répondre aux « convocations » des groupes islamiques armés (GIA) ont aussi menacé de mort, il y a quelques mois, tous les jeunes qui circulent dans une autre région que celle où ils résident. Cette situation plonge les jeunes dans le désarroi.

Un vieil homme a récemment raconté au bureau algériens de l'Agence France-Presse comment son fils, qui avait choisi de faire son service militaire en Algérie, avait été tué quelques jours seulement après avoir été muté dans une région où les accrochages entre les forces de sécurité et les islamistes sont fréquents. A Alger, ajoute l'AFP, les récits abondent sur des exécutions de jeunes gens qui venaient juste de terminer leur période de service et rentraient dans leur famille.

L'AUTOMNE AVEC LES CROISIÈRES COSTA

40% de réduction* pour la deuxième personne.
Dépêchez-vous de trouver la première.



UNE CROISIÈRE D'AUTOMNE C'EST BEAU COMME L'ÉTÉ.
Du 13 septembre au 4 novembre, si vous embarquez à deux, les Croisières Costa offrent 40% de réduction* à la deuxième personne. Profitez-en pour découvrir les plus belles escales de la Méditerranée à bord d'un des paquebots des Croisières Costa. Partez écumer les îles grecques, l'Italie, l'Espagne ou la Turquie. Cet automne, pour faire durer l'été, il suffit de trouver quelqu'un à accompagner en croisière.

RENSEIGNEZ-VOUS AUPRÈS DE VOTRE AGENCE DE VOYAGES
OU TELEPHONEZ AU (1) 42 66 19 22

Costa
Croisières

* Offre valable pour la deuxième personne partageant le cabine d'un passager plein tarif, non cumulable avec une autre réduction et valable sur certains départs.



contrôle de l'armée. Dimanche après midi, les communications téléphoniques avec cette ville d'environ cent mille habitants ont été coupées. De très nombreuses personnes ont été arrêtées, parmi lesquelles beaucoup de jeunes gens. Le nombre total des interpellations, qui ont touché notamment les autres villes du sud comme Tafila, Mazar et Ma'an - où des troubles avaient eu lieu vendredi - atteindrait près de trois cents. Mis en cause par les autorités, le parti Baas, ici pro-irakien, est de longue date implanté à Karak où, contrairement à d'autres villes du Sud, à population majoritairement bedouine, les habitants sont traditionnellement politisés et de fervents nationalistes arabes.

Interrogé, dimanche, sur ce qu'il entendait par « parties étrangères » impliquées dans ces émeutes, le roi Hussein a affirmé qu'il s'agissait de « gens qui ont étudié en Irak, ou ont des sympathies pour ce pays ». Ces accusations, tout autant que la crainte que ces émeutes dégénèrent en une contestation de la politique générale du royaume, expliquent sans doute la réaction très ferme du régime. Alors que l'ensemble des forces de l'ordre ont été placées en état d'alerte maximum, que la surveillance des camps de réfugiés palestiniens, comme la présence policière à Amman, ont été renforcées, le souverain hachémite est monté en première ligne pour affirmer que « le pays doit choisir entre l'ordre et le chaos ». Le monarque, qui est apparu à la télévision en grand uniforme militaire, a ajouté sur un ton dont l'extrême fermeté a surpris tout le monde : « Nous ferons preuve de force et de dureté ».

Alors qu'il tentait, après sa rupture politique avec l'Irak, et à la faveur de l'élection de Benyamin Nétanyahou comme premier mi-

ministre israélien - qu'il est le seul chef d'Etat arabe à avoir plutôt bien accueilli - de briser l'isolement de la Jordanie, le roi Hussein est très embarrassé par ces émeutes : elles viennent lui rappeler que sa politique est incomprise par le pays et qu'elle ne lui a rien apporté jusqu'à maintenant. Car même si des éléments étrangers ont poussé à ces manifestations, tous les ingrédients du mécontentement sont là.

Plus symbolique que réelle, puisque l'augmentation a été compensée financièrement pour tous les Jordaniens, la bataille contre le triplement du prix du pain exprime le ras-le-bol d'une population, désorientée par la politique du roi, depuis la signature du traité de paix avec Israël, en octobre 1994. La popularité du monarque, qui reste malgré tout le recours des Jordaniens, en a pris un coup. Il est significatif que, dans un pays où la personne du roi est généralement inattaquable, des slogans contre sa personne et sa famille aient été entendus lors des manifestations.

Le temps n'est plus où la seule présence du souverain hachémite suffisait à calmer les choses, et son déplacement, samedi, à Karak, a été suivi d'une nouvelle vague de violences, qui montre bien que la population ne se contentera plus de promesses non suivies d'effets.

En 1989, quand l'augmentation du prix de l'essence avait provoqué, dans le Sud, une vague de

Le général Lebed n'a pas obtenu le limogeage du ministre russe de l'intérieur

Boris Eltsine a de nouveau disparu de la scène publique

Bien que le porte-parole du président n'ait pas exclu, vendredi dernier, que Boris Eltsine s'adresse, ce lundi 19 août, à ses concitoyens, à l'occasion du

cinquième anniversaire du putsch manqué des conservateurs en 1991, l'absence du chef de l'Etat de la scène publique depuis plusieurs jours ali-

mente de nouveau les rumeurs sur sa santé. Selon un journal allemand, M. Eltsine pourrait subir prochainement une transplantation cardiaque.

MOSCOU

de notre envoyé spécial
Boris Eltsine avait brusquement disparu de la scène publique, jeudi 15 août, le jour où la composition du nouveau gouvernement russe a été présentée. Les dernières images diffusées par la télévision l'avaient montré, mercredi, au côté de Viktor Tchernomyrdine, le premier ministre, occupé à mettre la dernière touche au cabinet. « Nous avons fait un peu de ménage », s'exclama alors Boris Eltsine dont l'énergie gestuelle cachait mal une élocution difficile et des paroles quasi inaudibles. Depuis, aucune image du président n'a filtré et son lieu de résidence reste incertain, ce qui alimente de nouveau les rumeurs sur son état de santé.

Le président, qui souffre de graves troubles cardiaques à l'origine de deux attaques en 1995, s'apprêterait à subir une transplantation cardiaque selon des « sources diplomatiques » chères, dimanche 18 août, par le quotidien allemand, Bild Zeitung. Boris Eltsine pourrait bientôt être transféré dans une clinique en Suisse pour y subir une intervention, affirme de son côté l'hebdomadaire américain Time, dans sa dernière édition. En ce moment, le chef de l'Etat

travaille « deux à trois heures par jour au Kremlin ou dans sa résidence de Barvikha » aux environs de Moscou, selon son nouveau porte-parole, Sergueï Iastrjembski. Ce dernier, qui avait convié au Kremlin, vendredi, une vingtaine de journalistes de la presse locale, a affirmé que le président cherchait actuellement un lieu de vacances non loin de la capitale russe, afin de « s'occuper de sa santé ». « Je suis tout juste de son bureau », avait alors confié M. Iastrjembski aux journalistes présents.

Une information mise en doute dès le lendemain par le quotidien libéral Kommersant Daily : « ça n'est peut-être qu'un détail (...) mais l'état amorphe de la garde faisait douter, vendredi, du fait que le président se trouve réellement au Kremlin ». Il est clair que l'état physique du chef de l'Etat russe a empiété entre le premier et le deuxième tour de l'élection, c'est-à-dire entre le 16 juin et le 3 juillet. Boris Eltsine a déconné de grandes difficultés à s'exprimer, une raideur est perceptible dans le côté gauche de son visage et il semble avoir quelques difficultés à mouvoir son bras gauche. A quelques jours du deuxième tour du scrutin, la correspondante du quotidien espa-

gnol El País révélait, « de sources proches de la présidence », que Boris Eltsine avait été victime, les 26 et 28 juin 1996, de deux attaques successives, conséquences de son surmenage pré-électoral. Démentie officiellement, cette information avait été indirectement corroborée par la prestation de serment de Boris Eltsine, réduite au strict minimum, lors des cérémonies d'investiture du 9 août.

ATMOSPHÈRE BREJNEVienne

Depuis, dans une atmosphère qui n'est pas sans rappeler la période brejnevienne, les médias officiels ne perdent pas une occasion de clamer l'« hyperactivité » présidentielle. Boris Eltsine signe les décrets à la douzaine. Ceux-ci portent tant sur la réorganisation de son administration (1 200 personnes), que sur la célébration, en 1997, du 850^e anniversaire de la fondation de Moscou. En vertu d'un décret, signé le 14 août, et révisé dans le plus pur style soviétique, « les comités d'Etat de la Fédération de Russie sont dirigés par les présidents des comités d'Etat de la Fédération de Russie ». Boris Eltsine peut désormais « réorganiser ou supprimer » les ministères, « nommer et limoger » les mi-

nistres, le premier ministre se contentant de la « nomination des vice-ministres ».

Enfin, c'est par téléphone que Boris Eltsine a réglé le « scandale », selon la presse, qui a éclaté, vendredi, entre le général Lebed, secrétaire du Conseil de sécurité, en charge du dossier tchétchène et Anatoli Koulikov, le ministre de l'Intérieur dont Alexandre Lebed réclamait le limogeage pour ses responsabilités dans la déroute de l'armée à Grozny.

L'agence Itar-Tass a ainsi révélé, samedi, que le général Koulikov avait été invité par Boris Eltsine à « poursuivre sa tâche ». Désavoué par son patron, M. Lebed n'a pas fait connaître sa réaction tandis qu'à Grozny les négociations entre Russes et indépendantistes butaient, dimanche, sur la question du contrôle du cessez-le-feu. Le porte-parole des Tchétchènes a toutefois estimé que ces différends n'étaient « pas suffisamment importants pour conduire les pourparlers dans l'impasse ». La trêve - globalement respectée malgré le mitraillage des convois de réfugiés par les Russes - se maintenait, vaillait que vaillait, à Grozny.

Marie Jégo

Le vice-président tchétchène : « Pas d'autre choix que l'indépendance »

SUD DE LA TCHÉTCHÈNE

Après le coup de boutoir tchétchène sur Grozny, qui secoue toujours le Kremlin, l'heure du compromis a peut-être sonné. Mais, s'appuyant sur leur dernière démonstration de force, les séparatistes tchétchènes campent sur leurs positions, bien établies, que ce soit dans les ruines de la capitale ou sur le terrain politique.

« D'abord, nous ne sommes pas des séparatistes », déclare Said-Khazam Aboumoussinov, le vice-président indépendantiste tchétchène, dans un entretien recueilli par Le Monde, dimanche 18 août, quelque part au sud de Grozny. « Nous n'avons jamais accepté de vivre en Russie, toute notre histoire le montre », explique-t-il. A ses yeux, les Tchétchènes réclament simplement « un Etat indépendant et souverain en Tchétchénie, qui l'est de fait depuis quatre ans ». « Nous ne voulons tuer personne pour cela. Le droit à l'autodétermination des peuples existe, ainsi que des normes internationales, il faut les respecter. Nous voulons le départ de l'armée russe, des élections, un référendum sous contrôle international », ajoute le vice-président.

M. Aboumoussinov est un dirigeant indépendantiste tchétchène Zelimkhan Landarbiev ce que M. Landarbiev fut au président disparu, Djokhar Doudaev : celui qui prendra la direction du mouvement indépendantiste si, comme M. Doudaev, le nouveau président est tué. Il met en garde les Russes :

« On ne peut résoudre le problème tchétchène en tuant simplement le leader dans une société où il n'y a pas une forte hiérarchie, une soumission, comme en Russie. Entre un Russe et Dieu, il y a un bar, entre un Tchétchène et Dieu, il n'y a personne », dit-il.

M. Aboumoussinov, historien de formation, rejette un compromis sur le statut de la Tchétchénie de type « indépendance-association », comme celui proposé en Nouvelle-Calédonie. « Une association avec la France ou l'Angleterre est possible, mais pas avec l'actuelle Russie, qui ne respecte pas le droit », assène-t-il. « Nous voulons être sujets de droit international pour que la Russie ne puisse pas commettre un autre génocide en disant au monde "ne vous mêlez pas de nos affaires intérieures" ».

PRÊT À DES COMPROMIS

Le leader indépendantiste se dit pourtant prêt à des compromis, « à des liens librement consentis » avec Moscou, « à entrer dans une confédération de deux Etats souverains avec la Russie dans la communauté des Etats indépendants » qui a succédé à l'Union soviétique. « Mais, le vice-président.

préviendrait-il, nous voulons des garanties internationales, car, en Russie, les mécanismes du droit ne fonctionnent pas, le pays est très loin de la démocratie. A travers la Tchétchénie s'exprime le mal moral de la Russie. Si la Russie était un Etat de droit, cette guerre n'aurait pas eu lieu », juge-t-il.

M. Aboumoussinov considère qu'il n'y aura pas d'Etat de droit en Russie avant dix, vingt, trente ou quarante ans, et, si un démagogue comme Jirnovski (le leader ultranationaliste russe) arrive au pouvoir, c'en est fini, dit-il. Si Eltsine se sent fort, il peut reprendre des deux mains les droits qu'il nous aura donnés aujourd'hui. Les dirigeants russes ne se sentent pas responsables pour la vie des gens. N'importe quel accord avec la Russie sans garantie ne vaut rien. Ils ont de très belles lois, mais ne les respectent pas. Vous connaissez la Constitution soviétique... Il nous faut des garanties », réplique-t-il.

Le vice-président indépendantiste, ex-député du Parlement tchétchène, craint que le général Lebed, chargé par le président russe Boris Eltsine de la question tchétchène, ne puisse mettre fin à la guerre : « Le général Lebed est un homme de

parole. Mais il est seul. Les gens comme lui sont rares parmi les dirigeants russes, tous d'ex-apparatchiks et on ne les laisse pas agir. Lebed risque d'être victime des intrigues du Kremlin », redoute M. Aboumoussinov.

« La Russie a le choix, reprend le vice-président, soit elle résout la question tchétchène, et rien ne la menace, car il n'y a pas de risque réel de sécession d'autres Républiques. Soit la guerre continue, et des barrières psychologiques qui commencent à s'effondrer vont sauter. Le conflit s'étendra alors à tout le Caucase. Le mécanisme est déjà en marche. En tant que Tchétchènes, nous n'avons pas d'autre choix que de nous battre pour l'indépendance », assure-t-il.

Enfin, le vice-président tchétchène met en garde l'Occident : « En ne se mêlant pas du problème pour avoir la stabilité en Russie, l'Occident se trompe, car la guerre va s'étendre. L'Occident ne nous aide pas, notamment parce que nous sommes musulmans. Mais en agissant ainsi, il risque de récolter ce qu'il sème. »

Jean-Baptiste Naudet

Le gouvernement Tchernomyrdine à l'épreuve du FMI

TANT QUE la réélection de Boris Eltsine à la tête de la Fédération de Russie n'était pas assurée, les pays occidentaux comme les organisations internationales ont fermé les yeux sur les désordres du pays, causes répétées de ses médiocres performances économiques et financières. La victoire, début juillet, du président sortant sur son adversaire communiste, Guennadi Ziouganov, a soulagé tout le monde et remis les choses en place.

Les compliments ont donc fait place aux réprimandes. Des experts du Fonds monétaire international sont arrivés à Moscou pour expliquer à l'équipe gouvernementale pourquoi le FMI avait suspendu en juillet et en août les versements mensuels du prêt de 10,1 milliards de dollars (environ 50,7 milliards de francs) récemment consenti : une fraude fiscale gigantesque détournée des caisses de l'Etat à moitié environ des impôts et les dépenses ont augmenté de façon vertigineuse au moment de la campagne électorale, sans pour autant calmer des revendications souvent légitimes, comme celles des mineurs, qui viennent de maintenir leur appel à la grève générale pour le 26 août.

Ce n'est sûrement pas en continuant sur cette lancée que le premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine, respectera les engagements qu'il a pris vis-à-vis du bailleur de fonds, généralement plus précautionneux quand il s'agit de débours des sommes aussi importantes.

Le libéralisme prôné par les hommes qui viennent de prendre en charge les affaires économiques et financières du pays devrait faciliter les choses : Vladimir Potanine, Alexandre Livchits et Evgueni Lassine arriveront sans doute à convaincre les émissaires du FMI de leur bonne volonté. Il n'est pourtant pas certain que les déclarations d'intentions suffiront à conserver, ou plutôt à reconquérir, une bienveillance que ne justifiaient, il y a quelques mois, ni les réformes entreprises ni les résultats obtenus.

DÉTAILLANCES DE L'ÉTAT

Certes la hausse des prix s'est considérablement ralentie en Russie : 22,6 % en 1994, 130 % en 1995, peut-être 50 % cette année et probablement moins de 25 % en 1997 puisque, depuis le début de l'année, le rythme mensuel de l'inflation n'a cessé de se ralentir, les résultats de juillet et août ayant même été étonnamment bons. On peut voir là les premiers résultats d'une gestion plus serrée de la Banque centrale de Russie.

Il n'empêche. L'Etat continue de financer un déficit budgétaire important en émettant massivement des bons du Trésor, procédé dont les pays occidentaux ont cessé d'user à cause de son caractère hautement inflationniste.

Comment la nouvelle équipe en place pourrait-elle renoncer à faire fonctionner la planche à billets dans un pays où l'épargne à long terme, sous forme d'obligations, n'existe pas, pour cause de forte inflation. La réduction du déficit budgétaire - 10 % du PIB en 1994, 4 à 5 % en 1995 - ne s'explique-t-elle pas d'abord par les défaillances d'un Etat qui ne paie plus - ou très mal - ses fonctionnaires civils, ses soldats et ses commandés de matériel ? Ce n'est un mystère pour personne que les prêts du FMI servent aussi, et peut-être d'abord, à combler ces carences.

S'il veut vraiment convaincre le FMI et les capitaux occidentaux, le nouveau gouvernement Tchernomyrdine va devoir s'attaquer aux réformes de fond et d'abord à la collecte des impôts, priorité des priorités. Ce qu'il n'a pas fait jusqu'à présent, se contentant de laisser se développer un capitalisme sauvage porteur d'inégalités croissantes, de pauvreté et de violence.

Alain Vernholes

L'Ifor va détruire 300 tonnes d'armes cachées par les Serbes de Bosnie

SARAJEVO. Les soldats de la Force multinationale de l'OTAN (Ifor) s'apprêtaient, lundi 19 août, à détruire plus de trois cents tonnes d'armement serbe, dissimulées dans l'école de Margetici, au nord-est de Sarajevo, en violation de l'accord de Dayton. Samedi, l'Ifor s'est déployée à Margetici, engageant deux cents chars et blindés, ainsi que 1 500 hommes. L'opération de destruction devrait durer plusieurs jours. Iliana Plavsic, la « présidente par intérim » de la République serbe de Bosnie, a admis que le dépôt était effectivement clandestin, tandis que l'état-major du général Ratko Mladic démentait et dénonçait une « dangereuse provocation » des troupes occidentales. Ratko Mladic, qui n'a jamais endossé aucune défaite, tente d'accuser les leaders politiques de la République serbe de courber l'échine devant les Occidentaux. - (Corresp.)

Deux journalistes accusés de terrorisme arrêtés au Pays basque espagnol

HERNANI. Une perquisition, qui a été menée dimanche après-midi 18 août au siège du quotidien indépendantiste basque Egin à Hernani (province de Guipuzcoa, nord), a permis la saisie de « documents relatifs à de possibles objectifs » de l'ETA, a annoncé le gouvernement civil (préfecture). La veille, deux journalistes d'Egin, Fernando Alonso et Andoni Murga, avaient été arrêtés à leur domicile. Tous deux sont soupçonnés d'avoir perpétré un attentat jeudi 15 août contre une entreprise textile de Salaverra (province d'Alava, nord). Ils ont été écroués à la prison madrilène de Navaicamero, inculpés pour « appartenance à bande armée », « terrorisme » et « possession illégale d'armes et d'explosifs ». - (AFP)

EUROPE

■ FRANCE-ALLEMAGNE : le ministre allemand de la défense, Volker Rühe, a déclaré dimanche 18 août qu'il était « triste » du départ prévu de 17 000 soldats français stationnés en Allemagne et qu'il espérait que « l'intimité » créée par la présence de troupes françaises dans son pays serait préservée grâce à la brigade franco-allemande. M. Rühe était reçu par le ministre français Charles Millon dans la ville de Bellay (Ain), dont il est maire. - (AFP)

AFRIQUE

■ NIGÉRIA : le régime militaire a fait un geste de bonne volonté en annonçant, jeudi 15 août, qu'il autoriserait des associations à se regrouper afin d'être enregistrées comme partis politiques. Cette autorisation, soumise à un certain nombre de conditions, a été accueillie avec scepticisme par l'opposition. - (AFP)

AMÉRIQUES

■ WASHINGTON : un appareil de la flotte présidentielle américaine s'est écrasé dans la nuit de samedi 17 à dimanche 18 août dans les montagnes du Wyoming. Les neuf personnes qui étaient à bord ont été tuées. Le C-130 de l'US Air Force effectuait une mission pour la Maison-Blanche. Il était chargé d'acheminer des bagages de la famille Clinton et au moins une voiture officielle de Jackson Hole (Wyoming) à New York où Bill Clinton fête dimanche soir son 50^e anniversaire. - (AFP)

ASIE

■ CORÉE DU SUD : les milliers de policiers qui encerclent deux bâtiments du campus de Séoul occupés par des étudiants ont intensifié, lundi 19 août, la guerre des nerfs qu'ils livrent aux protestataires réclamant la réunification des deux Corées. Six étudiants ont dû être évacués en ambulance de l'université où le face-à-face est entré dans son sixième jour. Fatigue et déshydratation sont responsables de ces malaises. - (Reuters)

■ PAKISTAN : onze personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées, dimanche 18 août, lors d'une fusillade, à l'occasion d'un rassemblement religieux de musulmans chiites dans la ville de Vehari, dans la province du Pendjab. Quatre jours plus tôt, une fusillade avait fait douze morts à Karachi, lors d'une procession d'un parti fondamentaliste sunnite. Cette situation fait craindre l'émergence de tensions entre groupes religieux. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ ARABIE SAOUDITE : les familles des militaires américains travaillant en Arabie saoudite ont commencé à quitter le pays, dans le cadre des mesures de sécurité prises par Washington après les attentats anti-américains de Riyad et Khobar, a affirmé, dimanche 18 août, l'ambassade des Etats-Unis. Entre 750 et 800 personnes seront rapatriées. - (AFP)

■ IRAK : de violents combats entre les deux principales formations kurdes, l'Union patriotique du Kurdistan et le Parti démocratique du Kurdistan ont fait plusieurs morts et des dizaines de blessés dans le nord de l'Irak, a indiqué, dimanche 18 août, un responsable de l'ONU dans cette région. Ces combats mettent fin à une trêve relative observée depuis avril. - (AFP)

■ ISRAËL : le gouvernement a autorisé la construction de trois cents nouveaux logements sur le plateau syrien du Golan occupé, a annoncé, dimanche 18 août, le porte-parole du ministère de l'habitat. « Le gouvernement précédent a autorisé la construction de plus de 2 000 logements sur le Golan et nous continuons le développement de cette région », a déclaré Amit Dobkin. - (AFP)

Israël : MM. Nétanyahou et Lévy se sont réconciliés

JÉRUSALEM. Le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou et le chef de la diplomatie, David Lévy, se sont réconciliés, dimanche 18 août, en se partageant les prérogatives liées à la conduite du processus de paix avec les Arabes, a annoncé M. Lévy. « Nous sommes tombés d'accord sur une coordination entre le ministère des affaires étrangères et la présidence du conseil », a déclaré M. Lévy, à l'issue d'une rencontre avec M. Nétanyahou. Selon le porte-parole de ce dernier, la rencontre « s'est déroulée dans une très bonne atmosphère ». Un comité interministériel chargé de la politique étrangère et de la défense, qui comprendra MM. Nétanyahou et Lévy, et le ministre de la défense, Itzhak Mordechai, sera chargé de déterminer la politique à suivre vis-à-vis de la Jordanie, de la Syrie et du Liban. Le général Dan Shomron, ancien chef d'état-major et personnage neutre, a été nommé président du comité de suivi des négociations avec les Palestiniens. - (AFP)

SPECTACLES

Réservez vos places de concerts, spectacles, théâtres, expositions... sur Minitel
3615 LEMONDE

L'élection du président

La réélection de Bill Clinton

Au cours de la campagne électorale, Bill Clinton a commencé à se faire connaître comme un candidat sérieux. Il a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Tous les candidats ont commencé à se faire connaître. Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

Bill Clinton a remporté le vote de la Virginie, ce qui lui a permis de passer le premier tour.

L'élection du président américain se jouera une nouvelle fois à trois

La remontée de Robert Dole dans les sondages, après la convention républicaine, indique que le scrutin est plus ouvert qu'il n'y paraît. La candidature de Ross Perot devrait objectivement profiter à Bill Clinton

Au cours de la convention démocrate qui commence le 26 août, à Chicago, Bill Clinton va tenter de décrédibiliser Robert Dole en l'attaquant sur sa promesse de baisser résolument les impôts tout en

maintenant l'équilibre budgétaire. Le candidat républicain, dont la cote remonte dans les sondages après sa prestation de San Diego, tient en effet à jouer la carte fiscale, la seule qui, selon ses experts, est

susceptible d'attirer à lui les modérés des classes moyennes dont les revenus stagnent. Le candidat Clinton devra également convaincre les électeurs qu'en dépit de l'image modérée que ses adver-

saires ont voulu se donner durant leur convention, le Parti républicain est toujours celui des extrêmes, et prêt à prélever dans les budgets sociaux pour financer ses promesses. En attaquant les

républicains sur le manque de réalisme de leurs promesses économiques, le troisième candidat, Ross Perot et son Parti de la réforme, devrait objectivement faire le jeu de Bill Clinton.

WASHINGTON

Tous les participants de la course à la Maison Blanche sont désormais sur la ligne de départ.

Au cours de la récente convention du Parti républicain, à San Diego, Robert Dole a effectué un parcours sans

faute qui lui permet de combler une grande partie de son retard sur Bill Clinton. Il est cependant probable qu'à l'issue de la convention du Parti démocrate, qui se tient la semaine prochaine, à Chicago, le chef de la Maison Blanche regagnera une partie de son avance. Quant à Ross Perot, il vient de triompher facilement de l'ancien gouverneur du Colorado, Richard Lamm et d'être investi ce week-end par le Parti de la réforme. Le candidat vert, Ralph Nader, qui devait être désigné ce 19 août, ne paraît pas en mesure de pouvoir peser sur les événements, c'est donc une répétition de 1992 qui se jouera le 5 novembre, scénario qui avait grandement profité à M. Clinton.

A 80 jours du scrutin, et en dépit de l'avantage apparent du président sortant, les jeux sont cependant plus ouverts qu'on ne pourrait le penser. Si les acteurs sont en place, il en est de même, peu ou prou, des stratégies des états-majors et des thèmes qui vont dominer la campagne électorale. En promettant aux Américains une baisse de 15 % de leurs impôts, Robert Dole dispose d'un argument électoral naturellement populaire en ces temps où la classe moyenne est réputée rongée par l'anxiété économique. Or ce sont ces électeurs modérés qui peuvent faire pencher la balance en faveur de M. Dole s'ils prennent pour argent comptant sa promesse dispendieuse. C'est bien là le pari tenté par le candidat républicain, qui table sur la confiance que sa parole est censée lever chez les Américains. « Les gens de gauche tels Clinton ne peuvent pas dire la vérité », martèlent, depuis des mois, les publicités télévisées du Parti républicain. La « force de caractère » de chaque candidat, les « valeurs » qu'il entend incarner et le « déclin moral » de l'Amérique, constituent les autres axes de la campagne de Bob Dole.

Distancé de près de 20 points en début de semaine dernière, M. Dole, grâce à l'élan reçu à San

Diego, a réduit son retard à 6 points, voire à 2 (42 % des sondés contre 44 % pour M. Clinton) si l'on en croit les résultats du sondage que publiera le prochain numéro de Newsweek. Une performance impressionnante, mais fragile : après la convention de Houston, en 1992, George Bush avait gagné 14 points qui s'étaient évaporés en une semaine. Il n'empêche que la convention de San Diego a été un succès. Nulle voix discordante ne s'est fait entendre dans cette partition écrite à l'avance et contrôlée de bout en bout.

IMAGE DÉFRAÎCHIE

Chacun sait que le Parti républicain est en réalité tiraillé à l'entre-deux et sociaux-conservateurs, mais cette dichotomie s'est manifestée si discrètement que c'est Bob Dole, et lui seul, qui a donné le ton. Habilement, l'ancien chef de la majorité sénatoriale a laissé les partisans du populiste Pat Buchanan et les activistes de la droite religieuse exercer leur influence dans la rédaction du programme du parti, puis celle-ci est vite tombée dans l'oubli. C'est l'un des défis qui attendent M. Dole : les Américains peuvent-ils croire à ce « nouveau » Parti républicain censé ne plus adhérer aux propositions extrémistes du « Contrat avec l'Amérique », qu'ils ont de facto rejetées ?

Doivent-ils accepter cette image défraîchie du « parti de Lincoln » qui voue un culte à la « diversité », au moment même où M. Dole, cédant à la Coalition chrétienne, cautionne la suppression dans la « plate-forme » du simple mot de « tolérance » et se range parmi les adversaires de la politique d'« affirmative action » au profit des minorités, notamment les Noirs qui représentaient à peine 3 % des délégués de San Diego ? Mais la véritable gageure, ce sont les propositions fiscales de M. Dole. Comment ce champion de l'équilibre des finances publiques espère-t-il convaincre qu'une réduction des impôts de 548 milliards de dollars (environ 2 740 milliards de francs) est compatible avec l'équilibre budgétaire ?

Les adversaires de M. Dole vont pouvoir s'en donner à cœur joie. Ross Perot d'abord, qui fut, dès 1992, le premier à préconiser un retour à l'équilibre des comptes de l'Etat. Bill Clinton ensuite, pour qui les propositions républicaines sont à l'image du « vrai » Parti républicain, irresponsable et intolérant. « Les Américains méritent une baisse des impôts », a souligné, di-

manche, le président, mais ils doivent choisir entre une proposition qui équilibre le budget de façon responsable, et une autre qui met notre économie en péril. La baisse des impôts que je propose s'élève à 110 milliards de dollars, la leur à 550 milliards de dollars. »

Dans ce registre plutôt insolite (historiquement, ce sont les démocrates qui sont accusés d'être peu

économés des deniers publics), M. Clinton dispose d'arguments de poids. Bob Dole s'est montré discret sur la méthode qu'il compte employer pour financer ce manque à gagner de rentrées fiscales, ce qui permet aux démocrates d'affirmer qu'un président républicain n'hésitera pas à ponctionner les programmes sociaux de Medicare (l'assurance-maladie

des personnes âgées) et Medicaid (l'aide aux plus démunis).

En faisant, d'autre part, le choix d'attaquer son adversaire sur le terrain économique, M. Dole se livre à un pari hasardeux. S'il est vrai que l'écart des richesses s'accroît et que les revenus d'une partie de la classe moyenne stagnent, le procès d'une dégradation générale de la situation peut difficilement être instruit alors que le chômage est ramené à 5,4 %, que l'économie américaine est proche du plein emploi et que l'inflation est contenue. Quant à la lutte contre le déficit budgétaire, M. Clinton peut aussi revendiquer un certain succès : il devrait s'élever cette année à 116 milliards, contre 255 milliards de dollars en 1993. A la question posée par M. Clinton, « Sommes-nous dans une meilleure situation qu'il y a quatre ans ? », il est difficile de répondre par la négative. Les stratégies républicaines n'en considèrent pas moins que seule la « recette fiscale » est susceptible de leur faire remporter l'élection.

Il en veut pour preuve la victoire des gouverneurs républicains du New Jersey et du Michigan, Christine Todd Whitman et John Engler, qui, en 1990 et 1993, l'avaient emporté en promettant une baisse des impôts.

Comment détruire l'image de modération que le Grand Old Party et son candidat cherchent à se donner tout en cultivant celle d'un président qui refuse de se laisser entraîner dans la basse polémique ? Le succès de la convention démocrate dépendra largement de la capacité du chef de la Maison Blanche à concilier ces deux impératifs. Bill Clinton entend y parvenir en abandonnant les critiques aux porte-parole du Parti démocrate et en se réservant le soin de développer une véritable « vision » de l'Amérique, notamment grâce à la diffusion de son livre « Entre espoir et histoire : répondre aux défis de l'Amérique pour le XXI^e siècle - qui sort fort à propos cette semaine.

Laurent Zecchini

Pareil à lui-même et si différent des autres

Ross Perot a été officiellement investi, samedi 17 août, candidat présidentiel du Parti de la réforme à Valley Forge, en Pennsylvanie. Le scrutin postal et électronique qui l'a désigné a été critiqué par plusieurs, et notamment par les amis de son rival, l'ancien gouverneur du Colorado, Richard Lamm, pour son manque de transparence. Mais Ross Perot qui voulait être candidat n'en a cure : « Je me suis préparé toute ma vie pour ce job », a-t-il assuré, dimanche, à l'émission de Larry King, sur CNN. Fidèle à son habitude, il n'a pas mâché ses mots à l'encontre des Partis républicain et démocrate, coupables à ses yeux d'avoir « corrompu » la politique et d'être les instruments d'« intérêts particuliers ». Quant aux sondages qui le créditent d'environ 6 % des voix, voire de moins encore, le jugement de celui qui affirme « adorer être le candidat que l'on dit perdant » n'est guère moins tranché : « Je ne prête pas attention aux sondages, qui sont faits pour manipuler les électeurs », a-t-il lancé dimanche.

Un narcotrafiquant accuse le principal conseiller du président péruvien

LIMA

correspondance Selon le trafiquant Demetrio Chavez, alias Vaticano, qui déposait, le 16 août, devant la cour d'assises, le principal conseiller du président Fujimori, Vladimiro Montesinos, aurait reçu durant un an 50 000 dollars mensuels pour informer les narcotrafiquants des opérations antidrogue programmées par la police contre leurs bases de Campanilla, dans le Hualaga. En 1992, le conseiller du président Fujimori aurait même exigé 100 000 dollars, somme que Vaticano aurait refusé de verser. Par représailles, son aéroport clandestin aurait alors été dynamité, ce qui l'aurait obligé à se réfugier en Colombie.

Vaticano a été capturé en 1994, à Bogota, d'où il a été expulsé vers le Pérou. Jugé à huis clos, tel un terroriste, par la justice militaire pour « trahison de la patrie », condamné à la prison à vie, il a vu sa peine commuée à trente ans de réclusion. Le trafiquant de cocaïne aurait décidé de faire ses révélations parce que ceux qui avaient acheté son silence ne l'auraient pas fait libérer, contrairement à leurs promesses. Une commission présidée par le « défenseur du

peuple » (le médiateur) vient d'être chargée de réviser les sentences édictées pour terrorisme et de proposer au chef de l'Etat la grâce des prisonniers injustement condamnés. Selon les organisations des droits de l'homme, ils seraient plus d'un millier dans ce cas.

Vladimiro Montesinos est le principal conseiller du président Fujimori. Avocat connu pour son habileté - il a fait fortune en assurant la défense de plusieurs trafiquants de drogue - et pour son intelligence, il a été le protégé du général Edgar Mercado, premier ministre du régime militaire en 1974 alors qu'il était officier dans l'armée de terre. En 1976, il avait été traduit devant la cour martiale, accusé d'espionnage pour le compte de l'Equateur. Il avait été dégradé puis emprisonné.

Après l'élection du président Fujimori, Vladimiro Montesinos est devenu le numéro un du service de renseignements, le SIN. Le journal Reforma du Mexique avait écrit, début août, que Santiago Fujimori, le plus jeune frère du chef de l'Etat, assurait avec Vladimiro Montesinos le contact avec la mafia azèque.

Nicole Bonnet

Dans votre
Agence France Télécom,
le téléphone mobile
GSM Itineris®
250 F
c'est à partir de
T.T.C.



Et si vous communiquez avec les outils d'aujourd'hui ?

France Telecom

* Dans la limite des stocks disponibles jusqu'au 31 août 1996 inclus. Si l'abonnement Itineris minimum (12 mois) est souscrit au moment de l'achat du Nokia Itineris, son prix part de 120,50 F TTC / mois + frais de mise en service 1426,10 F TTC.

TERRITOIRE En quelques mois, le gouvernement a annoncé le lancement de plusieurs grands projets, comme l'autoroute A 51 Grenoble-Sisteron, début août. ● LA LOI PAS-

QUA d'orientation et de développement du territoire affirme qu'en 2015, nul, dans l'Hexagone, ne sera situé, soit « à plus de 50 kilomètres ou 45 minutes d'automobile d'une

autoroute ou d'une route à deux fois deux voies, soit d'une gare TGV ». ● LE GOUVERNEMENT JUPPÉ a maintenu l'accélération du programme autoroutier décidé par

Edouard Balladur en 1993. En revanche, les neuf lignes de TGV envisagées seront probablement victimes de la rigueur budgétaire. ● DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS sont

certes nécessaires pour affronter les défis du siècle prochain (notamment dans le domaine de l'environnement), mais pas forcément la multiplication de grandes infrastructures.

Le coût des grands équipements relance le débat sur leur utilité

L'annonce, presque simultanée, de plusieurs grands projets d'infrastructure - TGV est, canal Rhin-Rhône, viaduc de Millau... - est due en partie au hasard des calendriers. Mais elle conduit à s'interroger sur le rapport entre leur nécessité et les sommes colossales engagées

PRÉSENTÉ en période de langueurs estivales, le futur viaduc de Millau a déjà acquis une notoriété certaine, bien avant la pose de sa première pierre: Valéry Giscard d'Estaing (UDF), président du conseil régional d'Auvergne, vient d'écrire à Jacques Chirac pour se plaindre de ce projet de franchissement du Tam, incompatible, à ses yeux, avec les paysages auvergnais (*Le Monde* daté 18-19 août). Dans sa lettre, l'ancien président de la République rappelle que la décision de construire une autoroute à travers le Massif central, permettant de relier Clermont-Ferrand à Montpellier et Béziers via le fameux viaduc, avait été prise en 1967. Quant à l'achèvement de l'A 75, il n'est prévu qu'au siècle prochain.

Qu'importe! La publication du projet de viaduc participe au sentiment qu'une vague de grands travaux déferle sur la France: le gouvernement vient aussi de faire connaître son arbitrage sur le tracé de la future autoroute A 51, qui reliera Grenoble à Sisteron; en juin, il choisissait de retenir le site de Beauvilliers (Bure-et-Loire) pour accueillir, peut-être, le troisième aéroport du Bassin parisien. Avec la mise en service, le 8 août, du pont Charles-de-Gaulle à Paris, cette conjonction de décisions pourrait laisser croire à quelque brusque frénésie dépendante de la part de l'équipe du pre-

mier ministre, Alain Juppé, voire, aux yeux des plus suspicieux, à la circulation accrue de dessous-table. La réputation des grands chantiers est, en effet, entachée par ces discrètes enveloppes.

En fait, cette série d'annonces, a priori surprenante en période de rigueur budgétaire, doit beaucoup aux hasards de calendriers différents. La construction du trentième pont de la capitale avait été décidée en 1986. L'hypothétique aéroport correspond, lui, davantage à un effet d'annonce, puisqu'il n'est prévu qu'aux alentours de 2015-2020. Quant à l'A 51, son tracé a déjà donné lieu aux arbitrages des huit ministères des transports depuis 1986, arbitrages chaque fois contestés par les écologistes, mais aussi par les techniciens, qui penchent pour un itinéraire plus à l'ouest.

LES PROMESSES DE M. BALLADUR Pourtant, dans un secteur au moins, celui des autoroutes, le gouvernement a, jusqu'à présent, repris à son compte la marche souterraine imposée par l'ancien premier ministre Edouard Balladur avant l'élection présidentielle. En novembre 1993, celui-ci avait décidé d'accélérer le schéma directeur routier national de 1992. Il souhaitait lancer, en dix ans au lieu d'un objectif approximatif d'au moins quinze, le programme de construction de

Réalisation du schéma directeur routier national



Autoroutes en service et routes aménagées dans le schéma directeur national

2 600 kilomètres de sections: 140 milliards de francs d'investissements en études, acquisitions de terrain, premiers travaux, etc. d'ici à 2005. De fait, 280 kilomètres d'autoroutes (conçues ou non) sont mis en service chaque année depuis 1994.

M. Balladur et son ministre de l'aménagement du territoire, Charles Pasqua, n'avaient pas lésiné sur les promesses en matière d'équipement. Pas moins de neuf nouvelles lignes de TGV étaient ainsi envisagées à plus ou moins longue échéance (soit plus du double des 1 148 kilomètres existants), avec parfois une faible quote-part de l'Union européenne. Mais du TGV-Méditerranée, du TGV-Est, Aquitaine, Rhin-Rhône, picard, breton, de celui qui devrait, un jour, traverser le Languedoc-Roussillon, relier Lyon à Turin ou encore Mâcon à Genève, seul le premier est à peu près sûr d'atteindre Marseille puisque les travaux sont en cours. La gare de Montpellier paraît déjà plus éloignée.

Même la desserte à grande vitesse de Strasbourg, quoique promise plus solennellement que les autres, pourrait être compromise. Le rapport sur le sujet sensible des TGV, commandé à Philippe Rouvillois, qui fut président du conseil d'administration de la SNCF en 1988, était présenté comme imminent fin juin.

Il est toujours attendu. Autant d'incertitude n'empêche pas les élus locaux de s'engager sur des hypothèses tracées, encore que la cote du train pendulaire grimpe rapidement dans leurs rangs.

La loi d'orientation et de développement du territoire du 4 février 1995, votée par Charles Pasqua, devait permettre de définir la future politique des transports. Ce texte affirme qu'en 2015, nul, dans l'Hexagone, ne sera situé soit « à plus de 50 kilomètres ou 45 minutes d'automobile d'une autoroute ou d'une route à deux fois deux voies, soit d'une gare TGV ».

« APPROCHE MULTIMODALE »

Il prend, en outre, le pari que le fameux canal Rhin-Rhône sera achevé, et exige surtout l'établissement d'une série de schémas directeurs: routier, aéroportuaire, ferroviaire, des voies navigables et des ports maritimes, le tout conçu avec une « approche multimodale », sur laquelle Anne-Marie Jdrac, secrétaire d'Etat aux transports, insiste beaucoup.

Depuis, son administration s'est appliquée à couvrir tout cela sur des cartes, mais discrètement. Car ces plans dépendent, en principe, d'un schéma national posant, au préalable, les grandes lignes de l'aménagement du territoire, dont le Parlement devrait débattre début 1997, avec une bonne année de retard sur le calendrier prévu par la loi. Ce sera l'occasion de décider des moyens à allouer aux nouvelles infrastructures. Entre 1989 et 1993, sur 321 milliards de francs d'investissements, les usagers en ont payé 121 milliards, les contribuables 141.

Dans tous les secteurs, les coûts grimpent. Certains observateurs redoutent de voir les sociétés d'autoroutes bientôt aussi endettées que la SNCF elle-même, et les liaisons restant à construire ne sont pas les plus rentables. Le kilomètre de ligne TGV est, lui, passé de 26 millions de francs 1994 en moyenne sur le Paris-Lyon à plus de 50 millions de francs aujourd'hui.

Quant aux besoins des transports urbains, ils explosent. L'Île-de-France à elle-seule nourrit trois grands projets (Eole, Métro, Orbal). Rennes prépare son métro VAL; Montpellier et Clermont-Ferrand leur tramway; Lille et Toulouse veulent étendre le leur.

Georges Chatain

Martine Valo

L'A 89, de la « route des ministres » à l'autoroute du président

LIMOGES

de notre correspondant
C'était, en juin 1995, la première visite de Jacques Chirac devenu président de la République en Corrèze, le terroir qui avait été pendant plus de trente ans le socle de sa carrière politique et son lieu de ressourcement favori. Et dans le discours-programme d'Egletons, qu'il prononça à cette occasion, consacré en principe aux desseins présidentiels, la chère « Chiraquie » ne fut pas oubliée: le projet d'autoroute transcorrézienne, dont on parlait depuis si longtemps (l'inscription au schéma directeur national avait été acquiescée le 18 mars 1988) devait devenir très vite une réalité. Une date impérative fut même fixée: les travaux devaient débuter avant la fin 1996.

Il y fallut un sérieux coup d'accélérateur. Après les dernières études techniques et les choix définitifs de la « bande des 300 m », la déclaration d'utilité publique (DUP) fut publiée le 11 janvier et la concession confiée à la société des Autoroutes du sud de

la France (ASF). Alors que l'habitude est un délai de dix-huit mois pour les dernières études entre la DUP et la mise en chantier, tout fut réglé en moins d'un an et la volonté présidentielle respectée: les premiers chantiers vont s'ouvrir dans les prochaines semaines.

L'itinéraire? Bordeaux-Clermont-Ferrand, soit 288 km qui doivent s'intégrer dans une grande continuité autoroutière entre l'Europe de l'Est et la péninsule ibérique. L'A 89 va doubler la RN 89, qu'on avait surnommée, dans les années 70, la « route des ministres » parce qu'elle reliait le fief de Valéry Giscard d'Estaing (Clermont-Ferrand) à celui de Jacques Chaban-Delmas (Bordeaux) en passant par Usel (Jacques Chirac), Brive-la-Gaillarde (Jean Chabonnel), Périgueux (Yves Guéna) et Libourne (Robert Boulin).

Le choix du tracé ne fut pas simple. A l'est, la défense du parc naturel des volcans mobilisait les opposants auvergnats; à l'ouest, il fallut éviter le vignoble de Pome-

rol-Saint-Emilion, en passant par une zone inondable où tous les problèmes techniques sont loin d'être résolus. Plus au centre, la traversée de la Dordogne par la vallée de la Vézère et les causses du Périgord blanc souleva un tollé, mobilisa archéologues et préhistoriens. Lascieux et Les Eyzies sont tout proches, il reste bien des découvertes à faire, et les travaux risquaient de saccager un sous-sol tissé de grottes et de cavernes. En fin de compte, il fallut opter pour un trajet plus au nord, par la vallée de l'Isle. Il n'y eut guère que la Corrèze pour accepter l'autoroute d'enthousiasme et sans condition.

Les travaux vont commencer, conjointement, aux deux extrémités de l'itinéraire: à l'est, d'Usel au puy de Sancy (40 km); à l'ouest, la traversée du Libournais jusqu'à la limite du Périgord, Arveyres-Montpon-Ménestrol (49 km). Une mise en service partielle devrait intervenir à partir de 1999 et les deux tronçons devront faire leur jonction à Brive-la-Gaillarde, en basse Corrèze,

en l'an 2005. L'A 89 y crociera l'A 20 Paris-Limoges-Toulouse.

Une accélération du chantier est-elle envisageable? Lorsque, en 1988, l'inscription au schéma directeur avait été acquiescée, la Corrèze s'était prise à espérer une mise en service pour l'an 2000. La durée des études préalables ne le permettra pas. Dix ans, estiment les techniciens, ce n'est pas trop pour un tel projet et la volonté des politiques, fut-elle présidentielle, doit laisser la place aux réalités techniques. Outre 145 ouvrages d'art courant - des ponts, dans le langage des travaux publics -, il faudra construire à travers le Massif central 14 viaducs, dont un (pour le franchissement de la Corrèze entre Tulle et Brive) de 1 150 m de long, et quatre de plus de 400 m. Restera à régler, après 2005, le raccordement de l'A 89 à l'A 71 Paris-Clermont-Ferrand, au nord de la capitale auvergnate, pour mettre Bordeaux à moins de cinq heures de Lyon.

Georges Chatain

Martine Valo

Le trente-sixième pont de Paris, un gouffre financier?

« **UN PONT DE TROP** », « une réalisation anachronique et démesurée »: ouvert en plein mois d'août, le pont Charles-de-Gaulle, à Paris, provoque plus de commentaires sur son coût et son utilité que sur son esthétique ou les prouesses techniques de sa construction. Tout blanc, effilé, long de 208 mètres et large de 35, ce pont relie les 12^e et 13^e arrondissements. Quatre corolles métalliques lui permettent de reposer sur deux piles. Cet ouvrage - le trente-sixième pont de la capitale - a été construit en trois ans. Les automobilistes l'utilisent dans le sens rive gauche-rive droite et continuent d'emprunter le pont d'Austerlitz dans l'autre sens. Piétons et cyclistes peuvent y circuler sur des espaces réservés.

« Nous avons voulu obtenir un objet très fin, un ouvrage horizontal, sans courbe, une forme accusant la légèreté de la structure sous la forme d'une aile d'avion. Il fallait donc une structure métallique, puisque l'acier, à égalité de forme, représente un poids infiniment plus faible que le béton », écrivaient Louis Arretche et Roman Karasinski, les deux architectes lauréats du concours. Ces octogénaux, inventeurs de ce pont du « XXI^e siècle », n'auront pas vu la mise en œuvre de leurs plans: ils sont décédés entre la conception et la réalisation de leur projet.

« Malgré l'implantation d'un bout de piste cyclable qui part de nulle part pour arriver on ne sait où, ce pont demeure une véritable autoroute sur Seine coincée entre deux quais », proteste Bertrand Delanoë, président du groupe socialiste au conseil de Paris. Pour les écologistes de l'association Réseau vert, la mise en service de ce pont « traduit la poursuite obstinée de la politique tout automobile de la ville de Paris »: ils estiment que « la ville a gâché une occasion unique de mener une opération majeure et spectaculaire d'amélioration de la circulation des bus ».

DIX ANS DE POLÉMIQUES

Cela fait dix ans que la construction de ce pont suscite des polémiques, depuis que Jacques Chirac, maire de Paris, en a fait approuver le projet par le conseil de Paris. Il s'agissait alors d'améliorer la circulation dans le sud-est de la capitale. A l'époque, les aménagements des deux berges du Beuve - l'ensemble Gare de Lyon-Bercy rive droite, la gare d'Austerlitz et le futur quartier Seine-rive gauche en face - commencent à sortir des cartons. La construction d'un ouvrage à cet endroit était envisagée depuis longtemps, notamment pour alléger la circulation du pont d'Austerlitz, un des plus encombrés de Paris. Par ailleurs, la direction de la voirie a de grandes

ambitions pour ce secteur, dont elle rêve de réaménager le plan de circulation. Contestée dès le début par l'opposition de gauche et par les écologistes, la construction du pont a donné lieu à quelques épisodes épiques, notamment en novembre 1993, lorsque les écologistes se sont opposés avec succès à l'abandon de trente-deux planètes du quai d'Austerlitz.

Le coût de l'ouvrage est un autre objet de polémique. Selon la Ville, la totalité de l'opération s'élève à 750 millions de francs, dont 240 pour le pont lui-même. La différence a servi à financer les aménagements des quais d'Austerlitz et de la Rapée. Par rapport au projet initial, les élus avaient dû voter en 1994 une rallonge de 26 millions. En revanche, les sommes prévues pour le mini-métro automatique qui devait surplomber le pont (mais n'est pas réalisé pour l'instant) n'ont pas été dépensées. De même, certains aménagements des têtes de pont ont été un peu revus à la baisse, notamment rive gauche: la construction des voies souterraines que ce pont devait contribuer à desservir a été annulée. Malgré tout, pour les socialistes, « cette réalisation démesurée et anachronique coûte plus d'un milliard de francs aux contribuables parisiens ».

Françoise Chiroi

Equiper, c'est choisir

LA FRANCE doit-elle encore parcourir son territoire d'infrastructures de transports? On ne reprochera pas aux pouvoirs publics de se montrer prévoyants en voulant préparer le pays aux défis du XXI^e siècle. Mais les procédures sont à ce point longues et complexes que les gouvernements peuvent à la fois affirmer régulièrement leur volonté d'aller de l'avant et de tenir leurs engagements et, dans les faits, temporiser, pour des motifs budgétaires, juridiques ou écologiques.

Les empereurs romains avaient tracé des centaines de kilomètres de voies rectilignes. Il y a cent ans, de Lesseps n'avait pas hésité à trancher des isthmes. Pourquoi faudrait-il aujourd'hui dire « Stop! », lancer en chœur les entreprises de travaux publics et la majorité des élus, relayés par le groupe de pression du corps des ponts et chaussées? Ingénieurs et architectes ont, bien sûr, toujours le droit et le devoir d'exercer leurs talents. Mais comme toutes ces initiatives ont un coût considérable, direct et indirect, pour les collectivités nationales, régionales, voire européennes, faut-il - même si beaucoup sont légères - les considérer comme abso-

lument nécessaires? Sont-elles à coup sûr utiles, c'est-à-dire créatrices d'emplois et de richesses? Flasco financier pour les banques et les petits actionnaires, le tunnel sous la Manche a déjà des conséquences désastreuses pour les compagnies de ferries à Roscoff et à entrainé, au Havre, une guerre des prix absurde. Quant aux TGV qui relient Paris à Nantes, Rennes et Lyon, si les villes terminales en tirent profit, rien ne permet de dire qu'ils ont dynamisé les régions intermédiaires qu'ils traversent à toute allure.

La question doit être posée au moment où le gouvernement met la dernière main au projet de schéma national d'aménagement du territoire: les dépenses envisagées dans les deux décennies à venir pour permettre, d'abord aux cadres, d'aller toujours plus vite sont-elles en rapport avec la rentabilité économique et sociale escomptée? Les sommes (92 millions) qu'il faudra mobiliser pour construire chaque kilomètre de la future autoroute Grenoble-Sisteron pourraient permettre de proposer un stage annuel rémunéré au Smic à 700 jeunes environ. Argent privé d'un côté, argent public de l'autre: ne mélangeons pas, diront certains. L'argument selon lequel la construction d'une autoroute se finance aujourd'hui sur les péages de demain ne tient pas longtemps: les autoroutes sont des ou-

vrajes publics qui s'intègrent dans une politique de l'Etat impliquant des choix financiers et des priorités. Le temps n'est plus où les échanges de marchandises pondéreuses s'effectuaient essentiellement sur des parcours terrestres. C'est dans les grands ports qu'on reçoit du monde entier, et qu'on expédie ou transforme minerais, céréales, hydrocarbures et pièces en conteneurs. Quant aux voyageurs aériens, ils partent autant désormais des grands aéroports des métropoles de province que des « mega-plate-formes » proches des capitales. En témoigne l'accroissement considérable du trafic aérien de Strasbourg-Entzheim ou Satolas.

Il y a place pourtant, dans la politique d'aménagement du territoire, pour des grands travaux judicieusement sélectionnés et très attendus: assainissement des villes, restauration du patrimoine historique, remise en état des espaces littoraux ou forestiers défigurés, amélioration de la qualité des grands fleuves, stations d'épuration, habitat rural souvent abandonné, enfouissement des lignes électriques à moyenne et basse tension.

Sans exclusion, naturellement, des améliorations d'infrastructures ferroviaires, aériennes ou routières. Il ne faut pas équiper ou construire plus, mais mieux.

François Grosrichard

هكذا من الأصل

A DÉCOUVRIR

La « liste des maçons » emporte l'élection municipale partielle de L'Île-d'Yeu

LA ROCHE-SUR-YON (Vendée) de notre correspondant

La liste conduite par Jean-Claude Orsonneau (div. d.), ancien premier adjoint du maire sortant, a nettement emporté, dimanche 18 août, l'élection municipale de L'Île-d'Yeu, en Vendée. Les Ogiens ont ainsi confirmé leur vote de juin 1995, au cours duquel Jean-Claude Bernard, maire démissionnaire, qui a choisi de ne pas se représenter, avait été porté à la tête de la municipalité, dès le premier tour, avec 51,55 % des suffrages exprimés.

Malgré les préoccupations liées à la saison touristique et les campagnes de pêche en cours, deux électeurs sur trois ont voté. Le succès de l'équipe de M. Orsonneau, composée de nombreux professionnels du bâtiment et de la pêche, confirme la volonté de la population de l'île de continuer à construire comme dans les décennies fastes (Le Monde du 17 août). La tâche du préfet, chargé d'orienter le plan d'occupation des sols afin qu'il soit conforme à la loi littoral de 1986, ne devrait pas s'en trouver facilitée.

Cette crise politique était apparue au grand jour au mois d'avril, lorsque les professionnels du bâtiment avaient bloqué la navette maritime avec le continent, pour protester contre le refus de la préfecture de Vendée de valider une série de permis de construire délivrés par le maire.

Gaspard Norrito

JL: 4.010; V: 2.717; A: 32,24 %; E: 2.433.
Liste Orsonneau, div. d., 1.454 voix (59,76 %) 22 élus
Liste Coustillerie, div. g., 979 voix (40,23 %) 15 élus

Après Valenciennes et Saint-Etienne, nous continuons notre série de « cortès postales », illustrées par Kilgoffer, sur l'état du lien social dans la France de 1996.

STRASBOURG

Ce soir-là, les agents de prévention de l'association Pulsar ont assuré leur service sans réelle difficulté. Pourtant, la nuit était très chaude, comme il est fréquent à Strasbourg pour peu que le soleil brille dans la journée. Ce n'était pas le cas le jour de la fête de la musique, où, malgré la pluie, une bande de jeunes, l'alcôol aidant, a semé le désordre place de l'Homme-de-Fer, la plus importante station de tramway de la ville. Ali, Christophe, Abdelaziz, Jean-Pierre, Pepe et Lionel ont passé un mauvais moment en voulant s'interposer. Ils sont dix-huit à circuler sur les lignes de bus et de tram-

VIVRE ENSEMBLE



way de l'agglomération strasbourgeoise pour prévenir les incidents, voire les agressions. Seul du par équipe de deux, disposant d'un téléphone portable qui leur permet de signaler immédiatement les situations délicates à une centrale organisée par la Compagnie des transports strasbourgeois (CTS), les « pulsars », comme ils s'appellent, sont des hommes jeunes, fils d'immigrés pour la plupart et vivant dans les quartiers difficiles. Ali et Abdelaziz sont beurs, Jean-Pierre est le fils d'un Algérien et d'une Ukrainienne, Pepe est gitan, Lionel et Christophe sont des Alsaciens bien nés.

Les « pulsars » sont recrutés par l'association créée par la CTS, la communauté urbaine, le conseil général du Bas-Rhin et la police parce qu'ils connaissent les faubourgs chauds de Strasbourg et qu'ils y sont connus. Ils sont engagés même s'ils ont été, dans le passé, en délicatesse avec la justice; mais, pour autant, ils n'ont pas d'affaire

en cours et ils ne sont pas concernés par la toxicomanie. Leur mission est de dialoguer avec les jeunes, de calmer les « excès », mais surtout pas de « cantonner », comme dit Christian Anthoni, responsable de la prévention à la CTS.

Dans la rame qui conduit vers le sud de Strasbourg, Lionel descend au bout de deux stations. « Je vais prendre la prochaine. Dans celle-là, il n'y a personne qui va faire du feu », affirme-t-il, fort de son expérience. Le bus, qui traverse le Neuhof, illustration des cités HLM construites dans les années 60, où vivent treize mille personnes, transporte une bande de gamins passablement agités. En voyant Christophe, ils se calment; un jeune Turc s'approche et lui dit: « Toi, je te connais, monieur ».

Au centre de la cité, c'est le terminus. Le bus stationne une dizaine de minutes. Arrive un groupe d'adolescents, des beurs et des Alsaciens. Ils montent sans payer et viennent saluer amicalement Christophe. « Il n'y a rien à faire ici », explique Christophe, alors ils font le tour du Neuhof en bus et, parfois, ils poussent jusqu'en ville en prenant le tram à la place de l'Étoile. « Une épicerie tenue par un Maghrébin, le poste de police ouvert il y a quelques semaines, le tout nouveau terrain de basket et une bibliothèque en construction, et le bus a déjà franchi la

frontière du Neuhof. Dans le tram qui ramène au centre, le même groupe monte à la station de la gare. Un beur tient une cigarette entre les doigts. Lionel lui dit: « avec tact », de l'éteindre. Son premier réflexe est d'« argumenter », mais celui qui semble être le chef, un beur aussi, lui fait rapidement entendre raison. Un jeune Alsacien de la bande tente, en vain, de crâner en montrant les blessures qu'il s'est faites en échappant à un « keuf » au guidon d'une moto volée.

Les lignes de bus et de tramway ne sont pas toujours aussi paisibles à Strasbourg. Alors, pour mener à la fois la bataille de l'insertion et celle de la « reconquête du territoire », l'association Pulsar va doubler ses effectifs d'ici au début de 1997. Reste la question de l'avenir des agents de prévention - payés 10 % au-dessus du Smic -, dont le contrat est limité à deux ans. Une chose est sûre, ils ne veulent pas devenir vigiles. Deux voies s'offrent à eux: conducteur à la CTS ou animateur dans un centre socio-culturel de quartier. M. Anthoni est catégorique: « Les échecs sont rares. »

Marcel Scotto

PROCHAIN ARTICLE
Vaulx-en-Velin

Eric Petetin est à nouveau poursuivi pour dégradation sur le chantier du Somport

BAYONNE

Après six jours de détention, Eric Petetin devait comparaître, lundi 19 août, devant le tribunal de grande instance de Pau. Opposant de longue date au tunnel routier du Somport, actuellement en construction, il a été interpellé le 14 août au lendemain de dommages commis sur le chantier contre trois camions, dont les pneumatiques ont été en partie brûlés. Présenté au parquet de Pau, Eric Petetin a été mis en examen pour complicité de dégradation de biens en compagnie d'une autre personne, qui a reconnu les faits.

Ce n'est là qu'un nouvel épisode de la guérilla que mène Eric Pe-

tetin et ses amis écologistes contre le tunnel du Somport. Agé de quarante-deux ans, ce défenseur de la montagne est surnommé « l'indien » en raison de la plume qu'il porte dans les cheveux, et surtout parce qu'il a puisé dans les textes des Indiens d'Amérique « la conviction que l'homme ne peut pas vivre sans la nature ».

La vallée d'Aspe que ce Parisien de naissance a découverte durant son service militaire est, à ses yeux, menacée de devenir un grand couloir routier européen quand le tunnel sera achevé. Le 31 juillet, le tronçon français du souterrain a été terminé et la jonction avec la foreuse espagnole est prévue pour le début du mois de septembre. Long de 8 597 mètres, le tunnel du

Somport devrait relier la France à l'Espagne à la fin de 1998. D'un coût de 1 milliard de francs, dont 400 millions pour la partie française, l'ouvrage a été commencé en avril 1994. Ce sera le plus long tunnel routier sous les Pyrénées. Les voitures et les camions devraient y accéder gratuitement. Selon ses promoteurs, ce projet devrait désenclaver le Béarn et ouvrir à l'Aquitaine une nouvelle porte vers la péninsule ibérique et vers les rivages méditerranéens. Les distances seront moindres que via le Pays basque. C'est du moins le pari des milieux économiques et politiques, tant à Pau qu'à Bordeaux.

Michel Garicoiz

Série d'attentats en Corse

QUATRE ATTENTATS CONTRE DES ÉDIFICES PUBLICS ont été commis en Corse, pendant le week-end du 15 août, l'un à Bastia, où le palais de justice a été mitraillé, et trois à Ajaccio, au palais de justice, à la villa Pietri, qui appartient au département, et à l'hôtel de région. Les dégâts sont variables. A la villa Pietri, l'attentat a causé des dégâts d'un montant de 1 million de francs, selon José Rossi (UDF-PR), président du conseil général, dont le communiqué très laconique précise qu'aucune revendication n'a été exprimée. Jean Baggioni (RPR), président du conseil exécutif de Corse, a, en revanche, vigoureusement dénoncé l'attentat qui a endommagé quelques bureaux à la région, en affirmant qu'il marque « une escalade avec la reprise de l'action violente au cours de la saison touristique ». M. Baggioni pense néanmoins que ces attentats ne seront pas revendus. (Corresp.)

DÉPÊCHE

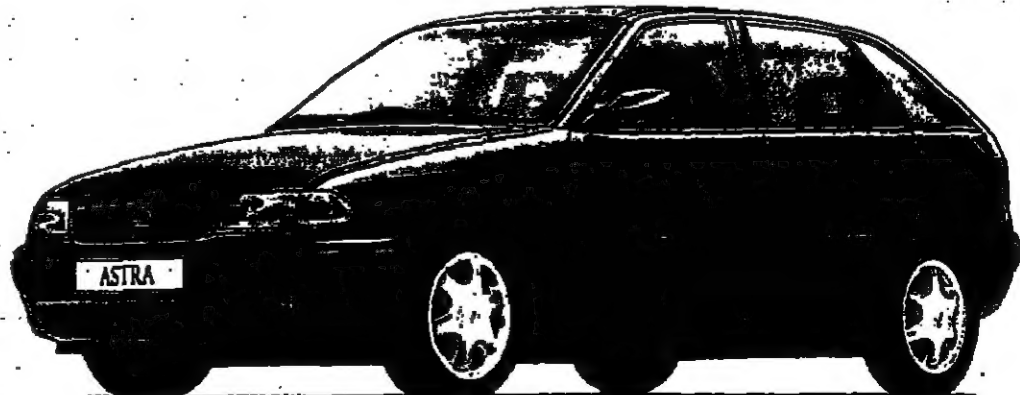
■ COMMÉMORATION: Eric Raoult, ministre délégué à la ville et à l'intégration, a rendu hommage, dimanche 18 août, aux victimes des massacres de Rillieux-la-Pape et Saint-Genis-Laval (Rhône), perpétrés en juin 1944. Après la participation de Pierre Bernard (div. d.), son suppléant à l'Assemblée nationale, aux obsèques de l'ancien officier Paul Touvier (Le Monde du 27 juillet ainsi que celui daté 18-19 août), M. Raoult a évoqué le « devoir de mémoire », en ajoutant: « Blesser, c'est honorer la mémoire de celui qu'il conviendrait d'oublier. »

Que vous portiez
des CHEMISES, des T-SHIRTS, des POLOS,
des PANTALONS, des SHORTS,
des JUPETTES, des BERMUDAS, des BOTTES,
des MOCASSINS ou des

Opel vous offre jusqu'au 30 septembre jusqu'à

-20 000 F*

INFORMATION CONSOMMATEUR: *PQA incluse, si vous en bénéficiez soit: -12 000 F sur Corsa essence ou -17 000 F sur Corsa Diesel, -14 000 F sur Astra essence ou -20 000 F sur Astra Diesel. Si vous ne bénéficiez pas de la PQA: -7 000 F sur Corsa (sauf City et Astra essence), -12 000 F sur Corsa Diesel, -13 000 F sur Astra Diesel. Offres réservées aux particuliers, hors VU et séries spéciales (Jimmy et Euro 90), dans la limite des stocks disponibles. Offres valables pour toute livraison avant le 30/09/96.



OPEL

A DÉCOUVRIR CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE OPEL

IMMIGRATION Après un week-end de mobilisation, plusieurs centaines de personnes étaient encore rassemblées, lundi 19 août à l'aube, devant l'église Saint-Ber-

nard, occupée depuis le 28 juin par trois cents Africains sans papiers. Une intervention des forces de police était toujours redoutée. ● L'ÉTAT DE SANTÉ des dix grévistes

de la faim, qui entamaient lundi leur quarante-sixième jour de jeûne, se dégrade sensiblement. S'il ne justifie pas encore une hospitalisation d'urgence, selon le SAMU de Paris,

les risques d'accident pourraient devenir sérieux cette semaine. ● LE GOUVERNEMENT aurait noué des contacts avec les autorités maliennes, visant à organiser le retour

d'une partie des Africains. Le premier secrétaire du PS, Lionel Jospin, a dénoncé, dimanche 18 août, l'attitude du gouvernement, l'appelant à rouvrir les négociations.

Le conflit opposant gouvernement et sans-papiers est dans l'impasse

Des centaines de personnes sont toujours rassemblées devant l'église occupée pour prévenir une intervention des forces de l'ordre. Le gouvernement tenterait, par des contacts avec les autorités maliennes, de proposer de nouvelles aides au retour à une partie des Africains

LE GOUVERNEMENT est désormais au pied du mur dans l'affaire des Africains sans papiers réfugiés à l'église Saint-Bernard, dans le 18^e arrondissement de Paris. Si une intervention policière semblait imminente ce week-end, elle paraît désormais improbable, ou à tout le moins difficile à mener tant la mobilisation s'est accrue ces deux derniers jours.

Néanmoins, l'état de santé des dix grévistes de la faim, qui entamaient, lundi 19 août, leur quarante-sixième jour de jeûne, impose de trouver une issue rapide au conflit. La voie de la négociation ouverte avec les Africains ou le collège des médiateurs étant coupée - Jean-Louis Debré et Alain Juppé l'ont tout à tour rappelé ce week-end -, la marge de manœuvre du gouvernement semble réduite. La semaine qui s'ouvre s'annonce donc riche en tractations de tous genres.

Dans sa déclaration de vendredi 16 août, le ministre de l'Intérieur a cependant esquissé une porte de sortie. Il a fait savoir aux Africains que le gouvernement était « prêt à voir, si vous voulez, avec vous, comment vous faire rentrer dans les meilleures conditions ». Cette pro-

position était déjà contenue dans le communiqué du ministère de l'Intérieur annonçant, le 26 juin, la régularisation de 48 sans-papiers. A l'époque, le ministère faisait savoir que « ceux qui choisiraient de quitter d'eux-mêmes notre pays bénéficieraient des dispositions réglementaires sur l'aide au retour ».

AIDE FINANCIÈRE

Une aide financière pourrait donc être proposée aux sans-papiers pour qu'ils cessent leur mouvement. Reste à savoir si elle entrera dans la procédure classique d'aide au retour proposée par l'Office des migrations internationales - qui s'élève à environ 1 000 francs par adulte - ou si elle sera négociée à la hausse pour l'occasion. Au ministère de l'Intérieur, on fait savoir ce week-end qu'« on est en train d'étudier la question » et que des « négociations sont en cours par le biais du consulat du Mali ». Lundi 19 août, cette information n'était pourtant pas confirmée par les services de Matignon, le consul du Mali se refusant à toute déclaration.

Il y a une quinzaine de jours déjà, une réunion s'était tenue entre des représentants du consulat du



Mali et quelques familles de Saint-Bernard. A l'époque, le consulat avait fait savoir aux sans-papiers que ceux qui le voulaient pourraient repartir avec une aide, dans le cadre de la procédure OMI. Mais les sans-papiers avaient refusé. Dans la même période, une ren-

contre se serait tenue entre la commission nationale malienne - composée de représentants d'associations maliennes - et les services du ministère des affaires étrangères. Les Maliens auraient alors fait valoir qu'une éventuelle aide au retour des sans-papiers de-

vrait être plus nettement plus élevée que celle accordée par l'OMI.

Depuis, avec le durcissement du mouvement, le consulat du Mali a apporté son soutien aux sans-papiers. Dimanche, le consul est venu apporter 5 000 francs aux occupants de l'église Saint-Bernard, en signe de solidarité. Il a par ailleurs refusé de se prononcer sur les éventuels laissez-passer qu'il devrait octroyer en cas d'expulsion, arguant que le gouvernement malien devrait prochainement se prononcer sur la question.

ENTÈTEMENT

A l'église Saint-Bernard, le week-end s'est déroulé dans le calme, en présence de nombreuses personnes venues apporter leur soutien. Seule la rumeur, vite démentie par les autorités, d'avions militaires mis en alerte sur la base de Villacoublay pour expulser les sans-papiers a troublé la matinée de dimanche.

Après Jean-Louis Debré et Alain Juppé, c'est Eric Raoult qui s'est déclaré, dimanche 18 août, « persuadé » que « tout ce qui était humainement possible a été fait » et que le gouvernement se doit d'« appliquer la loi ». Le ministre

délégué à la Ville et à l'Intégration a par ailleurs estimé que « l'intégration réussit quand l'immigration s'interrompt. Les problèmes de la ville ne pourront pas pendant des années encore connaître des flux d'immigration supplémentaires (...). On ne peut surcharger la barque de plus en plus ».

Lionel Jospin est intervenu, dimanche 18 août, en faveur du mouvement. Invité du journal de France 2, il a appelé le gouvernement à ouvrir des négociations. Le premier secrétaire du Parti socialiste a formulé une proposition, invitant le gouvernement à négocier avec le collège des médiateurs, ou le médiateur de la République, le cas échéant. Le numéro un du PS a reconnu qu'« on ne régularisera pas tout le monde mais on régularisera un certain nombre de cas ». Lionel Jospin a par ailleurs estimé que le gouvernement faisait preuve d'« entêtement » dans ce dossier : « S'il était sûr de son bon droit, il n'aurait pas laissé cette situation se créer depuis cinq mois (...). La rigidité n'est pas la fermeté : un gouvernement ferme est un gouvernement souple. »

Cécile Prieur

La solidarité ne se dément pas à Saint-Bernard

« DEBRÉ ne veut pas céder, et eux, à l'intérieur de l'église, persistent. Il faut donc bien qu'il y ait confrontation. » Ce lundi 19 août à l'aube, Aida, trente-cinq ans, assise sous l'auvent des volontaires pour un jeûne tournant, raconte son inquiétude. Comme toutes les personnes encore présentes autour de l'église Saint-Bernard, elle redoute l'arrivée des forces de l'ordre. Sur place depuis six jours, elle restera le temps qu'il faudra. « Jusqu'à ce qu'on pète les plombs et qu'on tombe d'épuisement », indiquent ses deux voisins, arrivées elles vers 3 h 30 ce matin, avant de courir le risque que « le quartier soit bloqué ». Deux cents à trois cents personnes sont dehors, bloquant la porte latérale de l'église. D'autres, enroulées dans des couvertures posées à même le trottoir grapiillant encore quelques minutes de sommeil sur le jour qui ne va plus tarder à poindre. Les chuchotés, comme étouffés, s'élèvent dans un léger grondement. La tournée de café ne s'interrompt jamais.

Peu après 5 h 30, un porte-parole demande aux sans-papiers qui sont allés se dégoûter les jambes de rentrer, « pour pas se faire coffrer si les flics arrivent ». « Je vous demande de rester plus longtemps aujourd'hui, parce que ça craint, lance-t-il aux manifestants. Avec Debré, on ne sait jamais. » La tension est montée d'un cran, 6 heures approchent : avant, « ils » n'ont pas le droit ; après, on ne sait jamais. Plus tard, « ils » n'oseront pas affronter le quartier populaire de la Goutte-d'Or. Une inquiétude s'ajoute pourtant au tableau : le lundi, il n'y a pas de marché, la circulation est plus fluide. « Ils » auraient moins de difficultés à intervenir.

Les sans-papiers rentrent la nuit est finie. Dans l'église, les femmes replient déjà duvets et couvertures. Comme plusieurs fois au cours du week-end, l'alerte a été donnée : un véhicule de pompiers a été aperçu dans le quartier. La semaine dernière, ce sont eux qui avaient emmené les grévistes de la faim à l'hôpital, il faut donc se tenir prêt. Aucune trace de surexcitation ou d'inquiétude

supplémentaire ne filtre sur les visages ou dans les attitudes. On sait qu'« ils » doivent venir, on les attend de pied ferme. On formera une chaîne humaine, tous soudés, sans chercher l'affrontement. « On soutient des gens d'une très grande dignité, alors il faut qu'on le soit nous-mêmes », explique Alette, soixante-dix ans. Les enfants ne pipent mot. Les yeux dans le vide, une petite fille tente de glisser son biberon dans un sac. Un autre enfant enlève sa couche, reboutonne sa chemise.

APPEL AU DIALOGUE

Une à une, les « personnalités » sortent de l'église, mais restent derrière les grilles cadenassées du parvis. Léon Schwartzberg ne se plaint pas de sa nuit : « L'avantage quand on vieillit, c'est qu'on s'habitue aux insomnies, sourit-il. C'est la petite Béart qui a beaucoup de mal à dormir... ». Albert Jacquard a les yeux qui brillent. Son sac à la main, il attend le feu vert pour rentrer chez lui quelques heures. Le porte-parole du collège des médiateurs, Stéphane Hessel, estime que, « des chartes pour embarquer tout le monde, je n'y crois pas. Ils attendront que ça pourrisse. »

7 h 15. Ababacar Diop, porte-parole des sans-papiers, empoigne un mégaphone. Il rappelle en préambule des propos tenus par Jacques Chirac dans la France pour tous, et souligne que, « si nous sommes venus là, les États industriels, et notamment la France, y sont pour quelque chose... ». « Si la loi crée des situations dramatiques, il faut avoir le bon sens, comme le dit Descartes, de les changer », s'exclame-t-il. Une dernière fois, il réitère son appel au dialogue à l'adresse de Jacques Chirac, donne rendez-vous pour 20 heures aux manifestants. L'allocution se termine sur un « Français, immigrés, solidarité » scandé en chœur, puis une bonne moitié du public déserte les abords de l'église Saint-Bernard. Sur le trottoir, un homme dort encore.

Aude Dassonville

Les grévistes de la faim abordent « une zone délicate »

L'état de santé des dix grévistes de la faim réfugiés à l'église Saint-Bernard continue à se dégrader. Lundi 19 août au matin, on indiquait, de source médicale bien informée, que la majorité de ces grévistes apparaissaient de plus en plus fatigués, alors qu'ils entamaient leur quarante-sixième jour de jeûne. Tous ont aujourd'hui perdu plus de 15 % de leur poids corporel initial, certains commençant à s'approcher des 20 %.

« Nous avons de bons contacts avec eux, même si on a pu, ces derniers jours, noter quelques phénomènes d'opposition correspondant à l'expression vraisemblable d'un syndrome dépressif, explique le docteur Janin, du SAMU de Paris. Nous continuons à surveiller quotidiennement leur état de santé et, deux fois par semaine, nous leur demandons individuellement s'ils souhaitent continuer. »

Les relations de confiance qui ont pu s'instaurer entre les médecins du SAMU de Paris et les occupants de l'église Saint-Bernard tiennent notamment au refus de ces médecins de participer, pour des raisons déontologiques, à l'évacuation des grévistes vers les établissements de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (Le Monde du 13 août). Elle devrait permettre de prévenir la survenue d'un accident grave, toujours à redouter dès lors que la privation de nourriture solide dépasse les quarante jours. Selon les spécialistes

de l'urgence, la situation n'impose pas, pour l'instant, une prise en charge spécialisée.

Combien de temps une telle situation pourra-t-elle durer sans accidents biologiques aux conséquences médicales irréversibles ? Dans le cas d'une grève de la faim avec maintien des apports hydriques sucrés et des compléments vitaminés, plus que la durée de la privation de nourriture, compte la perte de poids corporel.

REFUS D'INTERVENTION

« Lorsqu'on atteint et dépasse les 20 % de pertes, on entre dans une zone délicate, très difficile à gérer, pour laquelle les équipes d'urgence n'ont, en général, que fort peu d'expérience, explique le docteur Janin. Il faut savoir qu'il n'y a plus, à ce stade, de seuil bien défini, de ligne rouge au-delà de laquelle le drame survient. Chaque jour, les organismes perdent du poids. Chaque jour est une ligne rouge. »

Si rien n'est mis en œuvre, les grévistes refusant - comme c'est le

cas aujourd'hui - toute intervention médicale thérapeutique, l'évolution des symptômes est connue. L'asthénie, progressivement marquée se transforme en apathie avec affaiblissement de l'état général, baisse de la température, chute de la tension artérielle et troubles divers du rythme cardiaque. L'évolution, après une période qui peut durer de dix à vingt jours si le sujet s'hydrate, se fait vers la cachexie et la mort, plus ou moins précédée de troubles hépatiques, cardiovasculaires et neurologiques.

A la question de savoir si l'état actuel des grévistes de Saint-Bernard est compatible avec un retour d'office vers leur pays d'origine, le SAMU de Paris rappelle que certains médecins peuvent être réquisitionnés, comme c'est le cas lors des vols charters mis en place par les autorités gouvernementales pour des rapatriements collectifs.

Jean-Yves Nau

Un enseignant de Dax décède après avoir été agressé par un ancien élève

UN PROFESSEUR d'anglais du lycée Borda de Dax (Landes) est décédé après avoir été violemment agressé par deux hommes, lors des fêtes de la ville, dans la nuit du 15 août. Ancien élève de l'enseignant, l'un des agresseurs rendait le professeur responsable de son expulsion du lycée pendant une semaine lors de l'année scolaire écoulée. Agé de cinquante et un ans, Michel Antoine a été pris à partie en plein centre-ville par cet ancien élève, Emmanuel Guillard, dix-neuf ans, auquel un jeune homme a prêté main-forte. L'enseignant a heurté le bord d'un trottoir après avoir été violemment frappé au visage. Selon sa famille, il a été « battu à mort lors d'une agression commanditée par un élève, avec une violence et un sadisme inouïs, sous les yeux de sa femme ». Conduit dans le coma à l'hôpital de Bayonne, il est décédé dimanche soir à la suite de ses blessures. Ses deux agresseurs ont été écroués. Un mineur, qui les accompagnait et qui a assisté au drame, a été remis en liberté.

DÉPÊCHES

■ ATTENTAT : un second engin explosif a été désamorcé, dans la nuit du 18 au 19 août, à Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques), à proximité du restaurant de la chaîne McDonald's qui avait été entièrement soufflé par une première explosion dans la nuit du 16 au 17 août. Signalé par un passant, l'engin, une bonbonne de gaz de 13 kilogrammes, était du même type et avait été posé à la même date que la bombe désamorcée deux jours plus tôt.

■ SANS-LOGIS : un sans-domicile fixe âgé de quarante-cinq ans a été retrouvé mort, dimanche 18 août au matin, sous le porche d'un immeuble à Batz-sur-Mer (Eure), vraisemblablement des suites de coups reçus au cours d'une bagarre. Un autre SDF, découvert ivre mort aux côtés de la victime, a été interpellé et placé en garde à vue.

■ DISPARITION : le corps d'une femme, disparue de son domicile de Saint-Loup-de-la-Salle (Saône-et-Loire), depuis le 2 août dernier, a été retrouvé, dimanche 18 août, au bord d'un étang près de Beauregard (Saône-et-Loire). Mère de deux enfants, cet agent de service dans un collège était partie seule en voiture. Elle a été retrouvée à moitié éjectée du véhicule, vraisemblablement victime d'un accident.

Jacques Monin

Le médecin de Montpellier mis en examen confesse d'autres viols

MONTPELLIER

de notre correspondant
Bel homme, la quarantaine, cheveux poivre et sel, Xavier Rouve ne présentait en rien le profil d'un violeur ou d'un meurtrier. Lorsqu'ils l'ont arrêté, le 14 août, les policiers du SRP de Montpellier (Hérault) ont d'abord douté. Mais après quarante heures de garde à vue, le docteur Rouve a avoué le viol et le meurtre d'une jeune femme. Il a été mis en examen, vendredi soir 16 août, pour « viol et meurtre ».

Médecin à Grabels, dans la banlieue de Montpellier, après avoir effectué de brillantes études, selon ses proches, il préparait un ouvrage sur les méfaits des accidents domestiques. Son premier mariage avec un médecin légiste avait été un échec. Mais il s'était remis en ménage avec une jeune femme de la région, avec qui il avait eu un enfant.

Le 5 août, le docteur Rouve entre avec sa compagne dans un magasin de chaussures de Montpellier. Il repère dans un coin une vendeuse en pleurs. Carole Nicard des Rieux, vingt-trois ans, vient tout juste d'apprendre son licenciement. Encore sous le choc, elle craque et s'en remet spontanément à cet inconnu qui semble faire preuve de compassion devant son sort. Il lui dit connaître un employeur qui a justement besoin de remplacer une salariée en congé de maternité. Il l'appelle pour lui proposer un rendez-vous, deux jours plus tard, dans le quartier du Val-d'Aurelle, à Montpellier.

Passant outre les réticences de son entourage, Carole décide de s'y rendre. Le matin du 7 août, elle laisse sa fillelette chez sa nourrice et rencontre Xavier Rouve. Devant les policiers, ce dernier expliquera comment, profitant de l'absence

de sa concubine, il a violé et étranglé Carole parce qu'elle refusait ses avances. Auparavant, il avait endormi sa victime en accrochant sur la porte un mot du présumé employeur, en réalité écrit de sa main : « Je suis allé chercher des croissants, attends-moi ».

DOSSIERS NON ÉLUCIDÉS

Xavier Rouve racontera ensuite comment il a jeté le corps sous un pont autoroutier en construction près de Montpellier. Le lendemain, il est allé acheter du mortier, une pelle et une truelle - avant de réaliser qu'il n'avait pas d'eau et d'aller en chercher dans une station-service - pour ensevelir sa victime dans un sarcophage de béton. Un témoin avait repéré la voiture de Carole le jour du drame, non loin du domicile du meurtrier présumé. Selon ce témoignage, la jeune femme avait été abordée par quelqu'un qui s'était inquiété d'un

problème d'« allergie aux yeux ». Un vocabulaire qui jette la suspicion sur le médecin, habitant le quartier. C'est sa compagne, incrédule, qui le confondra en reconnaissant s'être rendue avec lui dans le magasin de chaussures où il avait fait la connaissance de sa victime.

Niant tout d'abord les faits, le docteur Rouve passera aux aveux. Puis il confessa d'autres viols. Sans jamais exprimer le moindre sentiment, il avoua son appétit sexuel insatiable et laissera poindre une fascination pour les femmes enceintes. Les enquêteurs ont ressorti d'anciens portraits-robots de violeurs ayant sévi dans la région. Ils vont maintenant vérifier les déclarations du médecin et reprendre un à un les dossiers de viols non élucidés sur l'ensemble du territoire.

Jacques Monin

DISPARITIONS
Masao Maruyama

L'un des plus...

MASAO MARUYAMA
né le 15 août 1951 à
Tôkyô (Japon)
membre du mouvement
d'extrême droite
du Front national
de France
il a été arrêté le 14 août
à Montpellier
après avoir été vu
dans le quartier du
Val-d'Aurelle
avec une jeune femme
qui a été retrouvée
morte le 7 août
dans un sarcophage
de béton
il est accusé de
viols et de meurtre

JOURNAL OFFICIEL

Au 19 août
Il a été arrêté le 14 août
à Montpellier
après avoir été vu
dans le quartier du
Val-d'Aurelle
avec une jeune femme
qui a été retrouvée
morte le 7 août
dans un sarcophage
de béton
il est accusé de
viols et de meurtre
Election : le 19 août
manche 20 août
sénateur en exercice
chance de 100 %
du parlementaire
Conseil constitutionnel
15 juillet
Enseignement : 20
années relatives
service national
agricole et à la
membres du
mond. président
nationale des
Au 19 août
Il a été arrêté le 14 août
à Montpellier
après avoir été vu
dans le quartier du
Val-d'Aurelle
avec une jeune femme
qui a été retrouvée
morte le 7 août
dans un sarcophage
de béton
il est accusé de
viols et de meurtre

M. Joseph...
chance de 100 %
du parlementaire
Conseil constitutionnel
15 juillet
Enseignement : 20
années relatives
service national
agricole et à la
membres du
mond. président
nationale des
Au 19 août
Il a été arrêté le 14 août
à Montpellier
après avoir été vu
dans le quartier du
Val-d'Aurelle
avec une jeune femme
qui a été retrouvée
morte le 7 août
dans un sarcophage
de béton
il est accusé de
viols et de meurtre

M. Joseph...
chance de 100 %
du parlementaire
Conseil constitutionnel
15 juillet
Enseignement : 20
années relatives
service national
agricole et à la
membres du
mond. président
nationale des
Au 19 août
Il a été arrêté le 14 août
à Montpellier
après avoir été vu
dans le quartier du
Val-d'Aurelle
avec une jeune femme
qui a été retrouvée
morte le 7 août
dans un sarcophage
de béton
il est accusé de
viols et de meurtre

M. Joseph...
chance de 100 %
du parlementaire
Conseil constitutionnel
15 juillet
Enseignement : 20
années relatives
service national
agricole et à la
membres du
mond. président
nationale des
Au 19 août
Il a été arrêté le 14 août
à Montpellier
après avoir été vu
dans le quartier du
Val-d'Aurelle
avec une jeune femme
qui a été retrouvée
morte le 7 août
dans un sarcophage
de béton
il est accusé de
viols et de meurtre

CARDET DU MO

مكتبة من الأصل

DISPARITIONS

Masao Maruyama

L'un des plus éminents intellectuels japonais

MASAO MARIYAMA est mort, jeudi 15 août, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Il avait donné à la science politique, qu'il enseigna, la dimension d'une quête humaniste du sens de l'action de l'homme. Par son rayonnement et une contribution majeure à l'élaboration du cadre conceptuel d'appréhension de la modernité japonaise comme du fonctionnement de sa démocratie, la pensée de Masao Maruyama (« Le Monde des livres » du 10 mars 1995) exerça dans les années 50-60 une influence comparable à celle de Jean-Paul Sartre à la même époque. Membre de l'Académie japonaise, le plus prestigieux aréopage intellectuel, Maruyama avait enseigné dans les universités américaines de Harvard et de Princeton. Au lendemain de la défaite, Masao Maruyama bouscula le monde intellectuel : la pensée de cet historien des idées, nourrie de l'idéalisme allemand comme de la sociologie du savoir d'un Karl Mannheim, joignait à la lucidité la dimension innovatrice d'une révolution conceptuelle. Il fut le principal théoricien de ce que les marxistes nomment le modernisme (*kindaishugi*) : un progressisme où l'analyse historique et l'empirisme

se conjuguent à un fort souci éthique. Sa réflexion sur l'ultranationalisme qu'il engendra, son exploration des sous-bassements de la pensée nationale conjuguée à l'effort de situer la formation de la conscience moderne dans une histoire afin de dégager des voies pour le présent donnèrent à sa pensée une profondeur de champ inégalée. Et il devint l'un des phares de la démocratie de l'après-guerre. « En matière de pensée, nous n'avions eu jusqu'alors que des sonates : Maruyama nous donnait des symphonies », dira le philosophe Osamu Kuno, soulignant l'ampleur de l'entreprise réflexive de celui-ci. Un nouveau courant (*Maruyama gakuha* : l'école de Maruyama) devint le creuset où allait se former toute une génération d'intellectuels engagés. Car comme Hannah Arendt, Maruyama s'efforça de « penser l'événement ». Par son appel *Le Moment de choisir*, il influença profondément le grand mouvement de lutte contre le traité de sécurité nippo-américain (1960) : « Masao Maruyama avait su nous donner un langage commun », estime le Prix Nobel de littérature Kenzaburo Oe. Diplômé de la fa-

culté de droit de l'université impériale, nourri de pensée libérale par son père, Masao Maruyama traversa la « vallée noire » du totalitarisme en étudiant un penseur indo-confucéen contestataire du XVIII^e siècle, Sora Ogyu, sorte de Machiavel nippon. Il en sortit une œuvre magistrale publiée en 1952 : *Essai sur l'histoire de la pensée politique au Japon*, dont le premier tome vient de paraître aux Presses universitaires de France (« Le Monde des livres » du 24 mars) dans laquelle l'auteur s'attaque au grand dilemme idéologique du Japon moderne : sa modernité est-elle liée à l'occidentalisation ou (aussi) le fruit de facteurs endogènes ? Une réflexion qu'il poursuivit avec *La Philosophie de Yuki-chi Fukuzawa* (1964).

RETRAITE ANTICIPÉE. Au lendemain de la défaite, il avait publié une série d'essais, dont certains sont parus en anglais sous le titre *Thought and Behavior in Modern Japanese Politics* (1956, Oxford University Press), parmi lesquels le célèbre article « Logique de l'ultranationalisme » (*Le Monde*, septembre 1962), réflexion incisive sur la période que venait de traverser le Japon. L'une de ses

contributions majeures à une analyse de la pensée nationale est un petit livre publié en 1961 : *La Pensée japonaise*. Son dernier ouvrage est un recueil d'essais, *Loyauté et révolte*, publié en 1992. Ses œuvres complètes en seize volumes sont en cours de parution. Choqué par la violence des étudiants contestataires de la fin des années 60, qui n'avaient pas ménagé la grande figure du monde académique qu'était Masao Maruyama, celui-ci avait pris une retraite anticipée de l'université et se murait dans le silence, poursuivant sa réflexion sur l'histoire. Il n'en avait pas moins conservé l'une des qualités, rares parfois, des grands esprits : la générosité intellectuelle. Il n'accordait plus d'interviews mais ne refusait jamais de recevoir un visiteur et de passer de longues heures à renouveler les fils de l'histoire pour penser le présent. Désorienté, on pouvait toujours se tourner vers Masao Maruyama. Toute une génération d'intellectuels japonais et certains étrangers auxquels il n'avait pas ménagé sa générosité ne peuvent aujourd'hui que se sentir orphelins.

Philippe Pons

Père Max Thurian

Le théologien de Taizé

MAX THURIAN, le plus ancien compagnon de Père Roger, fondateur et prieur de la communauté de Taizé (Saône-et-Loire), est décédé, jeudi 15 août, à Genève, à la veille de son soixante-quinzième anniversaire. Ses obsèques ont été célébrées, dimanche 18, dans sa communauté. Né à Genève le 16 août 1921, ce jeune théologien calviniste avait rejoint dès 1942 Roger Schutz. Ce dernier s'était installé en 1940 sur la colline bourguignonne pour y créer une communauté œcuménique, qui compte désormais quatre-vingt-cinq moines, catholiques ou protestants, et accueille, cet été encore, des milliers de jeunes en quête d'un monde réconcilié. Le pasteur Max Thurian, qui avait fait ses vœux définitifs à Taizé en 1949, a participé avec Roger Schutz, comme observateur protestant, au concile Vatican II (1962-1965), qu'il a vécu comme un éblouissement. La réforme liturgique et le vote du schéma qui légitimait enfin pour les catholiques l'existence de deux sources de Révélation (la Tradition de l'Eglise, mais aussi la Bible) lui apparurent comme des étapes décisives sur la voie de l'unité chrétienne.

Il se met alors à écrire des ouvrages sur l'eucharistie, la confession, Marie, la Révélation, le célibat, qui marqueront son œuvre de théologien. Celle-ci ne va cesser de s'approfondir, à partir des années 70 à Genève, au sein du Conseil œcuménique des Eglises, où Max Thurian collabore à la rédaction des grands documents de Foi et constitution, notamment le fameux BEM (Baptême-Eucharistie-Ministres), qui explore les voies d'une réconciliation sacramentelle entre les Eglises chrétiennes.

ESPERANCE D'UNE RÉCONCILIATION. Tout en continuant à vivre pleinement la spiritualité de Taizé, il s'élève ensuite de plus en plus vers Naples, où il se lie avec l'ancien archevêque, le cardinal Corrado Ursi, et vers Rome, où il fréquente les grands théologiens catholiques, y compris le pape. En mai 1987, à Naples, il est même ordonné prêtre de l'Eglise catholique, une décision qui ne sera rendue publique qu'un an après (ce qui provoquera quelques griefs dans la famille réformée dont il est issu). Le 30 septembre 1992, il sera nommé membre de la Commission théologique internationale, qui regroupe les plus grands théologiens catholiques pour assister la congrégation pour la doctrine de la foi du cardinal Ratzinger.

Dans ses nombreux livres et ses articles - y compris dans *Le Monde* -, il s'impliquait devant les lenteurs du rapprochement œcuménique. Le refus de Rome de l'« intercommunion » (possibilité pour un protestant de communier dans une église catholique) était pour lui un « scandale ». Il s'étonnait des excès de centralisation romaine. Mais ce grand spirituel, familier de l'Écriture et théologien passionné, était tout entier habité par l'espérance d'une réconciliation et d'une purification du christianisme, qui lui apparaissait possible même dans le contexte d'une sécularisation croissante de la société. Jean Paul II, qui a visité Taizé en 1986, a rendu hommage dimanche à ce « bon serviteur de l'Évangile, dont la fidélité se traduit par un engagement théologique de très grande qualité ».

V. Mo.

Henri Tincq

Camilla Horn

Une star allemande du cinéma muet

CAMILLA HORN, héroïne de Murnau et de Lubitsch, est morte, mercredi 14 août, dans une maison de retraite à Glöching, en Bavière. Elle était âgée de quatre-vingt-trois ans. Née le 25 août 1906 à Francfort, Camilla Horn connut une gloire presque instantanée en 1925 dans le *Faust* du maître de l'expressionnisme allemand Friedrich Wilhelm Murnau, où elle tenait le rôle de Marguerite. Après avoir tourné des versions allemandes de films américains parlants, elle retourna en Allemagne, où elle devint l'une des comédiennes les plus populaires de son époque, campant des femmes fatales et des héroïnes de mélodrames assez proches de sa vie privée très agitée. Peu à peu, les Nazis, qui contrôlaient avec soin les productions de l'UFA, l'écartèrent des écrans. Elle alla tourner en Italie entre 1941 et 1943 avant de se retirer dans une propriété de l'est de l'Allemagne. A la fin de la guerre, elle se réfugia,

avec la compagnie hollywoodienne United Artists, pour qui elle joua des rôles de vamp blonde dans sept films. En 1928, elle tourna *Tempest* de Sam Taylor, aux côtés de John Barrymore, puis *Eternal Love* (*L'Abbaye*), d'Emst Lubitsch. Après avoir tourné des versions allemandes de films américains parlants, elle retourna en Allemagne, où elle devint l'une des comédiennes les plus populaires de son époque, campant des femmes fatales et des héroïnes de mélodrames assez proches de sa vie privée très agitée. Peu à peu, les Nazis, qui contrôlaient avec soin les productions de l'UFA, l'écartèrent des écrans. Elle alla tourner en Italie entre 1941 et 1943 avant de se retirer dans une propriété de l'est de l'Allemagne. A la fin de la guerre, elle se réfugia,

ruinée, dans la zone américaine et travailla comme interprète pour l'armée américaine.

RETOUR AU THÉÂTRE. En 1948, elle redevint comédienne au théâtre. Elle tourna ensuite dans des films de peu de succès. Elle joua au théâtre jusqu'à dans les années 70 avant de se retirer dans un petit appartement sur les bords du lac Ammersee en Bavière. En 1987, on la retrouve cependant dans *Schloss Königswald*, de Peter Schamoni. Un livre de Mémoires, *Verliebt in die Liebe* (Amoureuse de l'amour), paru en 1985, racontait très franchement les nombreuses amours de cette femme à la beauté remarquable, mariée et divorcée quatre fois.

V. Mo.

Henri Tincq

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du dimanche 11 août est publié :
● UN DÉCRET rattachant la commune de Han-Devant-Pierrepont (Meuse) au département de Meurthe-et-Moselle (*Le Monde* du 15 août).
Au Journal officiel du lundi 12-mardi 13 août sont publiés :
● Election : un décret fixant au dimanche 29 septembre l'élection d'un sénateur en Charente après la déchéance de Pierre Lacombe de son mandat parlementaire, constatée par le Conseil constitutionnel (*Le Monde* du 15 juillet).
● Enseignement agricole : deux arrêtés relatifs à la création d'un Observatoire national de l'enseignement agricole et à la nomination de ses membres. Le président est René Rémond, président de la Fondation nationale des sciences politiques.
Au Journal officiel du mercredi 14 août sont publiés :
● Publications administratives : une circulaire du premier ministre demandant au gouvernement de diminuer les dépenses des ministères

consacrées aux publications administratives.
● Environnement : un décret renforçant les possibilités d'intervention des associations agréées de protection de l'environnement.
● Santé : un décret relatif à la conférence nationale de santé, qui doit se réunir du 2 au 4 septembre.
Au Journal officiel du jeudi 15 août est publié :
● Temps de travail : un décret mettant en application la loi sur l'aménagement et la réduction du temps de travail, dite loi « de Robien » (*Le Monde* du 9 juillet et du 17 août).
NOMINATION.
MATHON.
Le général de brigade Louis Le Mière a été nommé chef du cabinet militaire du premier ministre, par un arrêté paru au Journal officiel du 15 août. Il remplace le général de corps d'armée Jean-Pierre Kelche nommé major général de l'état-major des armées (*Le Monde* du 3 août).

Décès
- M^{me} Fernande BALDI, son épouse, ses enfants, ses petits-enfants, et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de
M. Joseph, François BALDI, chevalier de l'ordre national du Mérite, maire adjoint de la ville d'Antony de 1955 à 1983, survenu à Pithiviers (Loiret), le 12 août 1996, dans sa quatre-vingt-septième année.
Ses obsèques ont eu lieu le vendredi 16 août en l'église Saint-Samuel d'Antony, suivies de l'inhumation au cimetière d'Antony.
46, avenue du Bois-de-Verrières, 92160 Antony.
- M^{me} Henri Souleau, et ses enfants, M. Philippe Defrenois, M. et M^{me} Jean-Marie Defrenois et leurs enfants, M^{me} Claire Defrenois, ont la tristesse de faire part du décès de
M^{me} Jacques DEFRENOIS, née Brigitte PARENT, survenue à Paris le 12 août 1996.
Ses obsèques auront lieu le mercredi 21 août à 15 heures, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, 75016 Paris.
12, bd Emile-Augier, 75116 Paris.
- M^{me} Khejasteh Entekhabi, née Mossadeghi, son épouse, Shoroh, Sharokh et Leyli, ses enfants, Les familles Nasseri, Rishi et Basir Pour, ont la tristesse de faire part du décès de
M. Ebrahim ENTEKHAHI, survenu le 12 août 1996, à Nice, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.
Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.
Ces avis tiennent lieu de faire-part.

François-Xavier FALALA nous a quittés le 9 août 1996.
Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Saint-Mam-des-Fossés.
Denise Falala-Tailleur et ses enfants, 88, av. Jean-Jaurès, 94100 Saint-Mam-des-Fossés.
- Isabelle Haouy, Michel Charpy, Harold, Sarah et Elliot, Philippe Haouy, Marie-Pascale Lejay et Olivier, Béatrice et Jean-François Hayet, et Trinothée, ont la profonde douleur de faire part du décès de
M. Marcel HAOUY, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ingénieur général honoraire à la SNCF.
leur cher père, beau-père, grand-père, parent et ami, enlevé à leur affection le 15 août 1996, dans sa soixante-seizième année.
La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 22 août, à 10 h 30, en l'église catholique Saint-Pierre-le-Jeune, à Strasbourg, où l'on se réunira.
Ni fleurs ni couronnes.
La famille remercie toutes les personnes qui s'associent à son deuil, et plus particulièrement les médecins et le personnel soignant pour leur dévouement et leur présence.
Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.
8, place du Marché-Neuf, 67000 Strasbourg.
CARNET DU MONDE
Télécopieur : 42-17-21-36

Paris, Jérusalem, Bagdad.
Le 14 août 1996.
Sylvain KAUFMANN nous a quittés, dans sa quatre-vingt-troisième année.
De la part de :
Francine Kaufmann, Alain et Joëlle Kaufmann, et leur famille, Henri Assoline et Laurence Assoline-Kaufmann, ses enfants.
M^{me} Joseph Teichholz, M. et M^{me} Rodolphe Surh, M. et M^{me} Simon Besserman, ses sœurs et beaux-frères, M^{me} Charles Kaufmann, M^{me} Henri Kaufmann, ses belles-sœurs, M^{me} Sophie Rosenberg.
L'enterrement a eu lieu le dimanche 18 août, à Jérusalem.
- Eva-Maria et Niklas Svennung, ses enfants, Chantal Cronel, Carl-Henrik Martling et Gun Svennung, Bengt Svennung, Björn Svennung, Nils-Gunnar Svennung, Sa famille, Et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de
Ivar SVENNUNG, survenu à Paris le 14 août 1996.
Une cérémonie se tiendra le mercredi 21 août à 14 h 30 en l'église Sublime de Paris, 9, rue Médicis, Paris-17^e.
L'inhumation et une célébration auront lieu au cimetière de Hovenluse, Suède, en octobre, à une date qui reste à fixer.

Remerciements
- Très touchés par les marques de sympathie qui leur ont été témoignées à l'occasion du décès de
Thomas SANTEL-LEBORNE, Annick Leborne, Gilbert Samel et leurs enfants, Jérôme et Mathieu, ses parents, Lila Peziers, son amie, remercieront de tout cœur toutes celles et tous ceux qui se sont associés à leur peine et les ont aidés dans ces douloureux moments.

Conférences
DROITS DE L'HOMME Cours par correspondance, en langue française, proposés par le Centre d'études et de débats internationaux. Renseignements et inscriptions (uniquement par correspondance) au : CEDH, 6, route de Trèves, Building B, L-2633 Senningerberg, Luxembourg.
Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

CARNET DU MONDE
21 bis, rue Claude-Bernard 75013 Paris Cedex 05
Renseignements : 42-17-21-36 ou 29-96 ou 38-42
Télécopieur : 42-17-21-36
Tarif de la ligne H.T.
Toutes rubriques : 105 F
Abonnés et actionnaires : 85 F
Titres étudiants : 85 F
Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en italique sont obligatoires et gratuites. Minimum 10 lignes.

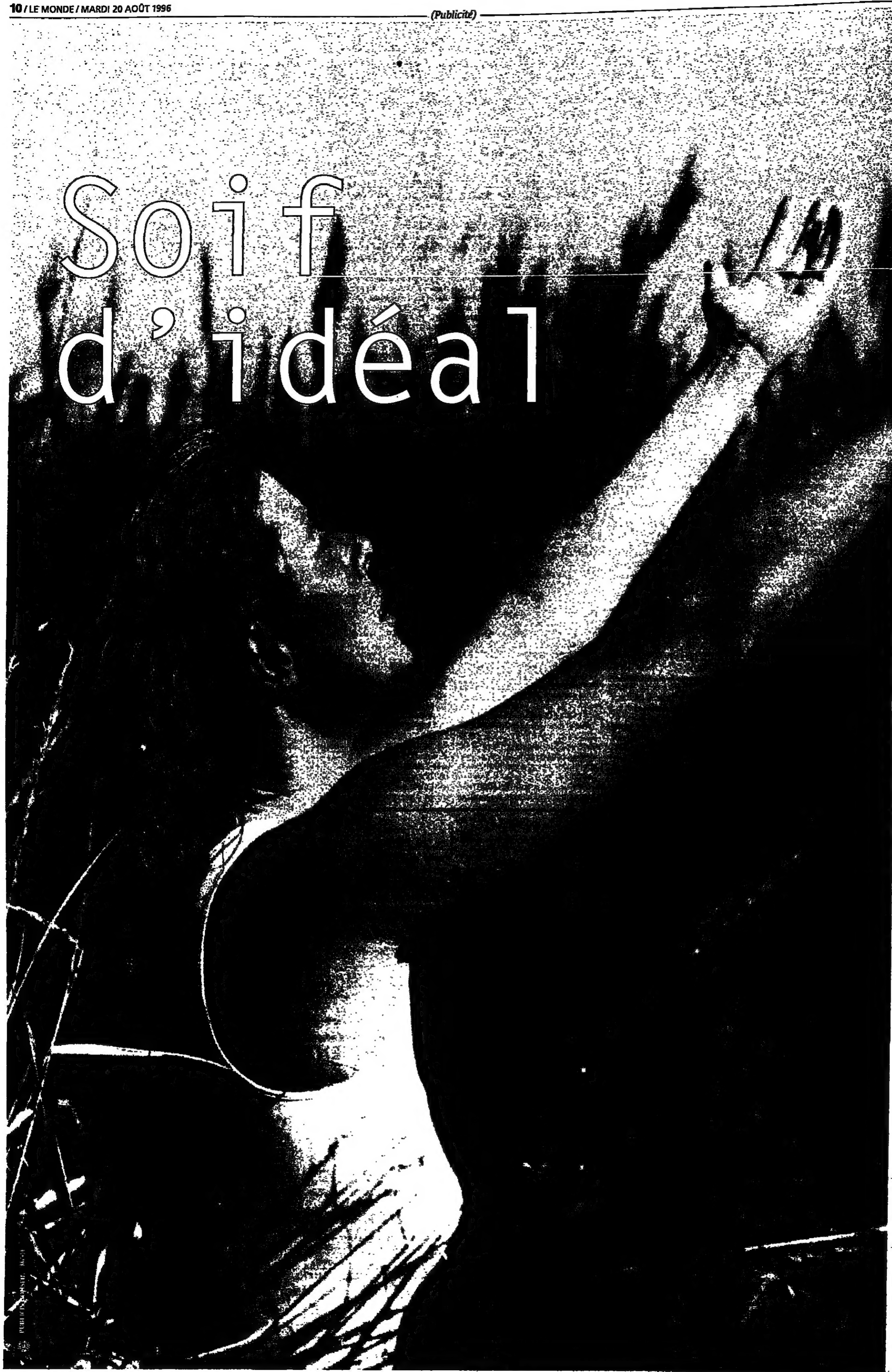
ABONNEMENT VACANCES

Vous êtes abonné (e)
Faites suivre ou suspendre votre abonnement pendant vos vacances :
● Retournez ce bulletin au moins 12 jours à l'avance sans oublier de nous indiquer votre numéro d'abonné (en haut à gauche de la « une » de votre journal).
● Si vous êtes abonné par prélèvement automatique, votre compte sera prélevé au prorata des numéros servis dans le mois.
Retournez Le Monde sur le lieu de vos vacances. Retournez-nous au moins 12 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement.*

DURÉE	FRANCE
2 semaines (13 n°)	91 F
3 semaines (19 n°)	128 F
1 mois (26 n°)	181 F
2 mois (52 n°)	360 F
3 mois (78 n°)	536 F
12 mois (312 n°)	1890 F

Date et signature obligatoires

Commune de résidence habituelle : (IMPÉRATIF)
☐ Suspension vacances (votre abonnement sera prolongé d'autant)* du : au :
☐ Transfert sur le lieu de vacances (France métropolitaine uniquement)* du : au :
Votre adresse de vacances :
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Vous n'êtes pas abonné (e)
Votre adresse de vacances :
du : au :
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Code postal :
Votre adresse habituelle :
Adresse :
Code postal : Ville :
Code postal :
Votre règlement : ☐ Chèque joint ☐ Carte bancaire n°
* Pour l'étranger, nous consulter.
LE MONDE - Service abonnements - 24, av. du Général-Lacour - 93946 Chantilly Cedex



Soif d'idéal

d'e

Envie d'
Envie qu
Envie de
mais surt
Envie d'é
économe,
Si je peu
Et surtou
Il paraît
on peut +

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَمَلِ

Faim d'essentiel

Envie d'être moi.

Envie qu'on pense à mes fins de mois.

Envie de m'y retrouver,
mais surtout de me retrouver, moi.

Envie d'être exigeant, sourcilleux,
économe, dépensier.

Si je peux. Quand je veux.

Et surtout, envie d'être heureux.

Il paraît qu'il y a des endroits où
on peut faire tout ça. Et rester soi.

 **Géant. J'ai envie**

HORIZONS

RÉCIT

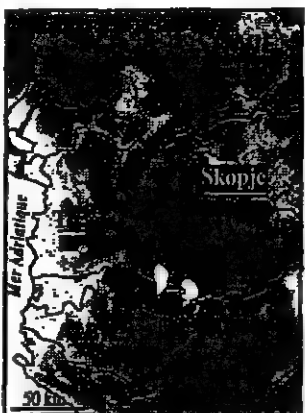
Le piéton des Balkans

C'ÉTAIT en 1991. Je venais, avec mon amie photographe Analk Frantz, d'accomplir une longue traversée, en suivant la ligne du RER, de la plaine de France à la vallée de Chevreuse, 60 kilomètres, deux ou trois millions d'habitants, deux millénaires d'histoire pour comprendre un peu notre monde. Nous en avions fait un livre, *Les Passagers du RER-Express*.

L'idée s'est formée en moi d'une autre traversée, qui ne ferait pas 60 kilomètres celle-là, mais plutôt 3 000 : un périple dans les pays émergents à peine du « socialisme réellement existant », pour voir, comprendre les changements. Je me disais que ce serait l'occasion de retrouver certains de ceux qui s'étaient exprimés dans *L'Alternative*, revue « pour les droits et libertés dans l'Europe de l'Est », que nous avions, quelques camarades et moi, animée (avec succès et difficulté) pendant six ans.

Peut-être ce projet s'est-il vraiment dessiné un jour de cet été-là, sur le sommet d'une montagne polonaise proche de la frontière slovaque. Je séjournais dans ce que je ressentais comme le cœur géographique de l'Europe (je ne savais pas, alors, que partout où je passerais, on me dirait : « Nous sommes ici au vrai cœur de l'Europe »). Là, le royaume de Hongrie a façonné le paysage humain, la population ukrainienne expulsée a laissé ses églises orthodoxes aux catholiques, les noms du cimetière sont pour beaucoup germaniques, la rue Karl-Marx est (re)devenue Piłsudski, les mères de famille polonaises ne menacent plus leurs enfants du juf mais du Trzigan, le photographe ambulant réclame aux touristes polonais venus de Montréal un dollar par photo, le cinéma affiche Pedro Almodovar en précisant qu'il s'agit d'un film pornographique interdit par la commission épiscopale, des Lituaniens vendent de l'ambre au marché et, à 1 000 mètres d'altitude, le ciel au-dessus des montagnes reste toujours plombé par les fumées des mines de la Siésie noire. Sur un col, des écriteaux cloués à un poteau de bois indiquaient des directions idéales au promeneur : Erfurt, Bratislava, Budapest, Lübeck, Kiev, Vinius, Bucarest, Sofia. J'ai eu vraiment envie de suivre une de ces flèches. Et puis, naturellement, je n'en ai rien fait. Comme pour bien d'autres projets auparavant, en d'autres endroits du globe (cette pancarte ironique au fond du Labrador, indiquant la direction du pôle Nord...).

Le plan, tel que je l'établissais pour le soumettre à l'éditeur, était ambitieux : tout bonnement traverser l'Europe centrale et orientale de part en part, du nord au sud. De Tirana à Gdansk, peut-être même à Leningrad (c'était encore le nom de Saint-Petersbourg). Sans oublier Berlin. Personne ne me fit remarquer sa démesure. Je fus chaleureusement



Un périple au cœur de l'Europe par François Maspéro
Photo : Klavdij Sluban

Demain : La ville de pierre

ment à une suite de mots sur un cahier ce trop-plein de vie différente qui défie et vous plonge entre enthousiasme et angoisse, est un exercice déprimant qui va parfois jusqu'à une souffrance physique.

Pour pouvoir dire quelque chose, donc, puisque je m'y étais engagé, il fallait repartir. Là-bas, ce n'était déjà plus tout à fait ailleurs. Je savais maintenant que j'y retrouverais des visages aimés et que j'en rencontrerais d'autres.

En revanche, il m'apparaissait désormais exorbitant de prétendre continuer le périple tel que j'avais prévu mon projet. J'aurais été comme ces touristes américains auxquels les agences de voyage garantissent cinq capitales européennes en dix jours et douze nuits. Il fallait retourner : peut-être qu'un jour je pourrais prendre des notes, j'aurais quelque chose à dire qui émergerait de ce chaos d'impressions ? Ou serais-je toujours ainsi, en transit ?

Mais surtout, si je suis revenu plusieurs années durant dans ces Balkans du Sud, c'est parce que, entre le moment où j'ai tracé les lignes initiales de mon projet et cet automne 1992 où j'ai débarqué pour la première fois à Sofia, il s'était produit en Europe un bouleversement radical et définitif.

« Plus jamais ça ! », disions-nous, chantions-nous, dans les années 50, enfants de toute l'Europe dans nos auberges de jeunesse.

Nous nous étions trompés.

Nous avions certes vu la guerre embraser certains points du globe : guerres de libération de peuples colonisés, guerres dues à l'affrontement des deux blocs issus de la deuxième guerre mondiale. L'Europe pouvait en être parfois responsable ou complice, on continuait d'espérer avec la foi du charbonnier qu'il s'agissait de conflits locaux exacerbés par la guerre froide, qui pouvaient menacer la paix

monde de la Bosnie, panacée pour les têtes pensantes et décadentes du continent, était-il irréprochable du point de vue de la logique géopolitique. Mais alors, la Bosnie n'était pas sur la Lune, il fallait, il faut s'attendre à le voir un jour, ce plan, au nom de la même logique, préconiser pour une juste répartition ethnique des populations d'Autobervilliers et de La Courneuve.

La Bosnie n'est pas le seul endroit des Balkans où se côtoyaient, ou se côtoient toujours, des populations d'origine et parfois de langues différentes : Bulgares et Turcs, Macédoniens et Albanais ou Turcs, Serbes et Albanais, Albanais et Grecs, Roumains et Hongrois ou Trziganes, chaque peuple étant, selon le pays, la « minorité » de l'autre... Comment pourrais-je, après avoir tissé des liens si chaleureux dans chaque pays parcouru, m'empêcher d'imaginer le cauchemar déferlant sur les êtres aimés : l'ami torturé à mort, l'amie violée par les soldats d'une milice ou d'une autre, ou simplement par les bons voisins d'hier...

Où alors avaient-ils, sur ce versant-ci des Balkans que je parcourais, contrairement à ceux du Nord, un secret de la vie en bonne entente, et étaient-ils suffisamment forts pour exorciser la haine et mort qui ravageaient les autres ?

Je marchais dans le quartier turc de Veliko-Tirnovo la Bulgarie, je parlais à des Serbes de Kumanovo ou à des Albanais de Tetovo les Macédoniennes, tout était apparemment pacifique, mais l'interrogation était là, lancinante : est-il possible que « ça » arrive aussi ici ?

Et dans ce cas, croyez-moi : « ça » arrivera bien aussi un jour chez nous.

Où, il fallait retourner.

J'ai fait ainsi, entre 1992 et 1994, cinq voyages balkaniques qui m'ont conduit de Sofia à Ohrid, de Salonique au Danube, de Missolonghi à Tirana, etc. A cela s'ajoute un assez long détour par l'enfer bosniaque. Tantôt par les grands itinéraires de tous les temps - telle la Voie Égna-thia qui mène, depuis l'époque romaine, de l'Adriatique à la mer Noire, de Dyrrachium-Durrës à Byzance-Istanbul, et dont des fragments sont aujourd'hui des autoroutes -, tantôt par des chemins de traverse.

A part la bicyclette, la mongolfière et l'âne, il n'est pas de moyens que je n'aie empruntés. Et encore, pour l'âne, ce fut tout juste, car je fus suivi un jour sur un sentier de montagne par deux de ces intéressants quadrupèdes avec une telle opiniâtreté et sur une telle distance, qu'il s'en fallut de peu pour que je ne m'approprie le bien d'autrui.

En 1995, enfin, j'ai voulu tenter de mettre bout à bout ces fragments de voyages éparpillés dans le temps et l'espace, en suivant un trajet qui serait une traversée de toute la région déjà parcourue par petits bouts : de la côte adriatique à celle de la mer Noire, de Durrës en Albanie à l'embouchure du Danube en Roumanie. Et en prenant enfin consciencieusement, au fil des jours, les notes que j'avais toujours ajournées.

Ce dernier voyage, nous l'avons fait à deux. J'avais rencontré Klavdij Sluban deux ans plus tôt à Skopje. Il arrivait de Belgrade, il avait parcouru le Kosovo et séjourné à Pristina. Il m'avait décrit cette ville éternelle, la population privée de travail, de perspectives, les gens attendant dans la rue - attendant quoi ? On débarque du train, dit-il, et, perdu, plongé dans cette foule mais séparé d'elle par l'écran invisible qui colle à tout voyageur, il faut des heures, des jours avant même de comprendre où l'on est, avant simplement d'arriver à voir. Il faut marcher, écouter, s'imprégner.

Et c'est seulement après un long temps de patience et d'inquiétude que l'écran se dissipe et qu'il est question, peut-être, de se servir de l'appareil photographique. Car Klavdij est photographe.

Il parlait aussi des nouvelles frontières, de ces attentes qui n'ont pas de fin, de gens perdus dans un pays pulvérisé, ces gens ayant vécu si longtemps ensemble et prétendant soudain ne plus se comprendre.

Ce jour-là, après s'être adressé au garçon qui nous servait nos cafés, il m'avait dit : « Vous voyez : je lui ai parlé en serbo-croate, et il a fait semblant de ne pas me comprendre. Il y a un an encore, c'était impensable, ici. » Plus tard, quand j'ai vu ses photos, j'y ai retrouvé ce que

j'avais senti en lui, ce regard patient, ce refus de l'immédiat, du choc de l'événement, cette immersion dans une réalité où se mêlent la paix du jour et la menace du lendemain. Il y a, entre les frontières qui quadrillent les Balkans, quelque chose qui parle de paix rêvée et de mort latente. C'est cela, entre autres, qui filtre des photos de Klavdij Sluban.

Elles parlent de mort mais elles la conjurent en même temps, parce qu'elles parlent aussi de vie, d'êtres humains, de terre - et de ce qui attache ces êtres humains à cette terre : ce qu'ils y ont construit, à l'image des personnages d'Ivo Andrić.

L'unité perdue des Balkans est peut-être comme celle de l'espèce humaine : une vue de l'esprit. Mais peut-on, tant-il encore vivre, si l'on renonce définitivement à la rêver ?

Je me suis dit que j'aimerais bien savoir prendre des photos comme celles de Klavdij. Ou, à défaut, faire avec elles un bout de chemin, un bout d'écriture. Quelques mois plus tard, en nous revoyant à Paris, nous avons constaté que, chacun de notre côté, nous avions pensé à la même chose.

C'est ainsi que, par un jour de pluie de mai 1995, nous avons débarqué du ferry de Bari, dans le port de Durrës, sur la terre albanaise.

François Maspéro
Photo : Klavdij Sluban



encouragé. Il ne me restait qu'à partir, muni de quelques adresses données par des gens qui ne discutèrent pas davantage mon itinéraire, ça n'était pas leur problème, mais qui tous me posèrent les questions que je savais désormais rituelles pour les avoir affrontées en Chine comme dans le Hurepoix : « Qu'est-ce que vous cherchez, exactement ? Vous avez bien une idée derrière la tête ? » L'expérience m'a enseigné qu'à ces questions-là, je n'ai pas de réponse. D'ailleurs, si j'en trouvais une, je crois que je cesserais de voyager.

De mon premier voyage, qui débuta à Sofia et se termina plus d'un mois plus tard à Bucarest, je suis revenu plein d'un grand désordre d'images et de voix, dont beaucoup - mais pas toutes ! - avaient la chaleur d'amitiés neuves et impossibles à effacer. Sur mon passage, l'histoire, lointaine, proche ou immédiate, m'avait assailli, foisonnante, contradictoire selon les paysages et interlocuteurs successifs. Vagues grises de la mer Noire à Varna et eaux vertes du Danube où ne circulaient pratiquement plus de bateaux, trafiquants ukrainiens entassés comme pour un exode dans le train franchissant le pont de l'Amitié si mal nommé entre Bulgarie et Roumanie, foule pataugeant dans neige fondue de la Calea Victoriei à Bucarest : tout était chargé de réminiscences infinies.

Le problème c'est que, de retour à Paris, je n'avais rien à rédiger. Je n'avais pas pris de notes. Réduire instantané-

François Maspéro à Durrës.
« On débarque du train, et perdu, plongé dans cette foule mais séparé d'elle par l'écran invisible qui colle à tout voyageur, il faut des heures, des jours avant même de comprendre où l'on est, avant simplement d'arriver à voir. Il faut marcher, écouter, s'imprégner. »

mondiale comme dans le cas du Vietnam ou de la Palestine, mais ne la remettaient jamais définitivement en cause.

En 1991, après l'effondrement de la Fédération yougoslave, pour la première fois depuis 1945, la guerre avait éclaté sur le sol européen, dans le cœur même de l'Europe.

De nouveau « ça » : les scènes de la barbarie européenne de mon enfance. Les populations fuyant sur les routes mitraillées, les villages brûlés, les massacres en masse, les barbelés, la mort sous la schlague et par la faim dans les camps, les « personnes déplacées » parquées par centaines de milliers, le génocide racial - aujourd'hui « ethnique ». Et la haine banalisée. La haine du voisin pour le voisin dont le langage est, souvent, sinon le même, du moins cousin germanique. La haine qui pousse à dénoncer, à saccager et à tuer.

Qu'on ne me parle pas d'une quelconque sauvagerie propre à je ne sais quelle particularité balkanique. Moi, c'est bien d'Européens que je parle. Sarajevo n'était pas différent de Skopje ou de Sofia, trois villes des Balkans, trois villes d'Europe : dans l'une on s'entretenait, dans les deux autres la vie était en apparence un long fleuve difficile mais paisible qui les différenciat peu de Bruxelles ou d'Innsbruck.

Mais jusqu'à quand ? Srebrenica avait été aussi douce à vivre que Bellac, et Dubrovnik plus facile que Naples. Les Balkans n'étaient pas, ne sont pas une parenthèse dans l'Europe et, s'il y a abécès, il n'est pas balkanique mais européen. Peut-être le plan Vance-Owen de partition eth-

Les incertitudes du présent

« SILENCE »

mon...
guste...
positiv...
qui rem...
idéale...
connaiss...
les...
en...
nemen...
cette...
mar...
chacun...

en...
action...
dient...
l'autre...
aussi...
s'accorde...
l'accon...
l'inque...
probléma...
voir...
cesse...
de...
de...
leurs...
temp...
mais...
forme...
demeura...
d'eux-m...
reurs...
nati...
ment...
communi...
prétenda...
restait...
rizon...
l'appes...
surtout...
mal...
Les...
sient...
nivea...
surtout...
monter...
qu'à l'O...
parois...
elles...
rection...
philosophe...
royama...
leve...
nonant...
Ces...
seulement...
l'est...
lisme...
mais...
sont...
Au-delà...
d'un...
série...
rendus...
dépats...
comtes...
de la...

RECTIFICATIFS

METRO DE LONDRE

Nous avons écrit dans *Le Monde* du 15 août, sous le titre « Le syndicat des cheminot... », l'Asfeli, regretté... et pompiers. Un... Capet, professeur... britannique à... Rouen, pour... l'Associated Soci... Engneers and... temps des locom... ou l'élite des... constituer de... et de mécaniciens.

DRESDE

Nous avons indiqué dans *Le Monde* du 15 août, sous le titre « Le... », que le peintre... était né en 1902... RDA. Comme... marquer plusieurs... n'osait pas, en... été crée en 1945.

هكذا من الأصل

Le Monde

ÉDITORIAL

La solitude d'Hussein de Jordanie

POUR avoir trop promis et s'être pas assez tenu parole, le roi Hussein de Jordanie fait face aujourd'hui à une contestation po-
pulaire dans laquelle il aurait tort de ne voir que les desseins maléfiques de « parties étrangères » liées à l'Irak. Certes, la capacité de résistance du régime irakien, qui s'estime trahi par la Jordanie (elle l'avait soutenu politiquement durant la guerre du Golfe), est grande. Mais elle ne saurait occulter une formidable exacerbation des mécontentements au sein de la population. Les jeunes manifestants qui sont descendus dans les rues de plusieurs villes jordanaises, vendredi 16 et samedi 17 juillet, réclamaient un quart-triplement du prix du pain, décidé il y a une semaine par le gouvernement d'Abdel Karim Khatib, dont l'opposition, toutes tendances confondues, réclame la démission. La réponse a été brutale : l'armée est intervenue à Karak, principal foyer de tension ; des centaines de jeunes ont été arrêtés.

Emettes et répression redoublent la tension qui n'a fait que croître dans le royaume au cours des dernières années. Les jordanais considèrent que leur monarque est allé trop vite, confondant, dans une même hâte, la normalisation avec Israël, intervenue en 1994, la prise de distance, voire une franche hostilité vis-à-vis de l'Irak, et une amitié retrouvée avec les États-Unis dont les positions sur la crise du Proche-Orient sont de plus en plus contestées. Autant de choix qui n'ont pas porté de fruits puisque les jordanais attendent toujours les dividendes du traité de paix conclu avec l'État juif et de la réconciliation avec les États-Unis.

Or si l'Égypte recroqueville amicalement plus de 2 milliards de dollars d'aide américaine depuis Camp David en 1978, la Jordanie, elle, n'a rien vu venir depuis 1994, sinon une simple remise de sa dette à l'égard des États-Unis. Pourtant, le royaume est mal en point, pressuré par le FMI pour réduire une dette extérieure de quelque 11 milliards de dollars, aux prises avec un chômage qui, au bas mot, touche plus de 14 % de la population, mal remis de la rupture de ses relations commerciales avec l'Arabie saoudite, etc.

Contrairement à ce qu'on a fait croire à la population, ce n'est pas l'établissement de relations diplomatiques avec Israël qui apportera quelques touches de clarté à ce sombre tableau. Israël a déjà conclu avec l'Autorité palestinienne des accords qui dé-tournent de Jordanie une partie du commerce de Cisjordanie. Seul chef d'État arabe à avoir accueilli favorablement l'élection de Benjamin Nétanyahou, le souverain hachémite n'est pas payé de retour : le gel ou quasi-gel du processus de paix, du fait des positions du nouveau gouvernement israélien, ne peut que crispier davantage les jordanais d'origine palestinienne, qui forment plus de la moitié de la population du pays.

Même pour un homme habitué à la corde raide, Hussein de Jordanie apparaît comme un souverain déconnecté à la fois de son environnement régional et de sa population.

L'Histoire-labyrinthe par Jacques Attali

QUAND une civilisation s'effondre sur le sens de l'Histoire, c'est qu'elle est proche du déclin. A la fin du second siècle à Rome, à la fin du XIX^e siècle en Grande-Bretagne, comme aujourd'hui dans tout l'Occident, l'idée de progrès a été ou est remise en cause ; des dizaines de textes parais-sent avec un titre commençant par « Le fin de... ». Tout se passe

comme si l'empire dominant, après de récentes et de pouvoir, avait découvert les valeurs auxquelles il n'a plus accès et entraîner le monde entier, s'approprie à prendre le relais, dans son propre naufrage. Un débat comme celui-ci n'aurait pas sa place dans un journal sérieux ou indien ou même africain : ces peuples ont trop de bienfaits évidents à attendre du progrès pour le mettre en doute, même s'ils en discutent, à juste titre, la distribution et la conduite.

Le déclin relatif de l'Occident est une évidence du siècle prochain. Sa part dans la population mondiale, dans la richesse mondiale, dans les innovations, ne peut que diminuer. Mais un déclin relatif n'est pas nécessairement un déclin absolu, tout au contraire. Et l'humanité tout entière a tout à gagner au décollage économique de l'Asie. Après une période d'ajustement, la croissance du Sud sera le moteur de celle du Nord. La réussite des autres n'est pas nécessairement le signe annonciateur de notre déclin.

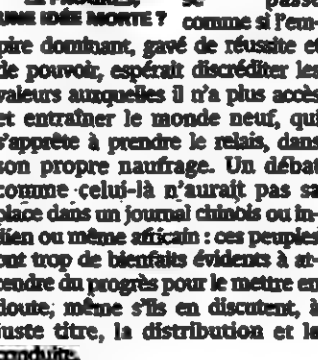
En Occident, depuis quelques siècles, le débat sur le progrès est pourtant posé en termes très réduc-teurs : on avance, on recule ou on stagne. Tout se passe le long d'une ligne droite ; il n'y a pas d'autres choix possibles. Descartes le premier utilisa cette métaphore, quand il expliqua dans ses *Méditations* que l'homme ne doit pas accepter d'errer dans une forêt et que la seule façon d'en sortir est d'avancer en ligne droite, sans s'occuper des obstacles : on trouvera bien une clai-rière. Cette réflexion a marqué toute la société industrielle. Hegel, Marx, Tocqueville n'ont fait que reprendre cette métaphore à leur compte, ne se disputant que sur le sens et la vitesse du mouvement du progrès dans l'Histoire.

Au XIX^e siècle, le nazisme et le communisme ont démontré, selon certains, que l'homme n'avance pas ; pour d'autres, leur défaite a été le signe de l'irréversibilité touchée en avant du progrès ; pour d'autres encore elle a signifié l'arrêt de l'Histoire, par la victoire définitive et in-dépassable du marché et de la dé-mocratie. En réalité, cette représentation est trompeuse et naïve. Elle ne permet ni de rendre compte de la complexité du devenir des sociétés humaines. L'Histoire n'avance ni ne recule ; elle ne se promène pas le long d'une ligne droite. Sinon sur le fil tendu d'un filin.

Depuis le commencement du monde, l'humanité va à la fois vers plus de bien et plus de mal. Elle avance et recule à la fois.

Dans un tel chaos, l'humanité connaît des progrès de plus en plus bienfaisants en même temps que des barbares sans cesse plus dévastatrices. Et s'il fallait une représentation graphique de ces phé-nomènes, on pourrait dire que l'Histoire oscille autour d'une ligne droite, avec des amplitudes crois-santes, jusqu'au jour où l'excès du Mal sera tel qu'il deviendra irréver-sible et que l'oscillation se transfor-mera en fin du monde.

Encore l'image de l'oscillation est-elle trop sommaire pour rendre compte de ce qui nous attend, car elle reste liée à celle de la ligne droite. Pour éclairer ce que je crois discernier de l'Histoire à venir et de



LE PROGRÈS, UNE IDÉE MORTUE ?

Le progrès, une idée morte ? Comme si l'empire dominant, après de récentes et de pouvoir, avait découvert les valeurs auxquelles il n'a plus accès et entraîner le monde entier, s'approprie à prendre le relais, dans son propre naufrage. Un débat comme celui-ci n'aurait pas sa place dans un journal sérieux ou indien ou même africain : ces peuples ont trop de bienfaits évidents à attendre du progrès pour le mettre en doute, même s'ils en discutent, à juste titre, la distribution et la conduite.

Le déclin relatif de l'Occident est une évidence du siècle prochain. Sa part dans la population mondiale, dans la richesse mondiale, dans les innovations, ne peut que diminuer. Mais un déclin relatif n'est pas nécessairement un déclin absolu, tout au contraire. Et l'humanité tout entière a tout à gagner au décollage économique de l'Asie. Après une période d'ajustement, la croissance du Sud sera le moteur de celle du Nord. La réussite des autres n'est pas nécessairement le signe annonciateur de notre déclin.

En Occident, depuis quelques siècles, le débat sur le progrès est pourtant posé en termes très réduc-teurs : on avance, on recule ou on stagne. Tout se passe le long d'une ligne droite ; il n'y a pas d'autres choix possibles. Descartes le premier utilisa cette métaphore, quand il expliqua dans ses *Méditations* que l'homme ne doit pas accepter d'errer dans une forêt et que la seule façon d'en sortir est d'avancer en ligne droite, sans s'occuper des obstacles : on trouvera bien une clai-rière. Cette réflexion a marqué toute la société industrielle. Hegel, Marx, Tocqueville n'ont fait que reprendre cette métaphore à leur compte, ne se disputant que sur le sens et la vitesse du mouvement du progrès dans l'Histoire.

Au XIX^e siècle, le nazisme et le communisme ont démontré, selon certains, que l'homme n'avance pas ; pour d'autres, leur défaite a été le signe de l'irréversibilité touchée en avant du progrès ; pour d'autres encore elle a signifié l'arrêt de l'Histoire, par la victoire définitive et in-dépassable du marché et de la dé-mocratie. En réalité, cette représentation est trompeuse et naïve. Elle ne permet ni de rendre compte de la complexité du devenir des sociétés humaines. L'Histoire n'avance ni ne recule ; elle ne se promène pas le long d'une ligne droite. Sinon sur le fil tendu d'un filin.

Depuis le commencement du monde, l'humanité va à la fois vers plus de bien et plus de mal. Elle avance et recule à la fois.

Dans un tel chaos, l'humanité connaît des progrès de plus en plus bienfaisants en même temps que des barbares sans cesse plus dévastatrices. Et s'il fallait une représentation graphique de ces phé-nomènes, on pourrait dire que l'Histoire oscille autour d'une ligne droite, avec des amplitudes crois-santes, jusqu'au jour où l'excès du Mal sera tel qu'il deviendra irréver-sible et que l'oscillation se transfor-mera en fin du monde.

Encore l'image de l'oscillation est-elle trop sommaire pour rendre compte de ce qui nous attend, car elle reste liée à celle de la ligne droite. Pour éclairer ce que je crois discernier de l'Histoire à venir et de

La difficulté c'est qu'il n'y a pas un progrès mais des progrès localisés, eux-mêmes paradoxaux puisque producteurs de régressions. Telle est peut-être la sagesse désenchantée de cette fin de siècle : nous savons que nos avan-cées se payent de reculs terrifiants, que chaque conquête est aussi un terrain perdu, chaque démonstra-tion de force un aveu de faiblesse. Ainsi avons-nous appris que l'arra-chement à la tradition, s'il est gé-nérateur de libertés, l'est aussi de nouvelles souffrances et accroît l'embarras de vivre ensemble. Ainsi avons-nous compris que tout

conservatisme n'est pas en soi réactionnaire et qu'il y a dans le patrimoine d'une nation, dans ses mœurs, dans son art de vivre, des trésors d'intelligence et de finesse qu'il serait criminel d'oublier. Ainsi l'effondrement du système sovié-tique en 1989 a-t-il produit simulta-nément un grand bonheur et une grande mélancolie : le sentiment d'avoir perdu, avec l'ennemi prin-cipal, une source de vitalité et de mobilisation, de se retrouver face à soi-même, c'est-à-dire face au vide, d'avoir remporté une victoire ambiguë qui laisse derrière elle au-tant de problèmes qu'elle n'en ré-sout.

Ce dont il faut se défaire, c'est de la croyance en une loi de l'Histoire échappant à ses acteurs et se réali-sant à leur insu. Si la démocratie garde une validité, c'est bien de re-fuser une solution toute faite puisque l'avenir y a toujours la fi-gure de l'indétermination et de l'imprévisible. C'est toujours là où d'autres forment la réponse que devrait commencer pour nous la question. Et ne pas savoir où va l'Histoire, c'est aussi refuser qu'elle aille n'importe où, repousser le double piège du relativisme et du happy end, du sens tracé à l'avance. Les performances du siècle dans l'abominable et l'horreur doivent

planétaire alors que la recherche d'identité multiplie le nombre d'États-nations qui, au rythme ac-tuel, dépassera les deux mille. Les moyens de communication, d'ap-prentissage et de distraction seront infiniment plus puissants qu'au-jourd'hui et en même temps jamais la solitude n'aura touché autant de gens perdus dans l'entier des villes, sans famille ni tribus.

La complexité, il me semble qu'il faudrait plutôt la comparer à un la-byrinthe : le voyageur y avancera quand il croira reculer ; il se perdra quand il croira toucher du doigt le but ; deux points qui lui paraîtront très proches l'un de l'autre seront en fait très éloignés ; avancer ou re-culer y sont des concepts vides de sens. C'est donc à une tout autre géométrie de l'Histoire qu'il faut se préparer.

C'est aussi à une tout autre philo-sophie : dans un labyrinthe, reculer peut être progresser, se perdre est un moyen d'apprendre.

La est un des secrets de notre avenir. Dans l'univers incroyable-ment complexe, enchevêtré, inter-dépendant, paradoxal, qui s'installe, fait d'une mosaïque de réseaux et d'un déluge de signes, seul l'homme qui se souviendra de ses erreurs, qui gardera en mémoire ses barbares, aura une chance de ne pas se perdre. Seul il progressera vers l'idée qu'il se fait du Bien, s'il est capable de s'en faire une. Le ca-pitalisme ne l'y prépare pas qu'il se nourrit d'ammalé. Et les sociétés qui se contenteront de mimer la conception occidentale du progrès définie aux siècles du triomphe in-dustriel y perdront leur âme.

Le pronostic est alors assez facile à faire. Ne survivront que les civil-isations assez mobiles pour ne pas se laisser aller à la déception d'un échec et pour chercher des moyens d'échapper à leurs impasses ; mais aussi qui auront assez de mémoire pour se souvenir de l'horreur et nourrir un rêve intérieur, pour rêver le beau. A elles, l'Histoire promet encore d'innombrables sourires, d'innies découvertes et de super-bes jubilations.

Jacques Attali est conseiller d'État

Ni désespoir ni euphorie par Pascal Bruckner

TOUTE discussion sur le progrès oscille entre les deux impasses du pessimisme et de l'optimisme. Ses détracteurs dénoncent en lui une illusion funeste qui conduit tout droit à la vulgari-té, à l'insignifiance, au conformisme quand ce n'est pas à des formes iné-dites de barba-rie. Ses lauda-teurs, à l'inverse, cé-lèbrent en lui une réalité dont nous pro-fitons tous et volent dans le développement moral et matériel de nos sociétés un mieux-être ob-jectif dont le monde entier devrait s'inspirer.

Penser le progrès, c'est d'abord sortir de ce face-à-face stérile entre les grinceux et les béats. Et l'on peut redouter que la célébration de l'an 2000 ne donne lieu à une débauche de blâmes positifs ou né-gatifs où les deux camps adverses jouent leurs partitions en miroir, exultant leurs arguments tels des enfants les boules de neige pour se bombarder. A cet égard je précon-iserai la création d'un comité pour l'abolition de l'an 2000 dont les

adhérents s'engageront à ne pas publier une ligne ou prononcer un discours sur les deux millénaires écoulés. Car c'est le danger des points de vue panoramiques que d'être producteurs de généralités vagues, c'est-à-dire de banalités, de stéréotypes.

La difficulté c'est qu'il n'y a pas un progrès mais des progrès localisés, eux-mêmes paradoxaux puisque producteurs de régressions. Telle est peut-être la sagesse désenchantée de cette fin de siècle : nous savons que nos avan-cées se payent de reculs terrifiants, que chaque conquête est aussi un terrain perdu, chaque démonstra-tion de force un aveu de faiblesse. Ainsi avons-nous appris que l'arra-chement à la tradition, s'il est gé-nérateur de libertés, l'est aussi de nouvelles souffrances et accroît l'embarras de vivre ensemble. Ainsi avons-nous compris que tout

conservatisme n'est pas en soi réactionnaire et qu'il y a dans le patrimoine d'une nation, dans ses mœurs, dans son art de vivre, des trésors d'intelligence et de finesse qu'il serait criminel d'oublier. Ainsi l'effondrement du système sovié-tique en 1989 a-t-il produit simulta-nément un grand bonheur et une grande mélancolie : le sentiment d'avoir perdu, avec l'ennemi prin-cipal, une source de vitalité et de mobilisation, de se retrouver face à soi-même, c'est-à-dire face au vide, d'avoir remporté une victoire ambiguë qui laisse derrière elle au-tant de problèmes qu'elle n'en ré-sout.

Ce dont il faut se défaire, c'est de la croyance en une loi de l'Histoire échappant à ses acteurs et se réali-sant à leur insu. Si la démocratie garde une validité, c'est bien de re-fuser une solution toute faite puisque l'avenir y a toujours la fi-gure de l'indétermination et de l'imprévisible. C'est toujours là où d'autres forment la réponse que devrait commencer pour nous la question. Et ne pas savoir où va l'Histoire, c'est aussi refuser qu'elle aille n'importe où, repousser le double piège du relativisme et du happy end, du sens tracé à l'avance. Les performances du siècle dans l'abominable et l'horreur doivent

nous rendre modestes : le confort, à l'évidence, n'a pas éradiqué la cruauté du cœur de l'homme et, contrairement aux espérances du 18^e siècle, le progrès technique n'est jamais synonyme de progrès moral. Mais pourquoi céder pour autant aux sirènes de l'Apocalypse et abandonner toute idée de raison et de volonté ? Au moins dispo-sons-nous d'un guide pour l'ac-tion : les valeurs démocratiques héritières des Lumières, elles-mêmes traduction sécularisée du message des Évangiles et de la Bible. Le pire et le meilleur che-minent côte à côte dans nos socié-tés et il dépend de nous que le Mal soit tenu à distance, certaines in-justices corrigées, certaines ré-formes accomplies. En définitive nous sommes toujours les artisans de notre propre progrès, qui ne relève pas d'une main invisible ou de la Providence. Ni désespoir ni eu-phorie : une éternelle perplexité qui nous demande de nous battre sur plusieurs fronts sans jamais croire détenir le dernier mot.

Pascal Bruckner est écrivain

DEMAIN
Le rêve ridicule d'Isaac Bashevis Singer, par Alain Finkielkraut.

Les incertitudes du progrès

« SCIENCE d'où prévoyance, pré-
voyance d'où action », affirmait Au-guste Comte. Pour le fondateur du positivisme, héritier d'une tradition qui remonte au vieux rêve d'une cité idéale fondée sur la raison, la connaissance scientifique était appe-lée à assurer le progrès de la société en éclairant les lois de son fonc-tionnement et de son évolution. De cette philosophie, le libéralisme et le marxisme, au XIX^e siècle, ont été, chacun à sa façon, les continuistes.

Or voici qu'aujourd'hui elle voit en éclat sous le double coup des échecs du capitalisme et de l'effon-drement du communisme. Le tri-ptyque même de Comte se trouve mis en question. Science, prévoyance, action : les trois termes ne se dé-roulent plus aussi facilement l'un de l'autre, la « science » ne rime plus aussi bien avec la « prévoyance », ne s'accorde plus aussi aisément avec l'« action ». Entre le savoir et la po-litique la collaboration est devenue problématique, le savoir et le pou-voir divergent, le sens de l'Histoire a cessé d'être linéaire.

Les socialistes et un bon nombre de communistes, en France et ail-lers, ne croyaient plus depuis long-temps aux lendemains qui chanteraient, mais ils restaient marqués par une forme d'optimisme progressiste. Ils demeuraient convaincus, au fond d'eux-mêmes, qu'un dépit des hor-reurs du siècle l'humanité s'achèmerait, douloureusement, mais sûre-ment, vers un avenir meilleur. Le communisme avait trahi l'idéal qu'il prétendait incarner : cet idéal n'en restait pas moins perceptible à l'hor-izon de l'Histoire. Le fiasco de l'après-communisme en Russie et surtout dans l'ex-Yougoslavie a mis à mal cette croyance.

Les libéraux, pour leur part, pen-saient que le capitalisme avait défi-nitivement triomphé sur toute la surface du globe et qu'il allait dé-montre à l'Est la même efficacité qu'à l'Ouest. Même si des difficultés, parfois lourdes, subsistent ici ou là, elles ne devaient pas masquer la di-rection du mouvement : selon le philosophe américain Francis Fu-kuyama, lecteur de Hegel et de Ko-jève, la victoire du libéralisme an-nonçait la « fin de l'Histoire ».

Ces espoirs ont été déçus. Non seulement les peuples d'Europe de l'Est n'ont pas trouvé dans le capi-talisme la voie attendue du bonheur, mais ceux d'Europe de l'Ouest se sont mis à douter de ses bienfaits. Au-delà même de la persistance d'un chômage massif, une longue série d'accidents industriels les a rendus de plus en plus sensibles aux dégâts du progrès. En France, les ré-centes affaires du sang contaminé, de la « vache folle » et de l'amiante,

pour ne citer que les plus récents, ont donné à penser que les effets pervers de la technique pou-vaient au moins contrebalancer ses conséquences positives.

Dès lors les certitudes de naguère ont laissé place au doute et la confiance dans l'avenir s'est muée en perplexité, voire en désenchan-tement. Comme si l'Histoire était dé-sormais le lieu de tous les hasards et la science celui de tous les dangers. Ce « nihilisme » contemporain ne se confond pas avec les vieilles idéolo-gies du déclin, qui ne sont que l'en-vers des théories du progrès. Il ne soutient pas que le monde d'au-jourd'hui est nécessairement pire que celui d'hier, mais plutôt, comme le soulignait déjà Joris Chateau-briant (cité par Denise Souche-Dagues dans son livre *Nihilisme*, PUF, 1996), que « l'Histoire a perdu le visage d'un calme développement » et qu'elle est devenue « imprévisible ».

Faut-il donc renoncer aux croyances anciennes ? La science est-elle décidément incapable de contribuer, comme le pensait Au-guste Comte, à l'organisation ration-nelle de la société ? L'Histoire ne peut-elle plus être conçue, dans la double filiation de Hegel et de Marx, comme le déroulement progressif de l'aventure humaine ? Faut-il consi-dérer que les incertitudes du progrès font entrer l'Occident dans un nou-veau « paradigme », en rupture avec les schémas intellectuels d'autre-fois ?

« IDÉOLOGIE ÉMOTIONNELLE »
Le débat est aujourd'hui large-ment ouvert. Les uns tentent de re-définir le marxisme pour montrer qu'il ne correspond pas aux simplifi-cations auxquelles il a trop souvent donné lieu. Les autres s'efforcent de repenser la science, qu'ils s'em-ploient à distinguer de sa caricature scientiste. Dans tous les cas, il s'agit de bousculer les idées reçues afin de rétablir la complexité de la dé-marche scientifique et la part d'in-certitude qui affecte le processus historique.

Ce n'est pas un hasard si une par-tie des intellectuels se tournent vers Merleau-Ponty, dont la conception du marxisme est moins dogmatique que d'autres. Le propre du mar-xisme, affirme-t-il dans *Sens et Non-Sens*, tout récemment réédité chez Gallimard, est d'« admettre qu'il y a à la fois une logique de l'Histoire et une contingence de l'Histoire, que rien n'est absolument forcé, mais aussi que rien n'est absolument néces-saire ».

Le principe d'incertitude jadis énoncé par le physicien Werner Hei-senberg est aussi au cœur de la « techno-science », dont on dé-couvre aujourd'hui qu'elle entraîne, à l'échelle de la planète, des risques d'une ampleur inédite. Les écolo-gistes ont multiplié les avertisse-ments, suscitant l'inquiétude de nombreux savants qui se sont dits « préoccupés, dans le fameux appel de Heidelberg, en 1992, par « l'émer-gence d'une idéologie irrationnelle qui s'oppose au progrès scientifique et in-dustriel ».

De cette idéologie les hommes de science sont en partie responsables s'il est vrai, comme le rappelle Do-minique Lecourt (*Contre la peur*, Ha-chette-Purolit, 1990), qu'ils ont « ac-crédité l'idée d'un progrès pour ainsi dire automatique ». Or la pensée scientifique « ne progresse qu'en dé-truisant ses certitudes », elle se carac-térise moins par « son souci de la prévision » que par « son ouverture déterminée à l'imprévu ».

Face à l'imprévisible, à l'Aléatoire, à l'incertain, les hommes sont ainsi renvoyés à leur liberté et les po-litiques à leur responsabilité.

Thomas Ferenzi

RECTIFICATIFS

MÉTRO DE LONDRES

Nous avons écrit par erreur, dans *Le Monde* du 6 août, que le syndicat des conducteurs de mé-tro, l'Aslef, regroupait cheminots et pompiers. Un lecteur, Antoine Capet, professeur de civilisation britannique à l'université de Rouen, nous indique que l'Aslef (*Associated Society of Locomotive Engineers and Firemen*) date du temps des locomotives à vapeur où l'élite des cheminots était constituée de chauffeurs (*firemen*) et de mécaniciens (*engineers*).

DRESDE

Nous avons indiqué par erreur, dans *Le Monde* du 11-12 août, que le peintre Gerhard Richter était né en 1932, à Dresde, en RDA. Comme nous l'ont fait re-marquer plusieurs lecteurs, la RDA n'existait pas en 1932, puisqu'elle a été créée en 1949.

PUBLICITÉ Le groupe français de publicité Publicis vient de prendre successivement le contrôle de deux importantes agences, au Mexique et au Brésil. Les investissements publi-

citaires en Amérique latine s'accroissent de 25 % par an. ● LA FIN de son alliance avec le groupe américain True North a permis à Maurice Lévy, président du directoire de Pu-

blicis et responsable du groupe publicitaire depuis la mort de son fondateur, Marcel Bleustein-Blanchet, de nouer des alliances dans des pays qui étaient auparavant le fief de son

ancien associé. ● PUBLICIS devrait continuer à développer son implantation hors de France et d'Europe - continent où il est devenu leader - en procédant bientôt à de nouvelles

acquisitions en Amérique du Sud, mais aussi en Amérique du Nord. ● EURO-RSCG, rival de Publicis, est déjà installé dans soixante-deux pays et sur quatre continents.

Numéro un européen, Publicis s'implante au Mexique et au Brésil

Après avoir conquis la première place en Europe, le deuxième groupe publicitaire français tire la leçon de son divorce avec son allié américain True North et acquiert des agences latino-américaines

PUBLICIS, le groupe publicitaire français fondé en 1926 par Marcel Bleustein-Blanchet, affiche sa volonté de s'internationaliser hors Europe (il réalise 41 % de son chiffre d'affaires en France, 54 % en Europe et 5 % aux États-Unis). Après avoir pris, en fin de semaine dernière, 51 % de l'agence mexicaine Paulino Romero y Asociados (Le Monde daté dimanche 18-19 août), Publicis a conclu à São Paulo (Brésil), dans l'après-midi du dimanche 18 août, une deuxième acquisition, celle de l'agence brésilienne Norton Publicidade. Le Français en acquiert 60 %, le reste du capital demeurant aux mains des dirigeants de la société.

Maurice Lévy, président du directoire de Publicis et dirigeant du groupe depuis le décès de son fondateur, le 11 avril, ne souhaite pas dévoiler le montant des deux transactions, mais précise au Monde que « si l'investissement au Mexique n'est pas considérable, celui au Brésil est important pour nous ». Publicis a des réserves : il a dégagé en 1995 une marge brute d'auto-financement de 501 millions de francs, pour un chiffre d'affaires de 20,5 milliards.

Les deux agences dans lesquelles le groupe français a investi présentent des caractéristiques proches. Comme lui, il s'agit de deux entreprises à la longévité

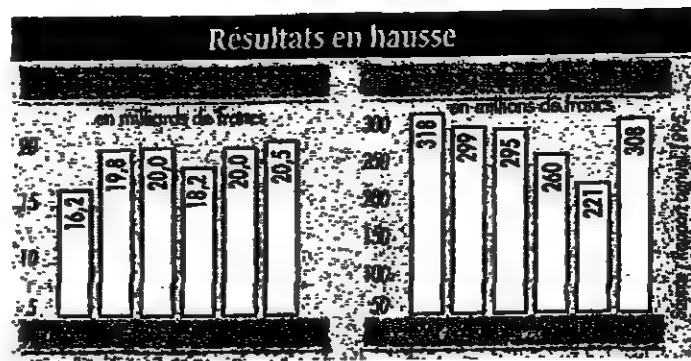
éprouvée. Comme lui, elles ont été lancées par une personnalité à laquelle la « réclame » locale rend hommage. L'agence mexicaine, Paulino Romero y Asociados, a été fondée en 1951 et c'est le fils du fondateur qui en a pris les rênes.

FORTE CROISSANCE

L'agence de São Paulo, Norton Publicidade, célèbre cette année son cinquantième : elle a été créée par Geraldo Alonso, une des figures emblématiques de la publicité brésilienne à laquelle un livre, intitulé *Geraldo Alonso, l'homme, le mythe, a été récemment consacré*. Elle aussi est dirigée par le fils de son fondateur, Geraldo Alonso Filho.

Outre la reconnaissance de la créativité des campagnes publicitaires de nombreuses agences mexicaines et surtout brésiliennes - régulièrement saluées par le Festival international du film publicitaire de Cannes -, l'entrée de Publicis dans le capital de ces deux agences témoigne de sa foi dans leur bonne santé financière et dans le potentiel publicitaire du marché latino-américain - la croissance annuelle des investissements publicitaires y est estimée à 25 % -.

« Quand on examine l'histoire et les comptes de ces deux agences, on est frappé par le fait qu'elles aient toujours dégagé des profits, en dépit de la forte inflation qui règne sur ce



continent », fait remarquer Maurice Lévy. Les deux agences, à la créativité réelle, bénéficient « d'une solide base de clientèle et de nombreux grands annonceurs internationaux ».

comme Nestlé (un des grands budgets de Publicis). Reckitt and Colman ou Kimberly Clark pour Paulino Romero y Asociados ; General Electric, Saint-Gobain ou Tefal pour Norton Publicidade, sans compter les grands annonceurs locaux tels l'Asesuradora Mexicana ou la poste brésilienne. Norton Publicidade a réalisé un chiffre d'affaires de 475 millions de francs en 1995 et un bénéfice d'environ 100 millions de francs. L'agence mexicaine, qui fait partie d'un groupe spécialisé dans la promotion et la démonstration de vente, offre une rentabilité proche. Les

deux agences étaient tentées depuis longtemps de s'allier à un groupe européen, par défiance envers les grandes enseignes américaines. Le président de Norton Publicidade, Geraldo Alonso Filho, a indiqué que son entrée dans le réseau de Publicis « était logique. Nous partageons les mêmes valeurs en publici- ».

BIENVENUE LES ÉTATS-UNIS

Les deux nouvelles filiales de Publicis vont permettre à celui-ci de parfaire son internationalisation. Premier groupe publicitaire en Europe, Publicis-FCB y devance Euro-RSCG (Havas Advertising), McCann-Erickson, Ogilvy, Young and Rubicam. Il est implanté dans cinquante-huit villes et trente pays, essentiellement en Europe.

Yves-Marie Labé

La primauté d'Euro-RSCG

Euro-RSCG, réseau mondial du groupe Havas Advertising (26,5 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1995), talonne Publicis en Europe et est le seul publicitaire français présent sur quatre continents (Europe, Amérique du Nord, Asie-Pacifique, Amérique du Sud). Actionnaire d'agences dans quarante-deux pays, Euro-RSCG a tissé des accords de coopération dans dix-neuf autres. 60 % de ses 4 450 collaborateurs travaillent hors de France.

Sous l'égide d'Alain Czirjak, son PDG, Euro-RSCG a mis en place début 1996 une structure décentralisée qui traduit sa volonté de s'enraciner dans chaque pays (le patron de l'agence est un « local ») et a intronisé des « patrons » de marque mondiale pour chaque grand annonceur de dimension internationale (Pepsot, Danone, l'Oréal, Procter and Gamble, etc.). Euro-RSCG s'est implanté depuis deux ans en Amérique latine, notamment pour y accompagner son client Philips.

Lafuma, un sac à dos très porteur

A l'occasion des vacances, nous publions une série d'articles, illustrée par Jacques Valot, retraçant l'histoire de produits et de marques associés à la période estivale.

« **PARTIR, ce rêve de bon projectile...** » La formule est signée Albert Londres, un homme qui s'y connaissait en départs au pied levé. A ses yeux n'existaient que deux sortes d'individus : « Ceux avec des meubles et ceux avec des valises. » Mort prématurément dans l'incendie du *Georges-Philipp*, au large d'Aden, en 1932, le célèbre reporter n'avait pas eu le loisir d'envisager le sac à dos.

A cette époque, pourtant, au début de l'année 1930, trois frères, Victor, Alfonso et Gabriel Lafuma, ont entrepris la fabrication d'un sac de toile libérant les mains du voyageur. De leur modeste usine - parlons plutôt d'atelier - située à Annéron, dans la Drôme, les frères

Lafuma réfléchissent à la légèreté. Une belle idée pour qui taille la route. Un bagage lourd, c'est comme un gros caillou au fond des soutes. Il empêche de marcher droit et interdit la contemplation des étoiles. Chez les frères Lafuma, qui n'ont sans doute pas lu Albert Londres, on connaît d'instinct les qualités d'un bon projectile : il se doit d'abord d'être léger. Mais aussi fidèle, donc solide.

HISTOIRE DE PRODUITS



« La société Lafuma, créée en 1930, est le premier fabricant français de sacs à dos, avec 35 % du marché. Spécialisée dans la randonnée, le sac d'écouter et le mobilier de camping, elle réalise un chiffre d'affaires de 276 millions de francs (dont 21 % à l'exportation).

Heureux hasard, le sac à dos à armature métallique est fin prêt en 1936. Le Front populaire offre aux Français quinze jours de congés payés. Le temps sera souvent pluvieux et venté, mais qu'importe puisque le cœur y est. Les routes de campagne - et de montagne - se remplissent de tandems et les chemins de randonneurs équipés comme pour l'Anapurna. Pas une seconde on n'imaginerait Léon Blum, avec sa longue silhouette, sanglé

dans un sac à dos pour se rendre aux soirées exotiques de la princesse Bibesco ; sur l'île Saint-Louis. Un sacré voyage au demeurant. Mais, pour les vacanciers liches en pleine liberté, l'affaire est autrement sérieuse. Le sac Lafuma offre profusion de poches et de rangements. Il devient le compagnon naturel de la promenade, porteur empressé du boire et du manger, oreiller de paresse au bord de l'eau...

« BOSSÉ À BRETELLES »

La guerre lui confère d'autres missions, moins réjouissantes : acheminer le barba du soldat jusqu'au feu, dans des conditions parfois extrêmes. Le sac Lafuma y gagnera ses gages définitifs de fiabilité. De la simple balade au grand raid, il devient le vade-mecum des marcheurs. En affinant l'alliance de la toile et du tube, ses frères lui ont même donné une petite sœur : la tente Lafuma, autoportable et ronde, montable en deux minutes, composée d'un seul toit surmonté d'une ouïe d'aération. Légère, imperméable, résistante. Comme un sac à dos. Soixante ans après sa première pousse, la « bossé à bretelles » continue son bonhomme de chemin. Les frères Lafuma ont disparu, mais l'esprit d'innovation demeure au sein d'un observatoire de l'air du temps. Grâce à ses antennes aux États-Unis, pays chef d'orchestre de ce qu'il faut, paraît-il, appeler l'« outdoor » - disons : le loisir sportif d'extérieur -, Lafuma jongle avec les nouveaux

tissus (ceux qui gardent la chaleur, rejettent l'eau et favorisent la respiration). Patrick Gabarrou, le champion du mont Blanc, et Catherine Destivelle, escaladeuse de l'impossible - et de surcroît itinérante - perfectionnent la gamme des produits, sacs à dos et de couchage, tentes et vêtements. « *Man rble, c'est de détruire* », avoue la jeune femme. Mais le sac d'aventure a des arguments pour résister. Des bretelles ergonomiques rembourrées de mousse, une armature amovible, une ceinture matelassée, très enveloppante, qui reporte la charge sur les hanches, la partie la plus solide du squelette, soulageant ainsi les épaules et le buste.

Les sacs de gros litrage semblent du coup plus légers. Voici le « *dos aéré* », qui assure une meilleure circulation de l'air et chasse la transpiration, ou encore l'appui lombaire, et le rappel central qui évite de comprimer la poitrine des femmes. Sans oublier les astuces du sac à dos Lafuma, la poche de visite latérale, la sangle porte-skis, les doubles compartiments, le repose-mains et le porte-piolet. Les enfants connaissent. Tout cela ou presque existe désormais sur leurs cartables d'écoliers. Une allusion pour l'heure prématurée...

Eric Fottorino

PROCHAIN ARTICLE
Aigle

La fusion d'Ecco et d'Adia amorçe la mondialisation de l'intérim

ANNONCÉE MERCREDI 8 mai (Le Monde du 9 mai), la fusion du français Ecco, numéro deux mondial de l'intérim, et du suisse Adia, numéro trois mondial, devait être effective mardi 20 août, à l'issue de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires. Un pacte lie pour cinq ans Philippe Foriel-Destezet, PDG du groupe Ecco, dont il détient 46 % du capital, et Klaus J. Jacobs, président et actionnaire majoritaire (52,8 %) d'Adia. Le Français s'apprête à devenir le premier président de la nouvelle structure, dont il détendra 28 % du capital. Sur la base d'une alternance annuelle, son homologue suisse, qui possédait 22 % des actions, dirigera le nouvel ensemble dans un an.

Baptisée Adecco et basée en Suisse, la nouvelle société, avec un chiffre d'affaires consolidé d'environ 32 milliards de francs français en 1995, peut revendiquer le titre de « leader mondial de l'intérim », au

coudé à coudé avec l'américain Manpower (27 milliards de francs de chiffre d'affaires), très loin devant Kelly, un autre américain (13 milliards de francs). Pour justifier la fusion, les dirigeants d'Adecco mettent en avant deux arguments : la volonté de leurs principaux clients - les mille premières sociétés mondiales - d'avoir affaire à un prestataire de services unique aux quatre coins de la planète et la complémentarité de leurs deux réseaux.

2 400 AGENCES DANS 26 PAYS

Présent dans trente-deux pays, en particulier en Europe et en Asie, Ecco avait un point faible : les États-Unis, où il n'arrivait pas à s'imposer. En revanche, Adia, implanté dans trente et un pays, était moins présent en Asie - exception faite de la Chine - mais occupait le quatrième rang aux États-Unis. L'Amérique du Nord représentait 48 % du marché mondial du travail tempo-

raire, Ecco ne pouvait se permettre d'en être absent très longtemps. Avec ses 2 400 agences - dont chacune gardera son enseigne actuelle - réparties dans trente-six pays, le nouveau réseau placera, en

moyenne, 200 000 personnes par jour. Il sera leader en France (deuxième marché mondial), en Allemagne, en Suisse, en Australie, au Canada, et quatrième aux États-Unis avec seulement 4 % de part de mar-

Un marché français moins bon que prévu

Après une très bonne année 1995, le premier semestre 1996 a été morose pour les sociétés d'intérim en France. Selon un des deux syndicats de la profession (Promatt), l'activité des entreprises de travail temporaire a baissé de 7 % par rapport au premier semestre 1995. En juin, l'écart atteindrait même 9 %. Selon le Promatt, la hausse de la demande dans les emplois de bureaux ne parvient pas à compenser la stabilité de la demande émanant de l'industrie et, surtout, la baisse du BTP.

Manpower annonce un chiffre d'affaires stable en France durant les six premiers mois (5,1 milliards de francs), mais un résultat net en baisse de 5 %, à 61,8 millions de francs. Chez Ecco Travail temporaire, le chiffre d'affaires des opérations en France et en Europe a progressé de 4,7 %, à 7,945 milliards de francs (7,596 milliards en 1995), celui des opérations hors Europe de 39,1 %, à 1,052 milliard (756 millions en 1995).

ché. Pour Ecco, cette fusion marque aussi un recentrage sur son métier de base, que M. Foriel-Destezet, partisan de la diversification, déplorait.

En revanche, le patron d'Ecco se dit convaincu que « les métiers du travail temporaire vont se développer dans les activités haut de gamme, comme l'informatique, l'ingénierie en télécommunications, l'audit et la comptabilité. Nous réalisons environ 2 milliards de francs de chiffre d'affaires dans ces métiers. Nous espérons bien doubler ce chiffre en trois ans ».

Les marges dégagées par les activités de conseil étant généralement supérieures à celles qu'offre l'intérim, Adecco entend également jouer cette carte. Ecco a déjà une filiale spécialisée dans la « chasse de têtes » à Singapour (Templar) et Adia est le numéro trois mondial de l'ouïement (recasement de salariés licenciés), par le biais de sa filiale américaine Lee Hecht Harrison.

Frédéric Lemaître

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 19 AOÛT

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Les cours de clôture du 19 août

Nuages et orages progressent vers l'est

L'ANTICYCLONE sur l'Europe centrale se décale lentement vers l'est, ce qui permet l'intrusion par l'ouest d'une perturbation océanique. Elle prendra un caractère orageux du fait des températures élevées. Les régions de l'extrême nord et de l'extrême est seront touchées en dernier.

Mardi, dès le matin, les régions de la façade atlantique ainsi que le Béarn connaîtront un ciel couvert accompagné de pluies plutôt faibles dans la partie nord, mais

assez soutenues des Charentes aux Pyrénées où elles prendront un caractère orageux. Les nuages avanceront de la Bretagne intérieure aux Pays-de-Loire, Poitou, Limousin, Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon. Plus à l'est, un ciel préorageux avec encore des apparitions ensoleillées se mettra en place de la Basse-Normandie au Centre et au Massif Central. Le soleil ne restera prédominant que sur le Nord, la Picardie, la Haute-Normandie, la région parisienne, le Nord-Est, la Provence, la Côte d'Azur et la Corse.

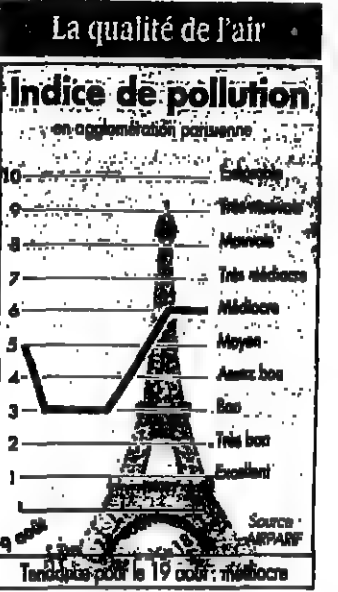
Mardi après-midi, les nuages progresseront vers l'est. Le ciel deviendra de plus en plus menaçant sur la Normandie, le Bassin parisien, la Bourgogne, le Massif Central. Les ondées d'abord éparpillées prendront un caractère plus généralisé et souvent orageux en soirée. De la Bretagne à la Touraine, au Limousin et aux Pyrénées, le ciel restera pluvieux. Les orages seront parfois violents sur la région Midi-Pyrénées et les Cévennes. Toutefois, une timide amélioration se produira de l'Anjou aux Landes avec un ciel moins gris. Sur les régions du Nord et de l'Est, le temps sera lourd. Les nuages chaotiques laisseront filtrer quelques rayons du soleil mais provoqueront des ondées orageuses sur le relief. La Provence verra arriver l'aggravation en soirée alors que la Corse profitera encore du soleil. Les vents souffleront faiblement, sauf des rafales possibles sous orages.

Les températures minimales seront douces, comprises entre 15 et 18 degrés au Nord (localement 12 dans le Nord-Est) et 18 à 22 degrés au Sud. L'après-midi, il ne fera que 20 à 23 degrés sur la façade atlantique, 26 à 28 degrés sur le reste du pays avec des pointes à 32 degrés en Provence.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 20 août vers 12h00



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6890

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

quelles peuvent nous apporter la lumière. - DC Pour bien jouer, il doit avoir une bonne articulation. Port du Japon. - X. Un spécialiste des cycles. - XI. Sherry, pour les Anglais. Sans taches.

VERTICALEMENT

1. Moche, au Pérou. Peut faire peur quand elle est grosse. - 2. Bien réduites. - 3. Les Edénites n'en font évidemment pas. Parodie. Évoque une bonne façon de parler. - 4. Est parfois traitée de muet. Fait face - 5. Éprouvée par celui qui avait la rage. Un ballon, pour des Suisses. En France. - 6. Dans le Cher. Un ensemble de puissances éternelles. - 7. Pronom. Une période de travail. - 8. Un stimulant du système parasympathique. - 9. Montrait une grande fermeté.

SOLUTION DU N° 6889

- HORIZONTALEMENT
1. Marmite. Calouls. - II. Oplomane. Az. - III. Nille. Vanniers. - IV. Nos. Rhérine. - V. Anatife. LA. - VI. Nenni. Alençon. - VII. B. Naines. Rouge. - VIII. Ars. An. P. V. - IX. Cruisers. Aéré. - X. Assourdissant. - XI. Péon. Méditerranée. - XII. Ube. - XIII. Ragout. Urmé. On. - XIV. AL. Usées. Sept. - XV. Leses. Ecu. Ties.

VERTICALEMENT

1. Monnaie. Caporal. - 2. Apion. Tarse. Aie I. - 3. Rilsen. Rusons. - 4. Mol. Tension. Euc. - 5. merine. Su. Area. - 6. Ta. l'it. Ermites. - 7. En. Vénardes. - 8. Eve. Enlaine. - 9. Cardas. SL. - 10. Na. Peco. Eau. - 11. Langère. Arum. - 12. Calfi. Nô. Anabas. - 13. Urée. Cuvette. Et. - 14. Loger. Ope. - 15. Sésone. Enfants.

ABONNEMENTS

3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service Abonnements, 24, avenue du C^{te} Lescure - 69646 Chantilly Cedex - Tél : 01 42 17 32 90.

Je choisis la durée suivante	France	Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

LE MONDE (ISSN : 0000-0000) is published daily for 5 francs per year - LE MONDE #21 bis, rue Claude Bernard 69001 Paris Cedex 05, France, périodiquement publié et distribué en France. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 21 bis, rue Claude Bernard 69001 Paris Cedex 05, France. For all other countries: LE MONDE, 21 bis, rue Claude Bernard 69001 Paris Cedex 05, France. For all other countries: LE MONDE, 21 bis, rue Claude Bernard 69001 Paris Cedex 05, France.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Pays : _____

Ci-joint mon règlement de : _____ FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire _____

Signature et date obligatoires

Changement d'adresse : _____

● par écrit 10 jours avant votre départ. PP. Paris DTN

● par téléphone 4-jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)

Renseignements : Portage à domicile ● Suspension vacances.

Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.

35 (1) 42-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

● Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 42-17-20-00

Télématique 3615 code LE MONDE

CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Documentation 3617 code LMDOC ou 36-29-04-56

CD-ROM : (1) 44-08-78-33

Index et microfilms : (1) 42-17-29-33

Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2-23 films)

Le Monde est édité par SA Le Monde, 21 bis, rue Claude Bernard 69001 Paris Cedex 05, France.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gumbourg, 94052 Ivry-Cedex

PRINTED IN FRANCE

Président-directeur général : Dominique Alduy

Directeur général : Gérard Morax

133, avenue des Champs-Élysées 75008 Paris Cedex 08

Tél : (1) 44-43-76-00 ; Fax : (1) 44-43-77-30

LE CARNET DU VOYAGEUR

AFRIQUE DU SUD.

Le nombre des touristes n'a augmenté que de 0,2 % sur les cinq premiers mois, contre 30 % pour la même période en 1995. La chute de la fréquentation hôtelière de 4,4 % en juin, par rapport à juin 1995, confirme une stagnation de l'explosion touristique de ces dernières années. Les vacanciers craignent surtout l'insécurité qui règne en Afrique du Sud. - (Reuters.)

ALLEMAGNE.

Le nombre de passagers qui sont passés par l'aéroport de Francfort a augmenté de 0,7 % en juillet et de 2,1 % pour les sept premiers mois de l'année. Mais Air France et British Airways accroissent leur part du trafic de passagers aux dépens de Lufthansa, en particulier à partir d'autres aéroports. - (Reuters.)

CALCUTTA.

Les rickshaws à pied (pousse-pousse) devraient être interdits d'ici à la fin de l'année à Calcutta, afin d'essayer de rendre la circulation plus fluide dans la ville la plus peuplée d'Inde. Calcutta compte encore des milliers de rickshaws tirés par des hommes à pied, dont la plupart opèrent illégalement, mais il en existe aussi tirés par une bicyclette ou un vélomoteur. - (AFP.)

INDE.

Air India, qui pâtit d'un important manque d'avions - la compagnie ne dispose que de vingt-six appareils -, projette de « louer » à d'autres compagnies aériennes certaines de ses lignes commerciales. - (AFP.)

ISRAËL.

A l'aéroport Ben-Gourion de Jérusalem, des dizaines de vacanciers ont raté leur avion ces dernières semaines, en raison de l'accroissement des mesures de sécurité. Les passagers doivent arriver trois heures à l'avance et subir souvent de longs interrogatoires. - (AP.)

JAPON.

Du mardi 13 au jeudi 15 août, les transports aériens, maritimes, ferroviaires et routiers ont été paralysés dans plusieurs régions du Japon en raison de la tempête et des pluies diluviennes provoquées par le passage du typhon Kirk. Tokyo a été épargné, mais un record de chaleur y a été enregistré avec 38,7°. - (AFP.)

PARIS EN VISITE

Mercredi 21 août

LA MAISON DE VICTOR HUGO

(37 F + prix d'entrée), 11 heures, 6, place des Vosges (Monuments historiques).

MUSÉE DU MOYEN ÂGE

(36 F + prix d'entrée) : les Thermes de Lutèce et les galeries souterraines, 14 heures ; l'hôtel des abbés de Cluny et les collections médiévales, 15 h 30 (Musées nationaux).

LE CIMETIÈRE DE PASSY

(35 F), 14 h 30, 2, rue du Commandant-Schlossing (Ville de Paris).

DE LA CITÉ AU LOUVRE

histoire des palais royaux (50 F), 14 h 30, sortie du métro Cité (Frédérique Jannet).

MARAIS : sur les traces de l'en-

ceinte de Philippe Auguste (40 F), 14 h 30, sortie du métro Pont-Marie (Sauvegarde du Paris historique).

LA CONCIERGERIE

(37 F + prix d'entrée), 15 heures, 1, quai de l'Horloge, dans la cour (Monuments historiques).

DE MOUFFEARD aux Arènes de Lutèce

(50 F), 15 heures, sortie du métro Censier-Daubenton (Découvrir Paris).

LES ÉGOUTS

(25 F), 15 heures, devant l'entrée face au 93, quai d'Orsay (Ville de Paris).

L'ÎLE SAINT-LOUIS

(50 F), 15 heures, 1, rue Saint-Louis-en-l'Île (Paris balades).

LE LONG DE LA BIÈVRE

(55 F), 15 heures, sortie du métro Corvisart (Paris et son histoire).

MARAIS : hôtels, jardins et place des Vosges

(50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

JEUX

LE MONDE

1^{er} tirage

12	14	16	18	20	31	45
----	----	----	----	----	----	----

2^{es} tirages

4	21	23	31	41	42	40
---	----	----	----	----	----	----

LE MONDE

RESULTATS OFFICIELS

1 ^{er} tirage	2 ^{es} tirages	3 ^{es} tirages	4 ^{es} tirages	5 ^{es} tirages
12	14	16	18	20
31	45	21	23	31
41	42	40	45	40

Communiquez !

Adresser un E-Mail sur Internet ?

Envoyer un fax ?

C'est possible à partir de votre Minitel !

3615 LEMONDE

MARCHÉ DE L'ART Une centaine d'œuvres signées Van Gogh, Renoir, Monet, Picasso ou Chagall ont été achetées à grands frais par des japonais à la fin des années 80. ● LE

CHIFFRE D'AFFAIRES du marché de l'art occidental au Japon a atteint les 1 000 milliards de yens par an (environ 50 milliards de francs) en 1986-1987 avant de s'effondrer brutalement au

début des années 90. ● **BANQUE-ROUTES ET FAILLITES** frauduleuses se sont, depuis, multipliées au Japon. Les tableaux ont été saisis par les créanciers, sans que l'on sache toujours où

ils se trouvent. Ainsi a-t-on perdu la trace des Noces de Pierrette, de Picasso, vendu 7,5 milliards de yens en 1989 au promoteur Tomonori Tsurumaki. ● **L'ARRIVÉE MASSIVE** de ces ta-

bleaux sur le marché pourrait provoquer son effondrement. Les musées locaux tendent, par leurs acquisitions, à soutenir les prix. Mais leurs achats sont souvent contestés.

Des tableaux otages de la spéculation japonaise

Des œuvres de Van Gogh, Renoir ou Picasso, achetées au plus fort de la spéculation, ont été saisies par les créanciers - banques, organismes de crédit - de leurs propriétaires en faillite. Le public n'y a plus accès et l'on ignore où elles se trouvent

TOKYO

de notre correspondant

Où se trouvent-elles ? Dans quelles conditions sont-elles conservées ? On sait peu de choses des œuvres - une centaine - signées Van Gogh, Renoir, Monet, Picasso ou Chagall, achetées à grands frais par des personnalités japonaises à la fin des années 80, au cours de la « bulle financière », période de spéculation intense. Les acquéreurs ont, depuis, fait faillite et les tableaux saisis par leurs créanciers, généralement des banques et des organismes de crédit, sont aujourd'hui « en prison ».

« On pourrait ouvrir un petit Musée d'Orsay avec ces chefs-d'œuvre confisqués et les milliers de tableaux de maîtres de moindre importance (Utrillo, Dufy) qui ont fini dans les caves des banques », affirme le critique d'art Shinichi Segi, qui s'indigne : « Non seulement, le public n'y a plus accès, mais encore on ne sait pas exactement où ils se trouvent et surtout on ignore dans quelles conditions (température, degré d'humidité, etc.) ils sont gardés ».

M. Segi estime que la valeur de ces tableaux représente la moitié des quelque 3 000 milliards de yens (environ 150 milliards de francs) qui ont circulé sur le marché de l'art nippon entre 1987 et 1990. Ces peintures sont à 80 % occidentales (le reste étant représenté par la peinture japonaise traditionnelle, *nihonga*) et les deux tiers sont des œuvres de peintres français, essentiellement impressionnistes.

■ **BAISSE - SANS SCRUPULES**

Parmi les œuvres occidentales « en prison » figurent *Les Noces de Pierrette*, de Picasso. Cette peinture de la période bleue a été vendue à Drouot-Montaigne, en novembre 1987, 7,5 milliards de yens (soit 35 millions de francs au cours de l'époque). Jolie « cubiste » pour le propriétaire, le collectionneur suédois Frederik Roos, qui avait acquis la toile 25 millions de francs huit mois auparavant. L'acquéreur japonais qui suivait de Tokyo les enchères grâce à une



« Les Noces de Pierrette », de Picasso, huile sur toile, 115 x 195 cm (1905).

liaison satellite, était le promoteur-spéculeur nippon, Tomonori Tsurumaki, qui, deux ans plus tard, faisait faillite. Le tableau se trouvait, aujourd'hui, entre les mains de son créancier, l'organisme de crédit Leak qui, selon la rumeur, souhaiterait le remettre sur le marché. Mais, contacté par *Le Monde*, cet organisme affirme ne pas être en possession des *Noces de Pierrette*.

Le sort réservé à d'autres toiles saisies est encore plus obscur : c'est le cas de celles que possédait la société de crédit Aichi Finance, qui a fait faillite cette année. Son PDG, Yasumichi Morishita, l'un des grands arnaqueurs de la place, avait commencé sa carrière comme usurier et devint un *raider* sans scrupules, surnommé « la vipère » dans les milieux boursiers. Avec sa galerie, Aska International (rebaptisée Mori International), Morishita, qui était un actionnaire de Christie's International, spéculait aussi sur les tableaux - en compagnie de M. Tsurumaki, au départ son employé. Il avait acheté, en 1989, *La Maternité* et *Au Lapin agile*, du même Picasso. Avec une autre galerie appartenant à

un distributeur de voitures Toyota, à Nagoya, Masahiko Sawada, également en faillite, Aska investit quelque 100 milliards de yens (environ 5 milliards de francs) en peintures impressionnistes.

■ **UNE FORTE PERTE DE VALEUR**

La frénésie spéculative de la fin de la décennie 1980 a été une « manne » pour les marchands de tableaux (occidentaux et japonais) qui ont fait des fortunes colossales grâce à ce que l'on appelait alors la *Japanese price* (le prix japonais), très supérieur au prix mondial. Au cours de la première moitié des années 80, le chiffre d'affaires du marché de l'art occidental au Japon tournait autour des 200 milliards de yens par an (environ 10 milliards de francs). A partir de 1986-1987, ce chiffre se multipliait par cinq. Le coup d'envoi de la frénésie spéculative sur les tableaux occidentaux avait été l'achat par la compagnie d'assurance Yasuda des *Tournevis* de Van Gogh (5,8 milliards de yens). Entre 1987 et 1990, le Japon a importé, chaque année, près d'un million de tableaux de l'étranger. En 1995, le marché de l'art oc-

cidental ne se chiffrait plus qu'à 24 milliards de yens, soit 5 % du montant de 1990 et les prix avaient chuté : en d'autres termes, les tableaux ont perdu de 20 % à 30 % de leur valeur par rapport au prix d'achat de la période spéculative.

Le Portrait du docteur Gachet, de

Les musées prennent la relève

Il existe actuellement au Japon 146 musées publics municipaux ou préfectoraux, disposant de fonds et soutiens de prestige. Les deux tiers ont été construits au cours des dix dernières années. Pourtant l'achat, en février, par le Musée d'Utsunomiya (au nord de Tokyo) de *La Grande Famille*, œuvre du surréaliste René Magritte, au prix de 620 millions de yens (environ 1 200 000 francs) a fait hurler les contributeurs : il était, en effet, estimé à 120 millions de yens par un marchand d'art new-yorkais. De même, en 1994, la municipalité de Tokyo fut-elle accusée d'avoir acheté à un prix exorbitant (600 millions de yens, environ 120 millions de francs) une œuvre de Roy Lichtenstein destinée au nouveau Musée d'art moderne de la capitale. Puis ce fut le tour de la municipalité d'Osaka, pour avoir dépensé 1,9 milliard de yens pour un Modigliani et une vingtaine d'autres toiles.

Les villes de Fukuoka et d'Aomori ont acheté respectivement un Dali (560 millions de yens) et trois rideaux de théâtre peints par Chagall pour 1,5 milliard de yens. Après les spéculateurs, ce sont les musées qui, en raison du laxisme des contrôles sur l'utilisation des fonds publics ou des subventions pour la promotion de la culture, tendent à faire grimper les prix.

cun marché ne pourrait absorber soudainement un tel nombre de toiles de maîtres », déclarait récemment Tomohisa Kondo, président de Tokyo Executive Center, filiale de la firme Mitsui, qui fait commerce de tableaux. « Nous recevons des propositions de marchands d'art occidentaux, mais aucune transaction ne peut être conclue car les prix offerts sont jugés trop bas ».

Quant aux amateurs japonais, échaudés, ils ne font plus guère confiance aux marchands de tableaux : « Ceux-ci ont perdu leur crédibilité », estime Hiroya Tsukibara, directeur de la galerie Tsubaki de Tokyo, dans une interview à la revue *Nikkei Bp Mook*. A cela s'ajoute le problème des faux : ils seraient nombreux parmi les œuvres achetées, et leurs possesseurs sont incapables d'en juger l'authenticité. Pour tenter de redonner confiance à leur clientèle, une vingtaine de galeries viennent de créer un système de vente aux enchères.

■ **LES PEINTRES NIPPONS AUSSI**

« S'il y a davantage de faillite d'organismes de crédit, les banques seront peut-être obligées de vendre les tableaux en leur possession », estime Shinichi Segi, qui suggère que l'Agence de la culture crée une fondation pour acquérir ces chefs-d'œuvre afin que le public puisse les voir. Dans une moindre mesure, la peinture japonaise a aussi été l'objet de spéculation et certaines grandes œuvres nées dans l'archipel connaissent le même sort que leurs homologues occidentales : « On ne sait pas non plus où elles se trouvent et cela pose un problème lorsque l'on veut organiser des expositions », poursuit M. Segi.

Seuls espoirs des créanciers : les musées locaux qui payent encore le prix fort pour des toiles prestigieuses. Mais, là encore, rien n'est moins sûr : les contribuables contestent cette politique jugée « somptuaire ». En attendant, les tableaux pris en otage restent invisibles.

Philippe Pons

Trois visions singulières pour trois classiques

Mozart boulevardier, Schoenberg mélancolique et Messiaen éthéré

SALZBOURG

de notre envoyé spécial
Nikolaus Harnoncourt ayant décidé de ne plus diriger d'opéras au Festival de Salzbourg au motif



FESTIVAL DE SALZBOURG

qu'on ne s'y préoccupe pas assez de musique et trop de théâtre, c'est le Néerlandais Edo De Waart qui monte au pupitre. Il dirige avec une vivacité un peu rude ; les phrases sont découpées au scalpel ; le contrepoint des bois (formidables bassons et flûtes) surgit de la fosse comme la lumière transperce un vitrail. La mise en scène de Luc Bondy va dans le même sens. Trop. Elle appuie ce qui ne devrait jamais l'être. Ses *Noces* ? Du théâtre de boulevard quand même : les portes claquent, les chanteurs galopent à travers la scène, les gags sont au rendez-vous et le metteur en scène cherche à tout prix la complicité du public. On en vient à perdre patience, à ne plus vouloir regarder pour seulement écouter. Les chanteurs tiennent bien leur rôle, bien que la Comtesse de Solweig Krangelborn soit vocalement un peu lourde, presque pâteuse et que Dmitri Hvorostovsky ait une diction qui manque de projection. Une mention pour l'exceptionnel Chérubin de Susan Graham, mo-

zartienne idéale, à la voix claire, timbrée, persuasive. Les décors de Peduzzi sont élégants, mais sans vraie force évocatrice. On se prend finalement pas très bien ce qu'a voulu dire Harnoncourt. Ce qui se passe dans le Stadtkino est d'une tout autre portée. Le metteur en scène suisse Christoph Marthaler a entrepris, contre toute attente, de « mettre du théâtre sur » le *Pierrot lunaire* d'Arnold Schoenberg et le *Quatuor pour la fin du temps* d'Olivier Messiaen. Il y a, dans son spectacle, une adéquation idéale entre un lieu, un décor, la musique et sa mise en scène. Loin de démarquer ces deux œuvres, Marthaler invente un discours théâtral qui en multiplie l'atmosphère et les fait entendre comme on ne les avait jamais re-

cue. Lorsque l'on prend place dans le Stadtkino, on remarque d'abord cette salle déglutinée, aux murs de béton jaunâtre et de briques dépareillées d'où surgissent des buses de chauffage en acier inoxydable. On porte le regard vers le plafond, poutrelles de béton brut, gros tuyaux métalliques. On regarde la scène. Le décor semble le prolongement de ce lieu dont on sait trop s'il est en ruine ou en travaux, sorte de salle d'attente déshumanisée qui pourrait être celle d'un hôpital, d'une gare ou d'une prison. On ne les voit pas, mais ils sont là, le récitant (d'habitude, c'est une femme qui « s'apreht » l'œuvre de Schoenberg), les *Pierrots*, pauvres créatures décalées - en attente de quoi ? Une grande balance, un fau-

Zimmermann, un violoniste miraculeux

Frank Peter Zimmermann, treize et un ans, sourit comme un adolescent frondeur face à l'assemblée qui le fête. Se doute-t-il du miracle qu'il vient d'accomplir dans le *Concerto pour violon de Beethoven* ? Se doute-t-il qu'il a soulevé de terre cette œuvre qui ne pardonne pas la moindre inattention, la moindre baisse d'inspiration, dont la ligne de chant, sans cesse à découvert, expose le soliste comme un équilibriste sans filet ? On ne se souvient pas, ni au concert ni au disque, d'une telle liberté dans le chant, d'une sonorité aussi immaculée et de phrases aussi purs que les trilles d'un rossignol dans la nuit. Avec Lorin Maazel et des Viennois plus inspirés que jamais, Zimmermann vient de confirmer ce que l'on pressentait, ce violoniste est un ange créateur.

★ *Concerto pour violon et orchestre*, de Ludwig van Beethoven, avec Frank Peter Zimmermann (violin), l'Orchestre philharmonique de Vienne, Lorin Maazel (direction). Grosses Festspielhaus, le 18, 20 h 30.

teuil club crasseux, un bureau, un distributeur de chewing-gum, une femme habillée en homme, quatre hommes. La musique n'a pas commencé qu'ils bougent lentement. Les musiciens arrivent. Le pianiste se lave les mains, une femme rigole - ce spectacle fera rire, quand il n'exprime qu'angoisse, mystère, irréalité blafarde. Le récitant « parle-chante » d'une voix de fausset. Son regard convulsif, ses gestes excessifs sortent du cinéma muet. Les *Pierrots* vont et viennent indépendamment de la musique ; la femme démonte les prises électriques, les poignées de porte ; les hommes montent sur la balance ; se perchent repliés sur eux-mêmes comme des gargouilles ou des malades, dansent comme des aliénés. Une porte s'ouvre, des régisseurs font rouler un grand piano. Les acteurs gênent leur travail, ne savent où se poser. Mélange du vrai, du faux. L'ambiance est alourdie par quelques rires, des spectateurs qui arrivent en retard et gênent eux aussi. Les musiciens jouent alors le *Quatuor pour la fin du temps*, créé par Messiaen, Henri Akoka, Edouard Pasquier et Jean Le Boulère, devant trois mille prisonniers, du Stalag VIII, le 15 janvier 1941. Non comme une prière, mais à la façon d'un chant éthéré qu'écourent les acteurs descendus de scène, figés face au public, après avoir pesé leur vie sur la balance.

Alain Lompech

■ **MUSIQUE** : le violon de Niccolò Paganini va être joué le 30 août en Suède dans un concert public. L'autorisation en a été donnée par la fondation Paganini aux violonistes Dina Schneidermann et Emil Kamilarov. Les concerts auront lieu du 30 août au 3 septembre au château d'Uppsala, au nord de Stockholm. Depuis 1954, le violon, un Gammarus del Gesu baptisé « Il Canone », n'est joué que par les lauréats du concours Paganini de Gênes. Assuré pour 37,5 millions de dollars, il sortira d'Italie pour la première fois depuis 1840.

■ **INDUSTRIES MUSICALES** : Thorn EMI menacé de procès par les compositeurs britanniques. Selon le *Financial Times*, une cinquantaine d'auteurs et de compositeurs ayant signé des chansons d'Elvis Presley, Tom Jones, ou Pet Shop Boys réclament la moitié des droits pour la diffusion de leurs chansons en dehors du Royaume-Uni, au lieu des 25 % actuels. Selon la société britannique des auteurs et compositeurs, qui a formulé la plainte, le groupe Thorn EMI, pourtant en position délicate alors qu'il vient de se scinder en deux (EMI pour les disques, Thorn plc pour l'électroménager) a refusé toute conciliation.

■ **ARTS** : le Symposium international de sculpture monumentale sur granits bretons s'est tenu à Guéhenno (Morbihan). Les œuvres de sept artistes (dont un Burkinabé, Ky Striki, et un Roumain, Mihai Pacurar) seront installées le long d'un circuit touristique dans le nord Morbihan. Du 15 juillet au 15 août, dix mille visiteurs sont venus voir travailler les sculpteurs.

هكذا من الأصل

COMMENT LES BARONS DU POUVOIR PILLENT LE MEXIQUE

LE MONDE diplomatique

La révolution informationnelle
Par JOËL DE ROSNAY
(Page 18.)

ARGENT ET ÉLECTIONS AUX ÉTATS-UNIS

Le trésor de guerre du président Clinton

L'exploit en val de Bourgogne de la Trinité-Ardenne (1984) au large de l'Island, le 17 juillet dernier, et l'odyssée amérain d'Atlanta, le 27 juillet, pendant le déroulement des Jeux olympiques créent une double page de couleur, à dévotion éternelle, qui récapitulent le destin d'un homme d'État. Dans une cité magique, l'Amérique se prépare à l'élection présidentielle. Le candidat démocrate, Bill Clinton, s'oppose à l'ancien gouverneur de l'Arkansas, le républicain et démocrate, George Bush. Le candidat démocrate, Bill Clinton, s'oppose à l'ancien gouverneur de l'Arkansas, le républicain et démocrate, George Bush. Le candidat démocrate, Bill Clinton, s'oppose à l'ancien gouverneur de l'Arkansas, le républicain et démocrate, George Bush.

Septembre rouge

Par IGNACIO RAMONET

Ni la méditation ni la réflexion ne sont possibles dans ce monde. Aux États-Unis, on se précipite vers le futur, on se précipite vers le futur, on se précipite vers le futur. On se précipite vers le futur, on se précipite vers le futur, on se précipite vers le futur. On se précipite vers le futur, on se précipite vers le futur, on se précipite vers le futur.



JEAN-CHARLES BLAIS - Juin 1995

AOÛT 1996

UN NUMÉRO EXCEPTIONNEL DU « MONDE DIPLOMATIQUE » :

ÉTATS-UNIS
Double jeu américain en Colombie (Noam Chomsky).

SOCIÉTÉ
Guerre aux pauvres ! (Eduardo Galeano).

MEURTRIS
L'autophagie, risque majeur de la fin du siècle (Denis Duclos).

LITTÉRATURE
« L'écran crevé », une nouvelle inédite (Didier Daeninckx).

ESPAGNE
Qui a peur des Catalans ? (Manuel Vazquez Montalban).

IDÉOLOGIE
Comment la pensée devint unique (Susan George, François Brune).

TECHNOLOGIES
Aux avant-postes du cybermonde (Ingrid Carlander).

LOISIRS
Un ethnologue à Center Parcs (Marc Augé).

Egalement au sommaire

● JAPON : Et si l'Etat faisait faillite ? par Gavan McCormack ● AFRIQUE : Ce village malien dont la réussite stupéfie le monde, par Patrick Coupechoux ● CANADA : Les ambitions pacifiques de Vancouver, par Florence Beaugé ● ENFANCES : Le commerce mondial de la prostitution des mineurs, par Claire Brisset. ● MÉDIAS : Les journalistes américains en accusation, par Serge Halimi. ● CINÉMA : Faut-il interdire les films sanguinaires ?, par Olivier Mongin. ● MÉDITERRANÉE : Pour une communauté culturelle, par Albert Jacquard.

EN VENTE CHEZ
VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX
22 F

Mulhouse et l'Europe du jazz

La cité alsacienne termine l'été festivalier avec une affiche novatrice



LE PROGRAMME de Jazz à Mulhouse est, cette année, resserré dans le temps et durera dix jours. Pour autant, l'impression de densité qui caractérise le festival, réparti sur plusieurs lieux de la ville et quelques communes proches, reste présente. C'est l'Europe du jazz nouveau et créatif qui se retrouve ainsi à Mulhouse - les Pays-Bas, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Pologne, les actuelles Républiques slovaque et tchèque, la France, l'Italie, la très active Suisse - avec des cousins d'Amérique qui ne se fondent pas dans le moule du néo-bop consensuel. Le programme est un modèle du genre et permettra notamment de dresser un état assez complet de certains projets de musiciens français : ainsi, le trio Romano/Scalvis/Texier, le quartette de Jacques Thollot, Chiens méchants de Phil-

ippe Deschepper ou le Mad Nomad's de Henri Texier. On sera attentif aux solos de Denis Colin, René Lussier (Canada), Dominique Regeff, Peter Machadik, Joëlle Léandre, Iva Bittova et Walter Wierbos ; aux duos Vyacheslav Gayvoronsky/Vladimir Volkov, Maya Homburger/Bary Guy ou Gérard Marais/Renaud Garcia-Fons. Les nuits seront riches avec les formations de Helmut Joe Sachse, Bob Ostertag et Gerry Hemingway. Finale dans l'après-midi du 25 août avec le trio Chusone et le Kollektif de Willem Breuker dans un endroit magique, la Commanderie de Rixheim.

* Jazz à Mulhouse et en haute Alsace, 7, rue Alfred-Engel, 68224 Mulhouse. Jusqu'au 25 août. Tél. : 89-45-63-95. Nombreux concerts gratuits, de 50 F à 100 F, abonnement 360 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

FRANÇOIS TRÉPAGES, VRAIS JUMEAUX Film américain d'Andrew Davis, avec Andy Garcia, Alan Arkin, Rachel Ticotin, Joe Pantoliano (1 h 52). VO : UGC Ciné-cité les Halles, Dolby, 1^{re} (47-42-56-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; Mistral, Dolby, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, Dolby, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, Dolby, 15^e (48-28-42-27) ; réservation : 40-30-20-10 ; Patiné Wepler, Dolby, 18^e (ré-servation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, Dolby, 20^e (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10.

FRÉDÉRIC SCHUTZ Film franco-hongrois d'Idiok Enyedi, avec Gary Kemp, Sadie Frost, Alexander Kaidanovsky, Peter Vail, Andor Lukats, Philippe Dutois (1 h 30). VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1^{re}. INSTANT DE BONHEUR Film américain de James Foley, avec Al Pacino, Mary Elizabeth Mastrantonio, Jerry Barone, Patrick Borriello (1 h 30). VO : Gaumont les Halles, Dolby, 1^{re} (40-39-99-40) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Odéon, 6^e (43-25-59-83) ; Publicis Champs-Élysées, 8^e (47-20-76-23) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Bastille, 11^e (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15^e (43-75-79-79). VF : Gaumont Opéra Français, Dolby, 9^e (47-70-33-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Fauvette, Dolby, 13^e (47-07-55-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (42-24-84-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Paroisse, Dolby, 14^e (ré-servation : 40-30-20-10).

MO' Film français d'Yves-Noël François, avec Jean-Marie Barr, Jean Yanne, Gunilla Karlsen, Bernard Haller, Farid Chopel, Cécile Vassort (1 h 22).

UGC Ciné-cité les Halles, Dolby, 1^{re} (47-42-56-31) ; réservation : 40-30-20-10.

L'ULTIME SOUPER Film américain de Stacy Tittle, avec Jason Alexander, Cameron Diaz, Nora Dunn, Charles Durning, Ron Eldard, Annabeth Gish (1 h 25).

VO : Gaumont les Halles, Dolby, 1^{re} (40-39-99-40) ; réservation : 40-30-20-10 ; Reflet Médias, salle Louis Jovet, 5^e (43-54-42-34) ; Bretagne, 6^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Champs-Élysées, 8^e (43-59-04-67) ; réservation : 40-30-20-10 ; Majestic Bastille, Dolby, 11^e (47-00-02-48) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (42-24-84-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; Patiné Wepler, Dolby, 18^e (ré-servation : 40-30-20-10).

VF : Gaumont Opéra Français, Dolby, 9^e (47-70-33-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, Dolby, 12^e (43-43-64-67) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Fauvette, Dolby, 13^e (47-07-55-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, Dolby, 14^e (ré-servation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, Dolby, 15^e (48-28-42-27) ; réservation : 40-30-20-10.

REPRISES CÉLINE ET JULIE VONT EN BATEAU de Jacques Rivette, avec Juliet Berto, Dominique La-

bourier, Marie-France Pisier, Bulle Ogier, Barbet Schroeder, Philippe Clévenot.

FRANÇAIS, 1974 (3 h 12). 14-Juillet Beaubourg, 3^e (42-77-14-55).

LA CHINOISE de Jean-Luc Godard, avec Anne Wiazemsky, Jean-Pierre L  aud, Juliet Berto.

Le Saint-Germain-des-Pr  s, Salle G. de Beaugrenelle, 6^e (42-22-67-23).

DUEL de Steven Spielberg, avec Dennis Weaver, Jacqueline Scott, Eddie Fiske.

Américain, 1974 (1 h 30). 14-Juillet Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38).

LA J  T   de Chris Marker, avec Hélène Chastelain, Davos Hanich, Jacques Ladoux, Jean Negro-ni.

FRANÇAIS, 1963, noir et blanc, 20 min. 14-Juillet Beaubourg, 3^e (42-77-14-55).

LA SOIF DU MAL de Orson Welles, avec Charlton Heston, Janet Leigh, Marlene Dietrich, Orson Welles, Joseph Callela.

Américain, 1957, noir et blanc, copie neuve (1 h 50). VO : Action Christine, 6^e (43-29-11-30) ; Elysées Lincoln, 8^e (43-59-36-36) ; réservation : 40-30-20-10.

THE SHANGHAI GESTURE de Josef von Sternberg, avec Gene Tierney, Walter Huston, Victor Mature, Ona Munstun, Phyllis Brooks.

Américain, 1941, noir et blanc, copie neuve (1 h 15). VO : Gaumont les Halles, 1^{re} (40-39-99-40) ; réservation : 40-30-20-10 ; Espace Saint-Michel, 5^e (44-07-20-49) ; Gaumont Ambassade, Dolby, 8^e (43-59-19-08) ; réservation : 40-30-20-10 ; Escorial, 13^e (47-07-28-04) ; réservation : 40-30-20-10.

FESTIVALS AKIRA KUROSAWA, HUMANISME ÉPIQUE (v.o.), Studio des Ursulines, 5^e (43-26-19-09).

ALFRED HITCHCOCK (v.o.), Le Champo Espace Jacques-Tati, 5^e (43-26-19-09).

ARNAUD DESP  CHIN CINÉASTE DE NOTRE TEMPS, Studio des Ursulines, 5^e (43-26-19-09).

BRANDO, LE REBELLE (v.o.), Le Quartier Latin, 5^e (43-26-84-55).

LE CINÉMA CHINOIS, DE LA TRADITION    LA MODERNITÉ (v.o.), Le Champo Espace Jacques-Tati, 5^e (43-26-19-09).

L'  T   FRITZ LANG (v.o.), Grand Action, 5^e (43-29-44-40).

FRANK CAPRA (v.o.), Le Quartier Latin, 5^e (43-26-84-55).

GÉNÉRATION 90, Les Trois Luxembourgs, 6^e (46-33-97-77).

JAMES BOND (v.o.), Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20).

LES MARX BROTHERS (v.o.), Le Champo Espace Jacques-Tati, 5^e (43-26-19-09).

LE MAX-LINDER FAIT SA CINÉMA THÈQUE (v.o.), Max-Linder Panorama, 5^e (48-24-88-88).

NIKIO NABUSE OU LE PESSIMISME POÉTIQUE (v.o.), Studio des Ursulines, 5^e (43-26-19-09).

MIZOGUCHI RETROUVÉ (v.o.), L'Ar-lequin, 6^e (45-44-28-80).

MODELES DU 7^e ART, LA COMÉDIE (v.o.), Reflet M  d  cis II, 5^e (43-54-42-34).

REGARDS SUR LE CINÉMA JAPONAIS (v.o.), Studio des Ursulines, 5^e (43-26-19-09).

RETROSPECTIVE KEN LOACH (v.o.), Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5^e (43-54-15-04).

VARIATIONS SUR L'HOMOSEXUALITÉ (v.o.), 14-Juillet Beaubourg, 3^e (42-77-14-55).

WERNER FASSBINDER (v.o.), Accatone, 5^e (46-33-86-86).

WIM WENDERS (v.o.), Accatone, 5^e (46-33-86-86).

MUSIQUE

Une sélection des concerts classiques, jazz, chanson et musiques du monde    Paris et en Ile-de-France

CLASSIQUE

Chœur de la cathédrale de Varsovie Haydn : Missa Brevis. Chœur orthodoxe : Musique sacrée et romantique polonaise. A. Filaber (direction).

Eglise Saint-Séverin, 3, rue des Prêtres-Saint-Séverin, Paris 5^e. M   Saint-Michel, 20 h 45, le 18. Tél. : 44-62-70-90. Location Fnac, Virgin, De 75 F    120 F. Et le 20    20 h 45, en l'Eglise Saint-Louis-en-l'  le.

Orchestre de chambre du Parnasse Borodine : Danses poloviennes. Tchaikovski : Andante cantabile. Christophe Boulier (violin, direction).

Sainte-Chapelle, 4, boulevard du Palais, Paris 1^{re}. M   Cité Saint-Michel, Châtelet, 21 heures, les 18, 20, 21, 22, 23 et 24. Tél. : 45-45-65-77. De 130 F    160 F.

Anton Martinov (violin), Vincent Giovinetti (violoncelle) Œuvres de Haydn, Bach, Vivaldi et Porpora.

Théâtre de l'  le Saint-Louis, 39, quai d'Anjou, Paris 6^e. M   Pont-Marie, 20 heures, les 20, 21, 22, 23 et 24. Tél. : 46-33-48-80. Chœur et orchestre Sinfonietta de Paris.

Mozart : Requiem. Anne-Marguerite Werster (soprano), Axelle Ekaland (mezzo-soprano), Ivan Mat  k (  t  n), Théo Caliss   (basse), Alberto Meranon (direction).

Eglise Saint-Germain-des-Pr  s, 3, place Saint-Germain-des-Pr  s, Paris 6^e. M   Saint-Germain-des-Pr  s, 21 heures, le 20. Tél. : 42-77-65-65. Location Fnac, Virgin, De 90 F    150 F.

Guillaume Playns (violin), Emmanuel Hantky (alto), Jérôme Pinget (violoncelle).

Schubert : Trio    cordes D 471. Roussel : Trio    cordes op. 58. Beethoven : Sérénade op. 8.

Clé de la Musique, 221, avenue Jean-J  r  s, Paris 19^e. M   Porte-de-Pantin, 16 h 30, les 24 et 25. Tél. : 44-84-44-84. Entrée libre.

Capella du Musée du Kremlin de Moscou Chœurs orthodoxes russes. Mozart : Requiem. Jean-Paul Jourdan (violin), Chœur du Festival Musée en l'  le.

Académie de l'  le Saint-Louis, Guernademy Dmytryak (direction). Eglise Saint-Louis-en-l'  le, 19, rue Saint-Louis-en-l'  le, Paris 6^e. M   Pont-Marie, 20 h 45, le 24 ; 17 heures, le 25. Tél. : 44-62-70-90. Location Fnac, Virgin, De 90 F    150 F.

Thomas Surin   (violincelle), Bach : Suites pour violoncelle seul BWV 1007, 1008 et 1009.

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 1, rue Saint-Julien-le-Pauvre, Paris 5^e. M   Saint-Michel, 21 heures, le 24. Tél. : 42-77-65-65. Location Fnac, Virgin, De 90 F    130 F.

Renata Scotto (soprano), Vincenzo Scarlatti (piano) Œuvres de Haydn, Rossini, R. Strauss, Liszt, Wolf-Ferrari et Puccini.

Roussel (35). Abbaye, 20 h 45, le 24. Tél. : 34-61-00-66. 135 F et 95 F.

Quatuor Kalkbrenner Haydn : Quatuor    cordes op. 76 né 2. Schubert : Quatuor    cordes    la Jeune Fille et la mort. Kurtz : Officium brevis op. 28.

Secaux (92). Orangerie, parc de Secaux, M   Bourg-la-Reine, 17 h 30, le 24. Tél. : 46-61-00-66. 135 F et 95 F.

Anne Chew (soprano), Alain Brunet (violin, orgue) Œuvres de la Renaissance et œuvres baroques.

Hôpital Cochin. Cl  tre de Port-Royal, 123, boulevard du Port-Royal, Paris 14^e. M   R  r Port-Royal, 16 heures et 18 heures, le 25. Entrée libre.

Stanko Arnold (trompette), Irena Chirkova (orgue) Œuvres de Bach, Heindel, Corelli, Gervais et Elbert.

Chapelle Saint-Louis-de-la-Sal  p  tr  rie, 47, boulevard de l'Hôpital, Paris 13^e. M   Saint-Marcel, Gare d'Austerlitz, 16 h 30, le 25. Tél. : 42-16-04-24. Entrée libre.

Alla Francesca Chansons du XIII   siècle. Sainte-Chapelle, 4, boulevard du Palais, Paris 1^{re}. M   Cité Saint-Michel, Châtelet, 20 h 30, le 25. Tél. : 44-62-70-90. Location Fnac, Virgin, De 75 F    120 F.

Georges Pludermacher (piano) Mozart : Sonate pour piano KV 332. Beethoven : Sonate pour piano op. 14 né 2. Schubert-Liszt : Sonate pour piano    S  r  e de Vienne   . Schoenberg : Pièces pour piano op. 19. Ravel : Valse nobles et sentimentales, La Valse.

Secaux (92). Orangerie, parc de Secaux, M   Bourg-la-Reine, 17 h 30, le 25. Tél. : 46-61-00-66. 135 F et 95 F.

JAZZ Genee Mighty Flea Connors Caveau de la Huchette, 5, rue de la Huchette, Paris 3^e. M   Saint-Michel, 21 h 30, le 24. Tél. : 43-26-65-05. 70 F.

Marc Barreau Trio Ba  r Salé, 58, rue des Lombards, Paris 1^{re}. M   Cité Saint-Michel, Châtelet, 21 h 30, les 18, 20, 21, 22, 23 et 24. Tél. : 42-33-37-71. Location Fnac, Virgin, De 35 F    80 F.

Marcel Zanini Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-R  n  -Mouchotte, Paris 14^e. M   G  t  , Montparnasse-Bienvenue, 21 heures, le 20. Tél. : 43-21-56-70. De 100 F    150 F.

Maxim Saury Caveau de la Huchette, 5, rue de la Huchette, Paris 3^e. M   Saint-Michel, 21 h 30, les 20, 21, 22, 23 et 24. Tél. : 43-26-65-05. 70 F.

Pauline Orchester de Leipzig Bach : Passion selon saint Matthieu. Maître d'enfants de la Ch  se-Dieu, Chœur de l'université de Leipzig, Wolfgang Unger (direction).

Abb  tie, 43 La Ch  se-Dieu, 21 heures, le 26. Tél. : 71-00-01-16. De 60 F    480 F.

Orchestre national de Lyon Hon  gger : Jeanne d'Arc au b  cher. Brigitte Fossey (Jeanne), Simon Elie (frère Dominique), Maître de la Loire, Chœur de Cluj, Alain Lombard (direction).

Abb  tie, 43 La Ch  se-Dieu, 21 h 30, le 27 et 28. Tél. : 71-00-01-16. De 60 F    480 F.

Sonatori de la Gioiosa Marca Vivaldi : Concertos op. 8 pour violon et cordes    Les Quatre S  sons   , Concerto pour cordes et basse continue RV 128, Concerto pour trois violons, alto et basse continue RV 551. Giuliano Carmignola (violin).

Abb  tie, 43 La Ch  se-Dieu, 16 heures, le 28 ; 17 h 30, le 29. Tél. : 71-00-01-16. De 60 F    480 F.

Ensemble vocal Sagittarius Sch  tz : Psaumes de David. Michel Lap  nie (direction). Chapelle des Pénitents, 43 La Ch  se-Dieu, 15 heures, les 29 et 30. Tél. : 71-00-01-16. 270 F.

Orchestre de la radio polonaise Penderecki : Passion selon saint Luc. Chœur de la Philharmonie nationale de Varsovie, Krzysztof Penderecki (direction).

Abb  tie, 43 La Ch  se-Dieu, 21 h 15, le 29. Tél. : 71-00-01-16. De 60 F    480 F.

Orchestre de la radio polonaise Berlioz : Requiem. Ensemble de cultures Guy Tournon, Chœur de la Philharmonie nationale de Varsovie, Wojciech Rajski (direction).

Abb  tie, 43 La Ch  se-Dieu, 21 h 30, le 25. Tél. : 71-00-01-16. De 60 F    480 F.

Pauline Orchester de Leipzig Bach : Passion selon saint Matthieu. Maître d'enfants de la Ch  se-Dieu, Chœur de l'université de Leipzig, Wolfgang Unger (direction).

Abb  tie, 43 La Ch  se-Dieu, 21 heures, le 26. Tél. : 71-00-01-16. De 60 F    480 F.

Orchestre national de Lyon Hon  gger : Jeanne d'Arc au b  cher. Brigitte Fossey (Jeanne), Simon Elie (frère Dominique), Maître de la Loire, Chœur de Cluj, Alain Lombard (direction).

Abb  tie, 43 La Ch  se-Dieu, 21 h 30, le 27 et 28. Tél. : 71-00-01-16. De 60 F    480 F.

Sonatori de la Gioiosa Marca Vivaldi : Concertos op. 8 pour violon et cordes    Les Quatre S  sons   , Concerto pour cordes et basse continue RV 128, Concerto pour trois violons, alto et basse continue RV 551. Giuliano Carmignola (violin).

Abb  tie, 43 La Ch  se-Dieu, 16 heures, le 28 ; 17 h 30, le 29. Tél. : 71-00-01-16. De 60 F    480 F.

Ensemble vocal Sagittarius Sch  tz : Psaumes de David. Michel Lap  nie (direction). Chapelle des Pénitents, 43 La Ch  se-Dieu, 15 heures, les 29 et 30. Tél. : 71-00-01-16. 270 F.

Orchestre de la radio polonaise Penderecki : Passion selon saint Luc. Chœur de la Philharmonie nationale de Varsovie, Krzysztof Penderecki (direction).

Abb  tie, 43 La Ch  se-Dieu, 21 h 15, le 30    et le 1^{er} septembre. Tél. : 71-00-01-16. De 60 F    480 F.

CHARTRIERS Jacques Boucher (orgue) Œuvres de Tieluozos, Tournemire, Dur   et Bonnet.

Cathédrale, 28 Chartres, 16 h 45, le 25. Tél. : 37-21-50-00. Entrée libre.

Mala Punic Ballades du Neo Stilnovo en Italie. Eglise Saint-Pierre du lycée Bartholdi, 68 Colmar, 20 h 45, le 24. Tél. : 89-20-29-02. 200 F.

Quintette    vent de l'Ensemble Intercontinental. Concerto pour Quintette Hindemith : Kleine Kammermusik op. 24 né 2. Berlioz : Sequenza VII. Henze : Quintette    vent. B  rtwilde : Five Distances. Ligeti : Bagatelles.

Eglise Saint-Pierre du lycée Bartholdi, 68 Colmar, 20 h 45, le 25. Tél. : 89-20-29-02. 120 F.

FLAINE Bruno Lathou   (récitant), Emille Neosart (piano), F  d  ric B  cosse (chœur), Les Br  s, H  r de la Terre. Auditorium, 74 Flaine, 20 h 45, le 24. Tél. : 46-48-03-03. 70 F.

Jean-Marie Phillips (violin), Christophe Gaud   (alto), Henri Beethoven : Trio    cordes né 3. Castillon : Quatuor pour piano et cordes. Auditorium, 74 Flaine, 20 h 45, le 25. Tél. : 46-48-03-03. 70 F.

Paul Rouges, Anne-Marie Morin (violin), Jean-Lévy (alto), Xavier Choklovitch : Sonate pour violoncelle et piano, Sonate pour alto et piano op. 147, Quintette pour piano et cordes. Auditorium, 74 Flaine, 20 h 45, le 26. Tél. : 46-48-03-03. 70 F.

Claude Lefebvre (flûte), Daniel Arri  n (hautbois), Richard Roussel : Divertissement. Damase : Variations pour quintette    vent. Fauré : Barcarolles. Roussel : S  r  e. Auditorium, 74 Flaine, 20 h 45, le 27. Tél. : 46-48-03-03. 70 F.

Marie-Claude Bartigny (violincelle), David Br  slavsky (piano) Fauré : El  gie. Vienne : Sonate pour violoncelle et piano. Ginstera : Pompeiana né 2. Auditorium, 74 Flaine, 20 h 45, le 28. Tél. : 46-48-03-03. 70 F.

Orchestre du Festival de Flaine Saint-Sûrs : Concertos pour piano et orchestre né 3 et 5. Bartok : Concerto pour orchestre. Joseph Silvestrin (violin), Jean-Marie Cottet (piano), Laurent Pettigard (direction). Auditorium, 74 Flaine, 20 h 45, le 29. Tél. : 46-48-03-03. 50 F.

Chœur du Festival de Flaine Schumann : Etudes en forme de canon. Rachmaninov : Suite pour deux pianos né 2. Brahms : Danses hongroises, Liebeslieder Walzer. Chantal Riou, Isabelle Dubuis (alto), Laurent Gorgatchev (direction). Auditorium, 74 Flaine, 20 h 45, le 30. Tél. : 46-48-03-03. 90 F.

MARMAIANE Isabelle Vernet (soprano), Olivier Vernet (orgue) A  rs d'opéras. Eglise Notre-Dame, 47 Marmande, 21 heures, le 24. Tél. : 53-89-68-75. 80 F.

La P  ch  le d'Offenbach. Raphaëlle Ivery, Fran  c T  lezan, Guy Bonfiglio, Chœur Val de Garonne, Chœur de Marmande, Les Symphonistes d'Aquitaine, Philippe Maître (direction), Michèle Herb   (

Les crimes commis par Marc Dutroux et ses complices suscitent dégoût et colère en Belgique

Des pétitions réclament l'instauration de peines de prison incompressibles

BRUXELLES
de notre correspondant
Francophones et néerlandophones pour une fois réunis par ce fait divers hors du commun, les Belges ont découvert avec dégoût et colère les forfaits commis au domicile « familial » de Marc Dutroux, à Sars-la-Bussière, au sud-ouest de Charleroi. Sabine Darmon et Laetitia Delhez, les deux adolescentes retrouvées, jeudi 15 août, séquestrées - mais vivantes - dans une autre résidence de Dutroux à Marcinelle, l'avaient échappé belle (Le Monde daté 18-19 août). Les cadavres de Julie Lejeune et Mélissa Russon, enlevées en juin 1995 par le même individu, près de Liège, ont été exhumés, samedi 17 août, à Sars-la-Bussière, dans le jardin de Dutroux.

Avec un complice, Michel Lejeune, genre « idiot du village » vivant de petits boulots, Dutroux a aussi avoué le rapt de deux autres adolescentes flamandes, An Marchal (17 ans) et Effie Lambrechts (19 ans), disparues le 22 août 1995 près d'Ostende. Dimanche après-midi, les enquêteurs semblaient conserver l'espoir de retrouver celles-ci vivantes tandis qu'une atmosphère tendue régnait, à Sars-la-Bussière, un habitant lançant par exemple : « Un homme comme ça, on ne le juge pas, on le jette à la rue, on le lapide ! »

Dutroux, un électricien de 39 ans, rejette la responsabilité de la mort de Julie et Mélissa sur Lejeune et un autre acolyte, dont le cadavre a aussi été retrouvé avec celui des victimes. Ces deux complices auraient laissé mourir les fillettes de faim, contrairement aux instructions de leur chef, « seulement » intéressé par les abus sexuels. C'est en raison

de ce désaccord que l'homme aurait été exécuté par Dutroux.

Sinistre ironie, Dutroux aurait confié la mission d'intendance à ses complices parce qu'il devait purger une courte peine de prison, pour une affaire de vol. Par deux fois, en décembre 1995 et en mars 1996, son domicile de Sars-la-Bussière avait été perquisitionné sans que les policiers remarquent quoi que ce soit. L'incompétence, le manque de moyens, le rejet des responsabilités sur d'autres dans le complexe système judiciaire belge semblent devoir servir de toile de fond à cette affaire.

Dutroux et ses complices sont-ils de simples débauchés pervers, vivant dans certains faubourgs pauvres d'une Wallonie sinistrée sur le plan économique, avec des maisons en état de quasi-abandon propices aux activités criminelles en toute discrétion ? Ou bien appartiennent-ils à un réseau organisé ? Trouvées chez eux, des cassettes pour pédophiles seraient examinées. Plusieurs personnes ont été entendues, notamment un ancien agent immobilier

bruxellois et son épouse, ancienne avocate radiée du barreau. Dimanche, on n'en savait pas davantage.

LIBÉRÉ AU BOUT DE TROIS ANS

Ces derniers mois, les parents de Julie et Mélissa s'étaient beaucoup dépensés pour faire avancer l'enquête. Outre des affiches répandues dans tout le pays, des portraits des disparues avaient été diffusés sur Internet. Jacques Pradel avait évoqué l'affaire à TF1 dans son émission « Avis de recherche ». En décembre 1995, estimant l'enquête mal conduite, ces parents avaient déposé une plainte contre l'État belge devant le tribunal des référés de Bruxelles, plainte classée sans suite. Samedi soir, une magistrature du parquet de Liège s'est rendue au domicile des Lejeune et des Russon pour leur apprendre la terrible nouvelle. Peu après, visant le Garde des sceaux qui avait ordonné la libération du récidiviste Dutroux, une pancarte est apparue à la fenêtre du père de Mélissa : « L'ancien ministre Wathelet a-t-il la conscience tran-

quille ? » Condamné en 1989 à treize ans de prison pour abus sexuels sur des adolescentes, Dutroux avait retrouvé la liberté au bout de trois ans. Des pétitions circulaient déjà dans plusieurs localités pour réclamer l'instauration de peines incompressibles. Celles-ci n'existent pas dans le code pénal belge, qui a définitivement aboli la peine de mort en 1995.

La multiplication des disparitions d'adolescents ou d'enfants, ces dernières années en Belgique a créé dans le pays une psychose que la libération de Laetitia et Sabine n'a pas, bien entendu, atténuée. Une cellule nationale d'enquête avait été mise sur pied, en 1995, par la justice. D'autre part, une association de bénévoles, « Marc et Corine », qui avait été créée en 1992 à Liège par les parents d'un jeune couple assassiné par des toxicomanes, se mobilise à chaque « disparition » en lançant des avis de recherche tant en Belgique qu'à l'étranger.

Jean de la Guérivière

« Nénette et Boni », de Claire Denis, obtient le Léopard d'or du Festival du cinéma à Locarno

LOCARNO
de notre envoyé spécial
Rarement le palmarès d'un festival international aura inspiré à ce point l'approbation. Loin des compromis et des complaisances qui président trop souvent à ce genre d'opération, c'est une idée forte et cohérente du cinéma que le jury de Locarno a défendu, sans se

laisser impressionner ni par les afférences d'imaginaire, ni par la « correction politique ». Outre les remarquables *Nénette et Boni* de Claire Denis, *Un instant d'innocence* de Mohsen Makhmalbaf (tous deux attendus en France pour la fin de l'année) et *Les Rois de l'asphalte* d'Oussama Fawzi (Le Monde du 15 août), ce sont donc judicieusement le film australien de la cinéaste hongkongaise Clara Law, *Floating Life*, et la première réalisation du Tchèque Petr Vachek, *Marian*, qui figurent aussi parmi les heureux élus de cette 49^e édition.

Soit deux films qui mettent en relief, à travers des cas particuliers, la crise des sociétés dont ils sont issus. La cinéaste chinoise construit une sorte de jeu de piste affectif et géographique pour évoquer les difficultés d'une famille confrontée à l'émigration, problème particulièrement brûlant à la veille du rattachement de la colonie britannique à la République populaire. De son côté, le jeune réalisateur tchèque filme de face, avec un calme désespoir et de splendides images, l'insoluble situation d'un jeune Tzigane, victime et responsable d'une exclusion sans retour au fil des institutions carcérales dans lesquelles se déroule sa courte existence.

VITALITÉ FRANÇAISE

Mais le Festival de Locarno ne se limite pas à sa compétition officielle. L'une des principales qualités de cette manifestation est de présenter un grand nombre de films de toute nature mais aussi de suggérer des rapprochements, des filiations et des comparaisons entre œuvres du patrimoine et courts métrages de débutants, fictions et documentaires. Ainsi la manifestation s'attache à dessiner chaque année les tendances du cinéma mondial. Le dessin qui ressort de cette quarante-neuvième édition est pour le moins curieux. Il est dominé par une présence imposante, et une absence inhabituelle. La présence est celle du cinéma français, qui non seulement s'adapte à la récompense suprême, mais a figuré avec honneur dans toutes les sections, et fait montre d'une belle vitalité grâce au

vaste ensemble de courts métrages présentés. Une présence qui s'affirme, dans une certaine mesure, par défaut, les autres « pilliers » habituels de ce genre manquant cette année de mordant, du moins à titre collectif. En témoigne notamment la discrétion des cinématographies asiatiques, depuis quelques années dominées par des manifestations internationales. De même le beau film de Makhmalbaf ne saurait dissimuler la sous-représentation du cinéma iranien. L'un des plus féconds depuis le début de la décennie, mais qui est en ce moment victime d'une brutale reprise en main par les autorités de Téhéran.

Si les points de vue personnels, voire intimistes, ont en grande partie dominé ce festival, les tumultes du siècle ont aussi figuré en bonne place dans les sélections locarnaises. L'évocation des combattants anarchistes de la guerre d'Espagne, caricaturée dans *Libertarias* de Vicente Aranda, ne mérite guère un coup d'œil. Mais l'expression stalinienne a inspiré deux œuvres fortes, quoique très différentes : *Concert pour un rat*, d'Oleg Kovalov, poème expressionniste zébré de violence, et surtout *Le Violon de Rostschid*, d'Edgardo Cozarinski, complexe évocation de la terreur, de la censure et de l'antisémitisme dans l'Union soviétique des années trente à cinquante, construite autour des figures du compositeur Chostakovitch et de son élève Benjamin Fleischman.

Au sein d'une sélection inégale, mais globalement de bonne qualité, il faut enfin signaler le travail exceptionnel de Gérard Caillaud, à partir d'un texte inédit du philosophe Pierre Legendre : *La Fabrique de l'homme occidental* allie fécondité intellectuelle et force esthétique. D'étonnants reportages se combinent à un texte d'une remarquable acuité pour interroger la nature et le sens des systèmes de représentation dont se dote l'humanité contemporaine. Le film est d'ores et déjà annoncé sur Arte pour le 15 novembre, il faut souhaiter qu'il trouvera également place sur le grand écran.

Jean-Michel Frodon

Le palmarès

Léopard d'or : *Nénette et Boni*, de Claire Denis (France).
Léopards d'argent : *Floating Life*, de Clara Law (Australie), et *Marian*, de Petr Vachek (République tchèque).
Léopards de bronze : Valeria Bruni-Tedeschi et Grégoire Colin pour leur interprétation de *Nénette et Boni*.
Mention spéciale à Mohsen Makhmalbaf pour l'ensemble de son œuvre et en particulier

Un instant d'innocence.

Prix du jury : *Les Rois de l'asphalte*, d'Oussama Fawzi.
Léopards de demain (courts métrages) : *Une robe d'été*, de François Ozon (France), *Entre frère et sœur*, d'Isabelle Blanc (Suisse).
Prix de la semaine de la critique : *Une saison au paradis*, de Richard Dindo (Suisse).
Prix du public : *Microcosmos*, de Claude Nuridsany et Marie Perennou (France).

M. Fillon estime « dépassés » les courts séjours dans l'espace

Claudie André-Deshays devait rejoindre Mir lundi

APRÈS un décollage sans histoires, « à la seconde près », de Baïkonour (Kazakhstan) samedi 17 août, la cosmonaute française Claudie André-Deshays et ses deux coéquipiers russes Valéri Korzoun et Alexandre Kaléri devaient rejoindre la station russe Mir lundi 19 août. D'après le plan de vol, l'amarrage de leur vaisseau Soyuz TM-24 était prévu à 16 h 48 (heure de Paris) et le nouvel équipage devait franchir vers 18 h 20 le sas qui lui permettrait de rejoindre les Russes Youri Anafienko et Youri Oussatchev et l'Américaine Shannon Lucid.

Rompant quelque peu avec l'enthousiasme général, François Fillon, ministre délégué à la poste, aux télécommunications et à l'espace, a confirmé que la mission de la première cosmonaute française marquerait la fin d'une époque. M. Fillon a estimé, dans un entretien publié lundi 19 août par *Le Figaro*, que « les vols de courte durée comme ceux effectués jusqu'à présent avec les Russes apparaissent dépassés ».

Le ministre confirme ainsi implicitement l'incertitude qui règne sur la réalisation des deux autres vols dont le principe était prévu par le dernier accord de coopération spatiale franco-russe (Le Monde du 17 août). Il reconnaît, surtout, publiquement ce que de nombreux spécialistes affirment en privé depuis un certain temps : les séjours de quinze jours, ou même un mois en orbite n'apprennent plus grand-chose aux médecins et aux biologistes sur les réactions de l'organisme humain à l'absence de pesanteur. Seuls des missions d'au moins six mois peuvent permettre de nouveaux progrès des connaissances dans ce domaine.

« Le CNES étudie en ce moment le passage à des vols de très longue durée, de l'ordre de six mois ou

plus », a précisé le ministre. Dès à présent, des discussions sont en cours avec l'Agence spatiale russe. Ces discussions ne s'engagent pas sous un angle très favorable pour la France. Jusqu'à la fin de 1997 au moins, la station Mir affiche complet. Des astronautes américains s'y succéderont sans interruption pour s'entraîner et préparer, avec leurs collègues russes, les procédures et les technologies en vue du montage en orbite de la future station internationale Alpha, qui devrait débuter en novembre 1997.

5 MILLIONS PAR JOUR

Au-delà, les Russes annoncent leur intention de continuer l'exploitation de leur station Mir jusqu'en 2000 au moins. Ils voudraient aussi commercialiser les séjours sur la partie qui leur sera réservée à bord d'Alpha. Mais le but avoué de ces offres de service est de financer et rentabiliser les investissements que Moscou a de plus en plus de mal à assurer dans le domaine spatial. La « location » des structures orbitales russes se fera donc vraisemblablement au prix fort.

Pour les seize jours de la mission Cassiopée, le CNES a dû payer 63 millions de francs « cash », plus l'équivalent de 21 millions de francs en matériel et prestations diverses. Ce qui met le jour en orbite à un peu plus de 5 millions de francs et le prix d'un séjour de six mois à 900 millions de francs. Les vols de longue durée pourront aussi être réalisés sur Columbus, le module européen d'Alpha. Mais les Français n'y auront accès qu'en proportion de leur participation à ce programme, soit 27,6 % (contre 41 % pour l'Allemagne).

Jean-Paul Dufour

LES CAHIERS DE SCIENCE & VIE

LES GRANDS INGENIEURS

Léonard de Vinci

Il maîtrisait toutes les techniques du dessin : peinture, sculpture, architecture, construction de machines... Découvrez Léonard de Vinci à la fois artiste et ingénieur de la Renaissance.

DES HISTOIRES RICHES EN DÉCOUVERTES

Frémissement à la Bourse de Paris

LA BOURSE DE PARIS restait pratiquement stable lundi 19 août en milieu de journée avec une progression de 0,56 %. L'indice CAC s'établissait à 1 989,81 points.

Quelques heures auparavant, la Bourse de Tokyo avait terminé la séance en hausse. L'indice Nikkei des valeurs vedettes avait gagné 1,31 %, pour s'inscrire en clôture à 21 106,41 points.

Sur le marché des changes, le franc reculait légèrement lundi matin vis-à-vis du mark. Il s'inscrivait à 3,4185 francs au cours des premiers échanges entre banques.

Le dollar, lui, progressait, s'échangeant à 5,0987 francs, 1,4912 mark et 108,06 yens.

Les investisseurs restaient prudents dans l'attente des réunions de la Réserve fédérale américaine, mardi 20 août, puis de la Bundesbank et de la Banque de France.

jeudi 22 août. Les analystes prévoient un statu quo monétaire aux Etats-Unis, les craintes de surchauffe économique s'étant dissipées au cours des dernières semaines. Ils espèrent aussi une baisse du taux des prises en pension (REPO) de la Bundesbank, destinée à conforter le mouvement de reprise de l'économie allemande.

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE 12h30	1908 Titres	Cotations
SEMI	12525	628055,80
BF Aquitaine	39743	606999
L'Oréal	54724	602168
LYMOT Melit Volont	19962	573904,30
Total	85111	4309247
Exco (Gie des)	1225	3485977
Carrefour	11992	340392,20
Ala	17605	3164992,50
Suez	22978	2994866,90
Rhône-Poulenc A	6495	2992470,50
Lyonnaise Baux		

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	Cours BDF 1408	\$ 1308	Actuel	Var.
Allemagne (100 dm)	341,9800	-0,18	339	-334
Ecu	6,4810	-0,04		
Euro (100 fr)	5,0730	-0,26	4,7600	-3,600
Belgique (100 F)	16,9905	-0,16	16,0300	-17,1300
Pays-Bas (100 fl)	304,6900	-0,18		
Italie (1000 li)	3,3420	-0,09	3,1000	-3,600
Danemark (100 kr)	68,4100	-0,09	69	
Irlande (100 Ir)	8,1555	-0,13	7,7700	-3,500
Grèce (100 dr)	7,2550	-0,25	7,4000	-1,2500
Grèce (100 dr)	2,1385	-0,09	1,9000	-2,400
Suède (100 kr)	76,3900	-0,34	71	81
Suisse (100 F)	420,9900	-0,13	407	89
Norvège (100 N)	79,0000	-0,05	74	35
Autriche (100 sch)	48,5390	-0,19	47,0500	-36,7500
Espagne (100 pes)	4,0255	-0,07	3,7900	-4,800
Portugal (100 esc)	3,3350		2,7000	-3,6700
Canada (1 dollar)	3,6905	-0,11	3,3900	-3,9900
Japon (100 yens)	4,7028	-0,05	4,4800	-4,800

PARITÉS DU DOLLAR 1908

FRANCOFONIE : USD/DM	1,9688
FRANCOFONIE : USD/DM	1,9688
FRANCOFONIE : USD/DM	1,9688

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 1408	Yen	Yen
France	5,56	6,41
Allemagne	5,25	6,27
Grande-Bretagne	5,63	7,28
Italie	8,94	8,49
Japon	0,58	5,29
Euro-Union	5,19	8,38

MATIF

Échéances 1408	Volume	Dernier
NOTIONNEL 10 %		
Sept. 96	58096	728,42
Oct. 96	2892	728,16
Mars 97	412	728,12
juin 97		

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le lundi 19 août, à 12 h 30 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	20981,10	+0,56	+6,23
Hong Kong Index	11106,80	+0,01	+11,78

Tokyo Nikkei sur 3 mois

1995	20981,10
1994	20981,10
1993	20981,10
1992	20981,10
1991	20981,10
1990	20981,10
1989	20981,10
1988	20981,10
1987	20981,10
1986	20981,10
1985	20981,10
1984	20981,10
1983	20981,10
1982	20981,10
1981	20981,10
1980	20981,10

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Cours au	Var. en %	Var. en %
1408	1308	Rn 95

Paris CAC 40	1979,52	-0,05	+5,75
Londres FT 100	3818,40	-0,13	+3,49
Zurich			+12,88
Milan MIB 30			+9,45
Frankfurt Dax 30	2538,54	-0,02	+12,54
Bruxelles			+12,62
Suisse SMI			-5,50
Madrid Ibez 35			+10,80
Amsterdam CBS			+15,30

Tirage du Monde daté dimanche 18-19 août : 522 440 exemplaires

La police belge sur la piste d'un réseau international de pédophiles

LES RESPONSABILITÉS... quête sur les... tions d'ad... semblent «... d'un rése... philes, qui... mifications... jeunes flam... 1995, n'ont... ment traumas... samedi, des... lettes enlev... mande le re... contre les v... annonçant une... tice a réaffir... l'application de... sibles.

La leçon des Jeux

TONY VOLPENTI... sprinter sans... avec des protes... aux Jeux paralympiques de Barcelone... des conditions d'entraînement... précieuses que les... olympiques. Tirant... cette expérience, Ma... directeur sportif de... explique dans ce... Monde qu'il faut... perts du Comité int... olympique vont exami... dossiers de candidats... pour l'organisation... 2004. La ville lauréate... le 5 septembre 1995.

Contrebassiste sans vanité



CONTRABASSISTE et compositeur, Didier Levallet a dirigé plusieurs formations de jazz : Pétage, Confiance, Swing System, jalons d'une carrière sans vanité, d'accompagnement de grands musiciens en tournée, de découvreur et de professeur. Il a été professeur de Clémentine, il y organise du 21 au 31 août l'une des manifestations musicales importantes de ce mois d'août.

Lire page 11

M 0147 - 821 - 700 F

مكتبة من الأصول